

CONSEIL COMMUNAL DU 25 FÉVRIER 2021
GEMEENTERAAD VAN 25 FEBRUARI 2021

REGISTRE
REGISTER

| | |
|------------------------|---|
| Présents | Laurence Anne Vandeputte, <i>Président/Voorzitter</i> ; |
| Aanwezig | Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Jean-Pierre Collin, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> . |
| Excusés | Valérie Gillès de Pelichy, Aleksandra Kokaj, Patrick Zygag, <i>Conseiller(s)</i> |
| Verontschuldigd | <i>communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> . |

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

25.02.2021/A/0001 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prise d'acte.**

Le Conseil,
Attendu que par son courriel du 29 janvier 2021, Mme Lise Goetghebuer, présente sa
démission comme conseillère communale,
Décide de prendre acte de la démission de ses fonctions de conseillère communale,
présentée par Mme Lise Goetghebuer.

Le Conseil approuve le point.

Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Akteneming.

De Raad,
Aangezien dat Mevr. Lise Goetghebuer, per e-mail van 29 januari 2021 haar ontslag
aanbiedt als gemeenteraadslid,
Beslist akte te nemen van het ontslag aangeboden door Mevr. Lise Goetghebuer,

gemeenteraadslid.

De Raad keurt het punt goed.

25.02.2021/A/0002 **Démission d'un membre du Conseil communal.- Prestation de serment et installation d'un conseiller communal.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance de ce jour, l'Assemblée a pris acte de la démission de Mme Lise Goetghebuer, conseillère communale;

Qu'il y a lieu de la remplacer;

Que le suppléant en ordre utile sur la liste à laquelle appartenait l'intéressée, M. Jean-Pierre Collin, né le 14 octobre 1943 et domicilié à Uccle, Rue des Griottes, 35 a accepté ce mandat;

Que l'intéressé a déclaré sur l'honneur ne pas tomber sous l'application des cas d'inéligibilité, d'incompatibilité ou de prohibition résultant de parenté ou d'alliance et qu'il réunit les conditions requises,

En conséquence, M. le Bourgmestre invite l'intéressé à prêter le serment prévu à l'article 80 de la nouvelle loi communale.

M. Collin prête le serment en français et en néerlandais.

M. le Bourgmestre en prend acte et le déclare installé en qualité de Conseiller communal.

Le Conseil approuve le point.

Ontslag van een Gemeenteraadslid.- Eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid.

De Raad,

Aangezien in de zitting van vandaag de Vergadering akte genomen heeft van het ontslag van Mevr. Lise Goetghebuer, gemeenteraadslid;

Dat zij vervangen dient te worden;

Dat de eerste opvolger op de lijst waarop de voornoemde stond, namelijk de h. Jean-Pierre Collin, geboren op 14 oktober 1943 en gehuisvest in de Noordkriekenstraat, 35, het mandaat heeft aanvaard;

Aangezien de betrokkene op erewoord verklaard heeft dat hij niet valt onder één van de gevallen van onverkiesbaarheid, onverenigbaarheid of het verbod tot bloed- of aanverwantschap en dus aan de vereiste voorwaarden voldoet,

De Voorzitter nodigt de betrokkene bijgevolg uit om de eed af te leggen zoals voorzien in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet.

De h. Collin legt de eed af in het Frans en het Nederlands.

De Burgemeester neemt er akte van en verklaart hem aangesteld als gemeenteraadslid.

De Raad keurt het punt goed.

Communication du Collège.- Santé publique : "Centre de vaccination à Uccle, qu'en est-il ?"

M. le Bourgmestre signale qu'un centre de vaccination sera installé sur le territoire ucclois.

Pour le Collège, cette installation était nécessaire, étant donné qu'Uccle est la commune dont la superficie est la plus étendue après la Ville de Bruxelles et qu'un tiers de sa population est âgé de plus de 65 ans.

Le Collège a proposé différents sites pour ce centre de vaccination et finalement, le choix de la Cocom (Commission communautaire commune) s'est porté sur l'ancien site d'Astra Zeneca (rue Egide Van Ophem, 110), qui semblait le plus pertinent.

Ce centre devrait être ouvert le 12 avril prochain, mais vu les problèmes logistiques qui pourraient survenir, notamment quant à l'approvisionnement en vaccins, il n'y a aucune certitude sur ce point, et ce d'autant plus que la commune n'est pas seule à la manœuvre et travaille en concertation avec la Cocom, la Croix-Rouge et les Cliniques de l'Europe.

Pour ce qui concerne le processus de vaccination, chaque citoyen recevra un convocation par courrier, ainsi que par e-mail et sms s'il a aussi communiqué une adresse mail et un numéro de gsm. Ce courrier sera envoyé par la Cocom sur base des informations transmises par l'administration fédérale.

Le financement de cette opération sera assuré par la commune, qui par la suite sera remboursée par la Cocom.

Il y a encore des discussions sur l'activité du centre de vaccination durant les week-ends : ce centre devra-t-il fonctionner 6 jours sur 7 ou 7 jours sur 7, l'objectif visé étant une moyenne d'un millier de vaccinés par jour via une structure comportant 5 à 6 box de vaccination.

M. l'Echevin Hublet rappelle qu'à la date du 8 février 2021, le coronavirus a contaminé 106 millions de personnes dans le monde et provoqué 2,5 millions de décès. Le premier cas recensé en Belgique date du 4 février 2020.

Les restrictions des libertés doivent être limitées dans le temps et proportionnées au danger qu'elles combattent, en raison de leur impact psychologique et économique.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le nombre des hospitalisations est de nouveau à la hausse depuis quelques jours dans les hôpitaux bruxellois, dont le personnel est éreinté. Il faut tout mettre en œuvre pour éviter que les hôpitaux ne soient à nouveau contraints d'ouvrir des unités « covid ».

Relayant les inquiétudes de ses confrères, M. l'Echevin Hublet signale qu'un malaise profond ronge le corps médical, y compris parmi les médecins en formation, dont un sur trois songe à abandonner cette profession.

Toutefois, le vaccin est l'arme qui permettra de vaincre le virus. Mais avant que la population ne soit vaccinée, les recommandations émises par les entités fédérées (gestes barrières, port du masque, règles d'hygiène) doivent être respectées scrupuleusement, afin d'éviter le déferlement d'une 3^{ème} vague qui, pour certains, est à nos portes.

La disponibilité en vaccins est évidemment capitale pour l'éradication du virus et s'avère plus déterminante encore que le nombre de centres de vaccination déployés sur le territoire.

La commune n'intervient pas dans l'élaboration de la stratégie de vaccination, qui est conçue sur base des recommandations des groupes de travail fédéraux et inter-fédérés du Conseil supérieur de la Santé en fonction des avis émis par les experts médicaux de terrain. Considérant que l'accès pour tous à un vaccin sûr, efficace et gratuit constitue une priorité, la Belgique participe à la procédure d'achat centralisée de la Commission européenne, qui a effectué des précommandes auprès de plusieurs fabricants de vaccins.

La population n'aura pas le choix du vaccin qui lui sera injectée, chaque produit étant susceptible d'être destiné à un public spécifique en fonction de ses avantages et inconvénients.

Les vaccins disponibles actuellement (Pfizer, Moderna et Astra Zeneca) exigent l'administration de 2 doses, alors que le vaccin produit par la firme Johnson & Johnson, disponible à partir du mois de juin, ne requiert qu'une seule dose.

La phase 1A, actuellement en cours, sera suivie par une phase 1B, destinée aux plus de 65 ans, aux 18-65 ans présentant des comorbidités (identifiés grâce aux bases de données des mutuelles) et aux personnes dont la fonction économique et sociale est essentielle. Cette phase 1B débutera le même jour pour les trois régions.

Les esprits ont tendance à s'échauffer à l'approche de cette phase 1B, en raison de l'obstination des autorités à ne pas tenir compte de certaines situations particulières, voire à contrevenir au respect de la vie privée et du secret médical. Cet élément inquiète particulièrement les médecins.

La phase 2 concerne le reste de la population.

La communication sera assurée par un call-center général, qui sera ouvert dès demain.

Le centre uclois de vaccination devrait être en mesure d'effectuer environ 25.000 vaccinations par mois. Sa gestion quotidienne sera assurée grâce à un partenariat entre la commune, la Croix-Rouge et les Cliniques de l'Europe.

M. le Bourgmestre a signé l'arrêté de réquisition et la Croix-Rouge assumera la direction opérationnelle et médicale.

La commune s'occupe des négociations avec le propriétaire du centre ainsi que des visites du site avec le SIAMU, les pompiers, la police pour le volet sécurité et prévention incendie.

Les Cliniques de l'Europe interviendront en tant que force d'appui pour les prestations médicales et paramédicales liées à la vaccination elle-même.

La Cocom soumettra pour approbation au Collège réuni un projet d'arrêté de subventionnement au bénéfice de la commune, à charge pour celle-ci d'assurer les coûts du processus préalablement défini, notamment ceux requis pour l'installation du centre et les contributions du partenaire médical et du partenaire opérationnel. Le financement sera proportionnel au nombre de box de vaccination déployés dans les centres (5 ou 6 pour le centre uclois). Les vaccins et le matériel nécessaire à la vaccination seront mis à la disposition des centres par la Cocom.

M. Cools remarque que seulement 3.000 destinataires des 11.000 invitations envoyées pour le centre de vaccination du Heyzel ont daigné se manifester car la communication a été effectuée uniquement par mail et sms, et non par envoi postal.

M. Cools se réjouit donc du fait que les citoyens uclois recevront aussi une convocation postale.

Les citoyens uclois pourront-ils choisir librement le centre de vaccination où ils se rendront ?

Par ailleurs, M. Cools est disposé à demander par le biais d'une question écrite ultérieure des renseignements sur l'affectation future du site Astra Zeneca.

M. le Bourgmestre précise que le site d'Astra Zeneca présente l'avantage d'être quasi inoccupé. Il n'a donc pas fallu procéder à un déménagement, comme c'est le cas pour le site prévu pour le centre de vaccination de Schaerbeek, dont l'espace doit être libéré le 30 juin prochain par les infrastructures sportives qui l'occupent pour le moment.

Le site d'Astra Zeneca dispose de parkings, d'accès pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et est proche des transports en commun.

M. l'Echevin Hublet signale que les centres de vaccination de Forest, Molenbeek, Schaerbeek et Woluwe-Saint-Pierre devraient être ouverts aux alentours du 22 mars, et il devrait en être de même des centres d'Anderlecht, d'Uccle, de Woluwe-Saint-Lambert et de l'hôpital militaire vers le milieu du mois d'avril. Ces 8 centres s'ajouteront à ceux du Heyzel et du boulevard Pacheco, déjà en activité.

Parmi ces différents centres, les citoyens uclois pourront choisir celui où ils se rendront pour se faire vacciner.

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling van het College.- Volksgezondheid : "Wat met het vaccinatiecentrum te Ukkel ?"

De burgemeester kondigt aan dat er op het grondgebied van Ukkel een vaccinatiecentrum zal komen, noodzakelijk aangezien Ukkel na Brussel-Stad de gemeente is met de grootste oppervlakte en met een derde van de bevolking ouder dan 65 jaar. Het college heeft verschillende locaties voorgesteld en de GGC heeft gekozen voor de meest relevante plek, nl. de voormalige site van Astra Zeneca (Egide Van Ophemstraat 110). Dit centrum zou op 12 april moeten openen maar om logistieke redenen (levering van vaccins) is er op dit vlak geen zekerheid.

Elke burger ontvangt een vaccinatieoproep per post en ook via e-mail en sms indien deze gegevens beschikbaar zijn. Deze brief wordt verstuurd door de GGC op basis van informatie van de federale overheid. De financiering van deze operatie wordt verzekerd door de gemeente, die vervolgens terugbetaald wordt door de GGC. Er wordt nog gediscussieerd over vaccineren tijdens weekends: mocht dit centrum 6 dagen per week of 7 dagen per week draaien, met als streefdoel gemiddeld duizend gevaccineerden per dag via een structuur van 5 à 6 vaccinatieboxen.

Schepen Hublet herinnert zich dat op 8 februari 2021 het coronavirus 106 miljoen mensen over de hele wereld heeft besmet en 2,5 miljoen doden heeft veroorzaakt. Het eerste geval in België dateert van 4 februari 2020. Vrijheidsbeperkingen moeten vanwege hun psychologische en economische impact in de tijd worden beperkt en in verhouding staan tot het gevaar dat ze bestrijden. Maar we mogen niet uit het oog verliezen dat het aantal ziekenhuisopnames sinds enkele dagen weer stijgt in de Brusselse ziekenhuizen, waarvan het personeel uitgeput is. Alles moet in het werk worden gesteld om te voorkomen dat ziekenhuizen genoodzaakt zijn weer "covid"-afdelingen te openen. Er is een groot ongenoegen bij de medische sector, ook bij artsen in opleiding, van wie een op drie overweegt dit beroep op te geven.

Het vaccin is echter het wapen dat het virus zal verslaan. Maar voordat de bevolking wordt gevaccineerd, moeten de federale aanbevelingen (afstand, mondkap, hygiëne) nauwgezet worden nageleefd om een derde golf te vermijden die voor sommigen voor de deur staat.

De beschikbaarheid van vaccins is uiteraard cruciaal voor de uitroeiing van het virus en is zelfs belangrijker dan het aantal vaccinatiecentra. De gemeente komt niet tussen in de ontwikkeling van de vaccinatiestrategie die werd opgesteld op basis van aanbevelingen van federale en interfederale werkgroepen van de Hoge Gezondheidsraad op basis van medische adviezen. In de overtuiging dat iedereen toegang moet hebben tot een veilig, effectief en gratis vaccin neemt België deel aan de gecentraliseerde aankoop van de

Europese Commissie, die voorbestellingen heeft gedaan bij verschillende vaccinfabrikanten.

De bevolking zal niet de keuze hebben welk vaccin wordt gegeven omdat elk product waarschijnlijk bedoeld is voor een specifiek publiek, afhankelijk van de voor- en nadelen ervan. De vaccins die momenteel beschikbaar zijn (Pfizer, Moderna en Astra Zeneca) vereisen 2 doses, terwijl het vaccin van Johnson & Johnson (verkrijgbaar vanaf juni) slechts een dosis. De huidige fase 1A wordt gevolgd door fase 1B: 65-plussers, 18-65-jarigen met comorbiditeit en mensen met essentiële beroepen. Fase 1B start op dezelfde dag voor de drie gewesten. Fase 2 betreft de rest van de bevolking. De communicatie verloopt via een algemeen callcenter dat vanaf morgen open is.

Het vaccinatiecentrum van Ukkel zou ongeveer 25.000 vaccinaties per maand moeten kunnen uitvoeren. Het dagelijks beheer zal worden verzekerd door de gemeente, het Rode Kruis en de Europaziekenhuizen. De burgemeester heeft de opvordering ondertekend en het Rode Kruis zal de operationele en medische leiding op zich nemen. De gemeente zorgt voor de onderhandelingen met de eigenaar van het centrum en de locatiebezoeken met de DBDMH, de brandweer en de politie voor het onderdeel veiligheid en brandpreventie. De Europaziekenhuizen zullen optreden als ondersteunende kracht voor medische en paramedische diensten.

De GGC zal een subsidievoorstel overmaken aan de gemeente, waarbij deze de kosten draagt van het vooraf gedefinieerde traject, met name voor de inrichting van het centrum en de bijdragen van de medisch partner en de operationele partner. De financiering zal evenredig zijn aan het aantal ingezette vaccinatieboxen (5 of 6 voor het centrum van Ukkel). De vaccins en de nodige apparatuur worden door de GGC ter beschikking gesteld van de centra.

De h. Cools merkte op dat slechts 3.000 van de 11.000 ontvangers van de uitnodigingen voor het Heyzel-vaccinatiecentrum de moeite hadden genomen om te komen opdagen, aangezien de communicatie alleen via e-mail en sms had plaatsgevonden, en niet via de post. Hij is tevreden dat de Ukkelse inwoners ook een oproeping per post zullen ontvangen. Zullen de Ukkelaars vrij kunnen kiezen naar welk vaccinatiecentrum ze gaan? Hij is bereid om via een volgende schriftelijke vraag informatie te vragen over het toekomstige gebruik van de Astra Zeneca-site.

De burgemeester wees erop dat de Astra Zeneca-site vrijwel leeg staat, over parkeergelegenheid beschikt, toegankelijk is voor mensen met beperkte mobiliteit en vlakbij het openbaar vervoer ligt.

Schepen Hublet geeft aan dat de vaccinatiecentra van Vorst, Molenbeek, Schaarbeek en Sint-Pieters-Woluwe open zouden moeten zijn rond 22 maart en de centra van Anderlecht, Ukkel, Sint-Lambrechts-Woluwe en het militaire hospitaal rond half april. Deze 8 centra zullen worden toegevoegd aan die van Heyzel en de Pachecolaan, die al actief zijn. Onder deze verschillende centra zullen de inwoners van Ukkel het centrum kunnen kiezen waar ze zich willen laten vaccineren.

De Raad neemt kennis.

Démission d'un membre du Conseil de l'action sociale.- Remplacement.

Le Conseil,

Attendu que M. Jean-Pierre Collin, élu membre effectif du Conseil de l'Action sociale présente la démission de sa fonction;

Considérant que M. Collin n'a aucun suppléant;

Vu l'article 17 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, modifiée par l'ordonnance du 14 mars 2019, stipulant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation.

Deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu; en cas de parité de voix, l'article 15 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de M. Jean-Pierre Collin a été signé par le conseiller communal suivant : M. Lambert Limbosch;

Que cette même personne présentent la candidature de M. Mathias Junqué comme membre effectif;

Prend acte de la démission de M. Jean-Pierre Collin;

Et constate que M. Junqué, remplit toutes les conditions requises par la loi du 8 juillet 1976, pour être installée comme membre effectif.

Le candidat membre effectif est proclamé élu.

Le Conseil approuve le point.

Ontslag van een werkend lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.- Vervanging.

De Raad,

Overwegende dat de h. Jean-Pierre Collin, verkozen tot werkend lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, zijn ontslag heeft aangeboden;

Overwegende dat de h. Collin geen opvolger heeft;

Gelet op artikel 17 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019 :

"Wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering.

Twee kandidaat-opvolgers die opeenvolgend staan op de akte van voordracht, zijn van verschillend geslacht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elks gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde als verkozen wordt verklaard; bij staking van stemmen, is artikel 15 van toepassing."

Overwegende dat de akte van voordracht van de h. Collin ondertekend werd door het volgend gemeenteraadslid : de h. Lambert Limbosch;

Overwegende dat dezelfde persoon de kandidatuur van de h. Mathias Junqué voorstelt als werkend lid,

Neemt akte van het ontslag van de h. Jean-Pierre Collin;

En stelt vast dat de h. Mathias Junqué voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 8 juli 1976 om aangesteld te kunnen worden als werkend lid.

Het kandidaat werkend lid wordt als verkozen uitgeroepen.

De Raad keurt het punt goed.

25.02.2021/A/0005 **Démission d'un membre du Conseil de police.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Lise Goetghebuer, élue membre du Conseil de police, a démissionnée de sa fonction de conseillère communale et qu'il y a lieu de la remplacer;

Considérant que Mme Goetghebuer n'a aucun suppléant;

Vu l'article 19 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, stipulant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de Mme Goetghebuer a été signé par la conseillère communale Mme De Brouwer;

Que cette même personne présente la candidature de M. Jean-Pierre Collin comme membre effectif,

Prend acte de la démission de Mme Goetghebuer;

Constata que M. Jean-Pierre Collin, né le 14 octobre 1943 et domicilié rue des Griottes 35, remplit toutes les conditions requises par la loi du 7 décembre 1998 pour être installée comme membre effectif,

Le candidat membre effectif est proclamé élu.

Le Conseil approuve le point.

Ontslag van een lid van de Politieraad.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien Mevr. Lise Goetghebuer, verkozen als lid van de politieraad, haar ontslag als gemeenteraadslid heeft aangeboden en zij dus dient vervangen te worden;

Overwegende dat Mevr. Goetghebuer geen opvolger heeft;

Gelet op artikel 19 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :

"Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsliden die de voordracht van het te vervangen lid hadden

ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing.";

Overwegende dat de akte van voordracht van Mevr. Goetghebuer werd ondertekend door Mevr. De Brouwer, gemeenteraadslid;

Overwegende dat dezelfde persoon de kandidatuur van de h. Jean-Pierre Collin voorstelt als werkend lid,

Neemt akte van het ontslag van Mevr. Lise Goetghebuer;

Stelt vast dat de h. Jean-Pierre Collin, geboren op 14 oktober 1943, wonende Noordkriekenstraat, 35, voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 7 december 1998 om als werkend lid aangesteld te kunnen worden,

De kandidaat werkend lid wordt als verkozen uitgeroepen.

De Raad keurt het punt goed.

25.02.2021/A/0006 **Démission d'un membre du Conseil de police.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Joëlle Maison, élue membre du Conseil de police, a démissionné de cette fonction et qu'il y a lieu de la remplacer;

Considérant que Mme Maison n'a aucun suppléant;

Vu l'article 19 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, stipulant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable.";

Considérant que l'acte de présentation de Mme Maison a été signé par les conseillers communaux M. De Bock et Mme Fraiteur;

Que M. De Bock et Mme Maison, conseillers communaux, présentent la candidature de Mme Odile Margaux comme membre effectif;

Considérant qu'en exécution de l'article 19, alinéa 2 de la loi susmentionnée, il y a dès lors lieu de procéder à un vote secret afin de pourvoir au remplacement de Mme Maison comme membre effectif du Conseil de police,

Décide :

- de prendre acte de la démission de Mme Maison comme membre effectif du Conseil de police;

- après avoir constaté que la candidate Mme Odile Margaux, née le 22 juillet 1968 et domiciliée avenue de la Floride, 66, remplit toutes les conditions requises par la loi du 7 décembre 1998 pour être installée comme membre effectif du Conseil de police, de

procéder à un vote secret dans le respect de l'article 19, alinéa 2 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
- vu les résultats du vote, de proclamer élue la candidate Mme Odile Margaux en qualité de membre effectif du Conseil de police.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le point.
36 votants : 19 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions, 10 votes nuls.

Ontslag van een lid van de Politieraad.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien Mevr. Joëlle Maison, verkozen tot werkend lid van de Politieraad, haar ontslag heeft aangeboden en zij dus dient vervangen te worden;

Overwegende dat Mevr. Maison geen opvolger heeft;

Gelet op artikel 19 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :

"Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing."

Overwegende dat de akte van voordracht van Mevr. Maison ondertekend werd door de h. De Bock en Mevr Fraiteur, gemeenteraadsleden;

Dat de h. De Bock en Mevr. Maison, gemeenteraadsleden, de kandidatuur van Mevr. Odile Margaux voorstellen als werkend lid;

Overwegende dat krachtens artikel 19, alinea 2 van de bovenvermelde wet, dient overgegaan te worden tot een geheime stemming teneinde Mevr. Maison als werkend lid van de Politieraad te kunnen vervangen,

Beslist :

- akte te nemen van het ontslag van Mevr. Maison als werkend lid van de Politieraad;
- na vastgesteld te hebben dat de candidate, Mevr. Odile Margaux, geboren op 22 juli 1968 en wonende Floridalaan, 66, voldoet aan alle voorwaarden zoals voorzien in de wet van 7 december 1998 om als werkend lid van de Politieraad te kunnen geïnstalleerd worden, over te gaan tot een geheime stemming, krachtens artikel 19, alinea 2 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie;
- gelet op de resultaten van de stemming, Mevr. Odile Margaux uit te roepen als werkend lid van de Politieraad.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 19 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen, 10 ongeldige stemmen.

Le Conseil approuve le point.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 21 december 2020.

De Raad keurt het punt goed.

25.02.2021/A/0008 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 26 janvier 2021 - Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job - Exercice 2014 - Approbation de la dépense supplémentaire de 54.796,89 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 26 janvier 2021 - Ecole Saint-Job - Rénovation des groupes sanitaires maternelles et primaires et installation d'une douche - Approbation de la dépense supplémentaire de 30.448,02 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 26 janvier 2021 - Informatisation des services - Achat du module "Interrogations externes" pour l'application "Persée" pour le service des rémunérations - Approbation de la dépense supplémentaire de 1.646 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve - Installation et paramétrage du module - 520 € (T.V.A. comprise) - Article 139/123-13/53 - Maintenance du module - Dépense annuelle supplémentaire de 482 € (indexée - T.V.A. comprise) - Article 139/123-13/53;
- 2 février 2021 - Travaux de mise en conformité des installations électriques dans différents sites (Globe, Calevoet, Homborch et Verrewinkel) - Approbation de la dépense supplémentaire de 1.249,87 € (T.V.A. comprise) - Article 871/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 9 février 2021 - Réparations ponctuelles de la voirie - 73.580,10 € (T.V.A. comprise) - Article 421/124-06/82;
- 9 février 2021 - Vente de certificats verts - Recette envisagée : 86.630,56 € (T.V.A. comprise) - Article 552/161-02/85 (à créer);
- 9 février 2021 - COS - Installation d'une cabine Haute tension - Approbation du dépassement de la dépense de 19.102,95 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 9 février 2021 - Ecole de Calevoet - Construction de nouvelles classes - Approbation du dépassement de la dépense de 12.032,64 € (T.V.A. comprise) - Article 722/722-60/96;
- 16 février 2021 - Achat de deux souffleuses pour le centre Deridder - Approbation de l'augmentation de la dépense - 862 € (T.V.A. comprise) - Article 764/744-98/12 - Fonds de réserve;
- 16 février 2021 - Ecole des Ecureuils - Travaux d'égouttage - Approbation de la dépense supplémentaire de 1.632,58 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 16 février 2021 - Ecole du Centre - Installation de panneaux acoustiques - Approbation de la modification du taux de T.V.A. (6 % en lieu et place de 21 %);
- 16 février 2021 - Stabilisation et restauration d'un mur de soutènement au parc Montjoie/Abattage d'un arbre - 100.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83;
- 16 février 2021 - Informatisation des services - Contrats de consultance Technicien Informatique pour le service éducation via la convention de mandat avec le CIRB - 95.832

€ (T.V.A. comprise) - Article 139/122-02/53.

Le Conseil approuve le point.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 26 januari 2021 - Aanleg van een bijzondere overstromingszone Sint-Jobsesteenweg - Dienstjaar 2014 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave de 54.796,89 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 26 januari 2021 - School Sint-Job - Renovatie van het sanitair blok en bouwen van een douche - Goedkeuring van de bijkomende uitgave de 30.448,02 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 26 januari 2021 - Informatisering van de diensten - Aankoop van de module "Interrogations externes" voor de toepassing "Persée" voor de dienst bezoldigingen - Goedkeuring van de bijkomende uitgave de 1.646 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds - Installatie en parametrisering van de module - 520 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/123-13/53 - Onderhoud van de module - Jaarlijkse bijkomende uitgave van 482 € (geïndexeerd - B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/123-13/53;
- 2 februari 2021 - Conform maken van de elektriciteitsvoorzieningen op verschillende sites (Globe, Calevoet, Homborch en Verrewinkel) - Goedkeuring van de bijkomende uitgave de 1.249,87 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 871/724-60/85 - Reservefonds;
- 9 februari 2021 - Gerichte herstellingen van het wegdek - 73.580,10 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/124-06/82;
- 9 februari 2021 - Verkoop van groene certificaten - Voorziene inkomsten : 86.630,56 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 552/161-02/85 (te crvoorzien);
- 9 februari 2021 - COS - Installatie van een hoogspanningscabine - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave de 19.102,95 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 9 februari 2021 - School Calevoet - Construction de nouvelles classes - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave de 12.032,64 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/722-60/96;
- 16 februari 2021 - Aankoop van twee blazers voor het Centrum Deridder - Goedkeuring van de verhoging van de uitgave - 862 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12 - Reservefonds;
- 16 februari 2021 - School Ecureuils - Rioleringswerken - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 1.632,58 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 16 februari 2021 - School Centre - Installatie van akoestische panelen - Goedkeuring van de wijziging van het B.T.W.-tarief (6 % i.p.v. 21 %);
- 16 februari 2021 - Stabilisering en restauratie van een steunmuur in het Montjoiepark/Vellen van een boom - 100.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83;
- 16 februari 2021 - Informatisering van de diensten - Consultingcontracten met een Informaticatechnicus voor de dienst Onderwijs via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 95.832 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/122-02/53.

De Raad keurt het punt goed.

25.02.2021/A/0009 **S.C.R.L. Vivaqua.- Démission d'une administratrice.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 24 janvier 2019, le Conseil communal a notamment proposé Mme Lise Goetghebuer, conseillère communale, comme candidate au poste d'administratrice auprès de Vivaqua;

Considérant qu'en séance de ce jour, l'Assemblée a pris acte de la démission présentée par Mme Goetghebuer,

Qu'il y a lieu de la remplacer,

Désigne Mme Maëlle De Brouwer, échevine, en qualité d'administratrice auprès de Vivaqua, en remplacement de Mme Goetghebuer.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

C.V.B.A. Vivaqua.- Ontslag van een bestuurster.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien in zitting van 24 januari 2019 de Gemeenteraad Mevr. Lise Goetghebuer, gemeenteraadslid, voorgesteld heeft als kandidaat-bestuurster bij Vivaqua;

Overwegende dat tijdens de huidige zitting de Vergadering akte genomen heeft van het ontslag aangeboden door Mevr. Goetghebuer,

Dat ze vervangen dient te worden,

Duidt Mevr. Maëlle De Brouwer, schepen, aan als bestuurster bij Vivaqua, ter vervanging van Mevr. Goetghebuer.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Jean-Luc Vanraes entre en séance / treedt in zitting.

Chiraz El Fassi entre en séance / treedt in zitting.

25.02.2021/A/0010 **Brutélé.- Offre Enodia.**

Le Conseil,

Considérant que le Conseil communal a eu connaissance de l'offre formulée le 15 janvier 2021 par la société intercommunale Enodia et de ses annexes, dont le "Term Sheet" (ci-après l'« Offre »);

Que l'Offre porte sur l'acquisition de 100% des parts sociales des communes associées de la SOCIETE INTERCOMMUNALE POUR LA DIFFUSION DE LA TELEVISION SCRL (en abrégé Brutélé) à des conditions qui y sont définies;

Que le contenu de l'Offre a été préalablement analysé et recommandé par le conseil d'administration de Brutélé en sa délibération du 19 janvier 2021, après négociation préalable par les membres du comité de négociation institué au sein de cette société, conformément au mandat que lui avaient donné la grande majorité de ses communes

associées ; Que ce comité de négociation regroupait cinq administrateurs de Brutélé, issus de l'ensemble des partis politiques représentés au sein de son conseil d'administration;

Considérant que l'Offre vise l'acquisition par Enodia, et certains pouvoirs locaux [1], de 100 % des parts de Brutélé et s'inscrit dans un projet stratégique (ci-après l'« Opération ») qui comporte trois volets successifs dont la mise en œuvre serait interdépendante et concomitante, à savoir : d'une part, l'acquisition des parts de Brutélé par Enodia ; d'autre part, parfaire l'intégration initiée en 2006 entre Brutélé et le groupe Enodia en apportant dans VOO (société du groupe Enodia) les activités télécom, média et technologique (ci-après « les activités TMT ») de Brutélé, qui forment l'ensemble de ses activités commerciales et industrielles, sous réserve de son personnel statutaire actif qui restera employé par Enodia en tant qu'intercommunale ; enfin, après l'apport des activités TMT de Brutélé dans VOO, la cession d'une participation majoritaire (comprise entre 50%+1 action et 75%-1 action) dans l'ensemble combiné « VOO-Brutélé » à un tiers désigné par Nethys, filiale d'Enodia, au terme d'un processus de vente ouvert et transparent;

Qu'il apparaît dès lors que l'Offre s'inscrit dans le cadre d'un processus ouvert et transparent et qu'elle présente les meilleures perspectives possibles pour la commune, en sa qualité d'associée de Brutélé, pour le personnel de celle-ci et pour ses clients, et qu'elle représente donc une réelle opportunité;

Que l'Offre a par ailleurs fait l'objet d'une discussion entre les membres du Conseil communal;

Que l'Opération précitée vise au premier chef à une intégration et une consolidation consécutive des activités TMT de Brutélé au sein du groupe Enodia et à la vente concomitante d'une participation majoritaire dans l'ensemble ainsi consolidé à un tiers acquéreur, lequel aura été sélectionné au terme d'un processus de mise en concurrence dans le respect de l'égalité de traitement et des meilleurs standards du marché;

Que la pertinence et l'intérêt stratégique de cette Opération repose sur le constat qu'eu égard à l'intégration déjà réalisée depuis 2006 entre Brutélé et la société anonyme VOO (groupe Enodia), celles-ci commercialisant leurs services TMT sous une marque commune « VOO »®, l'ensemble combiné « VOO-Brutélé » vaut davantage que la somme de la valeur des activités de chaque société prises séparément;

Qu'en outre, la pertinence de l'Opération envisagée repose également sur le constat que VOO et Brutélé sont confrontées à des défis stratégiques et à de futurs investissements importants, qui justifient leur adossement à un partenaire d'une envergure plus importante;

Que l'Offre et le processus qui y est décrit permet aux communes associées de Brutélé d'obtenir le meilleur prix possible et de participer en toute transparence aux conditions financières que Nethys, filiale d'Enodia, obtiendra après un processus de vente ouvert et transparent;

Considérant que l'Offre comporte pour les communes associées de Brutélé un prix minimal garanti d'un montant de 193.750.000 euros (cent nonante-trois millions sept cents cinquante mille euros), à répartir entre elles lors de la réalisation de la vente comme indiqué ci-après, sans préjudice d'un meilleur prix dans les conditions étroitement encadrées dans l'Offre, ce qui assure également à la commune un avantage de prévisibilité quant au résultat ultime de l'Opération;

Que l'Offre permet une répartition équitable de la valorisation de Brutélé par rapport à VOO sur une base objective et équitable, sans déperdition fiscale;

Que l'Offre permet en outre une structure d'accueil du personnel statutaire de Brutélé au sein d'une intercommunale qui prendra en charge la gestion de ce personnel, ainsi que le paiement des futures cotisations de responsabilisation dans le cadre d'une provision qui aura été constituée aux conditions de l'Offre, mais sans impact sur le prix minimum garanti;

Que l'Offre prévoit également des garanties pour le personnel de Brutélé et spécialement

l'engagement d'Enodia, dont la filiale Nethys restera actionnaire minoritaire de l'ensemble combiné des activités de VOO et Brutélé après leur cession à un tiers acquéreur pour un certain nombre d'années, de faire valoir ses droits sur certaines décisions clés relatives à l'emploi, aux sous-traitants et aux filières du secteur TMT, qu'ils soient basés dans la province de Liège, à Charleroi ou à Bruxelles, ainsi que l'engagement d'Enodia de défendre les intérêts du personnel TMT de Brutélé au même titre que ceux du personnel de VOO;

Que le prix qui sera obtenu au terme du processus de vente sera à répartir lors de la réalisation de la vente entre les communes associées de Brutélé qui auront approuvé l'Offre selon les principes directeurs arrêtés par délibération de son conseil d'administration du 27 août 2019, tels qu'actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021;

Considérant que la réalisation de la cession des parts de Brutélé dépendra de l'issue du processus de vente précité mené par Nethys, sans préjudice de l'exercice d'une option d'achat par Enodia;

Que le prix d'acquisition des parts sera versé, sous réserve du cantonnement d'une partie du prix en garantie de la bonne exécution des obligations des communes vendeuses, à la commune ensuite de la réalisation du transfert de l'ensemble combiné « VOO – Brutélé » à un tiers acquéreur, dont la date est fixée au plus tard le 31 mars 2022, sauf prolongation de commun accord des parties, ou, en cas d'échec de celui-ci, après l'exercice éventuel par Enodia d'une option d'achat, toujours au prix minimal garanti, expirant (sauf prolongation dans les conditions prévues dans l'Offre) le 30 septembre 2022;

Que l'Offre comporte comme relevé ci-avant des garanties relatives au maintien des activités et au personnel de Brutélé au sein de l'ensemble consolidé;

Qu'elle règle par ailleurs le financement des pensions des agents du personnel;

Que, sur la base des considérations qui précèdent, l'Offre d'Enodia répond à l'intérêt communal et général ainsi qu'aux intérêts que la commune poursuit à travers la société intercommunale Brutélé;

Considérant que, sur le plan opérationnel et de la structure juridique, l'opération telle que décrite ci-dessus implique au premier chef la conclusion d'une convention de cession des parts communales dans Brutélé reflétant les termes et conditions contenus dans l'Offre;

Que cette convention sera conclue sous des conditions suspensives et sans préjudice de certaines adaptations ou certains ajustements, dans les limites visées dans l'Offre, quant aux engagements, termes et conditions contenus dans cette convention, adaptations ou ajustements rendus nécessaires par les engagements, termes et conditions négociés par Nethys dans le cadre de la cession d'une participation majoritaire dans l'ensemble combiné « VOO-Brutélé » avec le tiers acquéreur;

Que ces éventuels adaptations ou ajustements, sans préjudice du prix minimal garanti à proportion de la part communale tel que visé plus haut, devront faire l'objet d'un avenant à la convention de cession des parts communales pour aligner celle-ci sur le résultat de la vente par Nethys à un tiers acquéreur dans les conditions précédemment décrites;

Que le mandat à donner par le Conseil communal à Brutélé pour négocier cet avenant sera encadré par l'exigence que les ajustements et adaptations aux engagements de la commune respectent l'économie générale de l'Offre et de la convention de cession de parts conclue par elle et que les ajustements et adaptations préservent ou améliorent la contrepartie économique revenant à la commune pour la cession de ses parts et de manière à atteindre ou dépasser le prix de vente minimum global de 193.750.000 euros;

Qu'une concertation est par ailleurs prévue dans le cadre des négociations à intervenir en vue de préserver l'intérêt de la commune à des étapes-clés de ce processus, notamment pour veiller aux ajustements et adaptations qui devraient, le cas échéant, être apportés à la convention de cession des parts conclue;

Qu'en cas d'échec du processus de vente à un tiers dans le délai et aux conditions impartis, Enodia et les pouvoirs locaux concernés disposeront encore d'une option d'achat pouvant s'exercer aux conditions visées dans l'Offre, notamment quant à son prix ne pouvant être inférieur au prix minimal dont précédemment question, jusqu'au 30 septembre 2022 (sauf prolongation dans les conditions prévues dans l'Offre);

Que la levée de cette option impliquera encore la réalisation de certaines conditions suspensives et, partant, un transfert plus tardif des parts communales en ce cas;

Qu'une modification des statuts de Brutélé s'imposera également en vue de la cession effective des parts;

Considérant que la célérité et la nature des opérations ainsi décrites commande l'octroi d'un mandat aux fins définies en vue de la réalisation de l'opération dans son ensemble, dans les conditions et limites décrites dans l'Offre et soumise à la délibération du Conseil communal;

Qu'il y aura par ailleurs lieu de désigner des représentants ayant le pouvoir de gérer, au nom et pour le compte de la commune, la répartition lors de la réalisation de la vente du prix global entre les communes, le sort des éventuels appels à garanties et demandes d'indemnisation postérieurs à la cession effective des parts communales, ainsi que la gestion des fonds affectés au paiement des cotisations de responsabilisation pour le personnel statutaire de Brutélé transféré à Enodia et les flux financiers qui en découlent;

Que, dans la mesure où ces questions interviendront après la réalisation de la cession des parts communales et l'intégration ainsi que le transfert de Brutélé qui cessera d'exister par l'effet de son absorption par Enodia, il conviendra de désigner un tiers à cet effet ou de trouver une solution appropriée,

PAR CES MOTIFS :

Le Conseil communal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE DE :

1. Accepter l'Offre d'Enodia du 15 janvier 2021 tendant à l'acquisition, par celle-ci et certains pouvoirs locaux, de l'ensemble des parts de la commune – telles que visées en annexe 1 de l'Annexe C ("*Term Sheet*") à l'Offre – dans la SOCIETE INTERCOMMUNALE POUR LA DIFFUSION DE LA TELEVISION SCRL (en abrégé Brutélé) aux conditions – notamment de prix – reprises dans celle-ci;
2. Céder ces parts à Enodia et auxdits pouvoirs locaux, sous les conditions suspensives prévues dans l'Offre et dans le cadre du processus décrit dans celle-ci et résumé ci-dessus ou, le cas échéant, après l'exercice de l'option d'achat visée dans l'Offre;
3. Conclure avec Enodia la convention de cession des parts communales aux conditions de l'Offre;
4. Le cas échéant, conclure un avenant à la convention de cession des parts communales en vue de l'aligner sur la convention qui sera conclue entre Nethys SA et le tiers acquéreur de l'ensemble combiné « VOO – Brutélé » pour autant que les conditions visées dans l'Offre soient réunies;
5. Marquer son accord sur les principes directeurs de répartition, entre les communes associées de Brutélé, du prix de vente global, arrêtés par délibération du conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021;
6. Conférer, en vue de la réalisation de l'opération décrite dans son ensemble, à Brutélé, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par ce dernier sous son autorité, le mandat aux fins spécifiées dans le document en annexe, qui fait partie intégrante de la présente délibération, avec les pouvoirs y afférents, ce mandat prenant fin à la date du 31 décembre

2023;

7. Charge le Bourgmestre et le Secrétaire communal de la signature de la convention de cession des parts communales et de l'avenant visés aux articles 3 et 4 ci-dessus, ainsi que de la signature du registre des parts de Brutélé aux fins de constater le transfert des parts communales à Enodia et aux pouvoirs locaux dont question;
8. Charge le Bourgmestre et le Secrétaire communal ou la ou les personnes qu'ils désigneront, après la réalisation de la cession des parts communales, de prendre, en concertation avec les Directeurs généraux ou Secrétaires communaux des autres communes associées de Brutélé, les décisions liées aux suites de la réalisation de la cession, notamment la gestion des réclamations d'Enodia, la libération de la partie cantonnée du prix et la désignation, avec Enodia, du ou des gestionnaires de fonds qui assureront la gestion des investissements du montant de la provision ("*Estimation de Base*") afférente aux cotisations de responsabilisation relatives au personnel statutaire de Brutélé transféré à Enodia, conformément aux conditions de la convention de cession des parts communales, et ce sans préjudice de l'adoption de toute autre solution structurelle pour assurer la représentation de la commune dans les actes précités.

[1] La forme sociale de Brutélé requiert en effet que ses actions soient détenues par au moins trois actionnaires, de sorte qu'Enodia ne pourrait pas valablement acquérir seule 100% des parts de Brutélé.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Brutélé.- Offerte Enodia.

De Raad,

Overwegende dat de Gemeenteraad kennis heeft gehad van het aanbod van 15 januari 2021 uitgaande van de intercommunale vennootschap Enodia en zijn bijlagen, waaronder de "*Term Sheet*" (hierna het « Aanbod »);

Dat het Aanbod de aankoop betreft van 100% van de vennootschapsaandelen van de gemeentevennoten in de INTERCOMMUNALE MAATSCHAPPIJ VOOR VERBREIDING VAN DE TELEVISIE CVBA (afgekort Brutélé) tegen de voorwaarden die hierin worden opgenomen;

Dat de inhoud van het Aanbod voorafgaand onderzocht en aanbevolen werd door de bestuurraad van Brutélé in zijn beraadslaging van 19 januari 2021, na eerdere onderhandeling door de leden van het onderhandelingscomité opgericht binnen deze vennootschap, overeenkomstig de opdracht toevertrouwd door de grote meerderheid van haar gemeentevennoten; Dat dit onderhandelingscomité vijf bestuurders van Brutele telde, uit alle politieke partijen vertegenwoordigd in haar raad van bestuur;

Overwegende dat het Aanbod strekt tot de aankoop door Enodia, en bepaalde lokale besturen[1], van 100 % van de vennootschapsaandelen van Brutele en deel uitmaakt van een strategisch project (hierna de « Verrichting ») bestaande uit drie opeenvolgende delen waarvan de uitvoering onderling afhankelijk en gelijktijdig zou zijn, met name : enerzijds, de aankoop van de aandelen van Brutele door Enodia ; anderzijds de integratie tussen Brutele en de groep Enodia opgestart in 2006 te voltooien door inbreng in VOO (vennootschap van de groep Enodia) van de activiteiten telecom, media en technologie (hierna « de TMT-activiteiten ») binnen Brutele, die al haar handels- en industriële

activiteiten vormen, onder voorbehoud van haar actief statutair personeel dat tewerkgesteld zal blijven bij Enodia in haar hoedanigheid van intercommunale ; tenslotte, na inbreng van de TMT-activiteiten van Brutele in VOO, de overdracht van een meerderheidsdeelneming (gelegen tussen 50 %+1 aandeel en 75 %-1 aandeel) in het gecombineerde geheel « VOO-Brutele » aan een derde gekozen door Nethys, dochtervennootschap van Enodia, ingevolge een open en transparant verkoopproces;

Dat aldus blijkt dat het Aanbod binnen een open en transparante verkoopproces kadert en het best mogelijke uitzicht biedt voor de gemeente, als vennoot van Brutele, voor diens personeel en haar cliënten, en bijgevolg een werkelijke gelegenheid betekent;

Dat het Aanbod verder het voorwerp heeft uitgemaakt van een debat tussen de leden van de Gemeenteraad;

Dat voormelde Verrichting vooreerst strekt tot een integratie en een daaropvolgende consolidering van de TMT-activiteiten van Brutele binnen de groep Enodia en de gelijktijdige verkoop van een meerderheidsdeelneming in het aldus geconsolideerde geheel aan een derde-aankoper, die verkozen zal worden na een oproep tot de mededinging met inachtneming van de gelijke behandeling en de beste marktstandaarden;

Dat de geschiktheid en het strategische nut van deze Verrichting stoelt op de vaststelling dat, gelet op de reeds sinds 2006 doorgevoerde integratie tussen Brutele en de naamloze vennootschap VOO (groep Enodia), deze hun TMT-activiteiten op de markt brengen onder een gezamenlijk merk « VOO »® en het gecombineerde geheel « VOO-Brutele » meer waard is dan de som van de waarde van de activiteiten van elke vennootschap afzonderlijk;

Dat de geschiktheid van de voorgenomen Verrichting bovendien stoelt op de vaststelling dat VOO en Brutele geconfronteerd worden met strategische uitdagingen en belangrijke toekomstige investeringen, die hun aanleuning tegen een partner met een grotere draagkracht verantwoorden;

Dat het Aanbod en het hierin beschreven proces de gemeentevennoten van Brutele toelaat de best mogelijke prijs te bekomen en in alle doorzichtigheid deel te nemen in de financiële voorwaarden die Nethys, dochtervennootschap van Enodia, zal bekomen na een open en transparant verkoopproces;

Overwegende dat het Aanbod voor de gemeentevennoten van Brutele een minimum gewaarborgde prijs inhoudt voor een bedrag van 193.750.000 euro (honderd drieënnegentig miljoen zeventienhonderd vijftig duizend euro) tussen hen te verdelen zoals hierna bepaald, onverminderd een betere prijs onder de strikt bepaalde voorwaarden in het Aanbod, hetgeen eveneens aan de gemeente een voordeel biedt op het vlak van de voorspelbaarheid van het eindresultaat van de Verrichting;

Dat het Aanbod een billijke waardering toelaat van Brutele ten opzichte van VOO op een objectieve en evenwichtige basis, zonder fiscaal verlies;

Dat het Aanbod bovendien een opvangstructuur voor het statutair personeel van Brutele binnen een intercommunale toelaat die het beheer van dit personeel alsmede de betaling van de toekomstige responsabiliseringsbijdragen overneemt middels een voorraad opgevoerd conform de voorwaarden in het Aanbod doch zonder invloed op de minimum gewaarborgde prijs;

Dat het Aanbod eveneens waarborgen voorziet voor het personeel van Brutele en in het bijzonder de verbintenis van Enodia, wiens dochtervennootschap Nethys minderheidsaandeelhouder van het gecombineerde geheel van de activiteiten van VOO en Brutele voor een aantal jaren zal blijven na hun overdracht aan een derde-aankoper, om rechten te doen gelden op bepaalde belangrijke beslissingen inzake de tewerkstelling, de onderaannemers en de ketens van de TMT-sector, of deze nu gevestigd zijn in de provincie Luik, in Charleroi of in Brussel, en de verbintenis van Enodia om de belangen van het personeel TMT van Brutele te verdedigen in dezelfde mate dan die van het personeel van VOO;

Dat de prijs die het verkoopproces zal opbrengen te verdelen zal zijn tussen de gemeentevennoten van Brutele die het Aanbod hebben aanvaard bij de totstandkoming van de verkoop volgens de leidraad vastgesteld in de beraadslaging van diens raad van bestuur van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;

Overwegende dat de totstandkoming van de overdracht van de aandelen van Brutele zal afhangen van de afloop van voormeld verkoopproces gevoerd door Nethys, onverlet de uitoefening van een aankoopoptie door Enodia;

Dat de aankoopprijs van de aandelen aan de gemeente gestort zal worden, onder voorbehoud van het kantonnement van een deel van de prijs ter waarborg van de voldoening aan de verbintenissen van de verkopende gemeenten, na totstandkoming van de overdracht van het gecombineerde geheel « VOO – Brutele » aan een derde-aankoper, waarvan de datum vastgesteld wordt op 31 maart 2022 ten laatste, behoudens verlenging in onderlinge overeenstemming der partijen, of in geval van falen daarvan, na eventuele uitoefening door Enodia, nog steeds tegen de minimum gewaarborgde prijs, van een aankoopoptie die (behalve verlenging onder de voorwaarden voorzien in het Aanbod) vervalt op 30 september 2022;

Dat het Aanbod zoals hoger vermeld waarborgen bevat inzake het behoud van de activiteiten en het personeel van Brutele binnen het geconsolideerde geheel;

Dat het bovendien de financiering van de pensioenen van de personeelsleden regelt;

Dat het Aanbod van Enodia, op grond van bovenstaande overwegingen, beantwoordt aan het gemeentelijke en het algemene belang alsook aan de belangen die de gemeente nastreeft middels de intercommunale vennootschap Brutele;

Overwegende dat, op operationeel vlak en dat van de juridische structuur, de verrichting zoals hoger beschreven vooreerst het aangaan vergt van een overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen in Brutele die de bedingen en voorwaarden uit het Aanbod weerspiegelt;

Dat die overeenkomst bedongen zal worden onder de opschortende voorwaarden en, binnen de perken bepaald in het Aanbod, ongeacht bepaalde aanpassingen of bewerkingen aangaande de verbintenissen, bedingen en voorwaarden onderhandeld door Nethys in het raam van de overdracht van een meerderheidsdeelneming in het gecombineerde geheel « VOO-Brutele » aan de derde-aankoper;

Dat deze mogelijke aanpassingen of bewerkingen, onverlet de minimum gewaarborgde prijs ten belope van het gemeentelijke aandeel waarvan hoger sprake, het voorwerp zullen moeten uitmaken van een addendum bij de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen om deze af te stemmen op het resultaat van de verkoop door Nethys aan een derde-aankoper onder de hogervermelde voorwaarden;

Dat de volmacht te verlenen door de Gemeenteraad aan Brutele om dit addendum te onderhandelen omkaderd zal worden door het vereiste dat de aanpassingen en bewerkingen van de verbintenissen van de gemeente de algemene opzet naleven van het Aanbod en de overeenkomst tot overdracht van de aandelen die zij aanging en dat de aanpassingen en bewerkingen de economische tegenprestatie die aan de gemeente toekomt voor de overdracht van haar aandelen, handhaven of verbeteren en op zodanige wijze om de minimale globale verkoopprijs van 193.750.000 euro te behalen of te overstijgen;

Dat een overleg verder wordt voorzien in het raam van de te voeren onderhandelingen teneinde de belangen van de gemeente te behoeden bij de belangrijke mijlpalen van dit proces, onder meer om toe te zien op de aanpassingen en bewerkingen die in voorkomend geval in de aangegane overeenkomst tot overdracht van de aandelen zouden moeten worden aangebracht;

Dat bij falen van het verkoopproces aan een derde binnen de geëigende termijn en onder de geëigende voorwaarden, zullen Enodia en de betrokken lokale besturen nog over een

aankoopoptie beschikken die uitgeoefend kan worden onder de voorwaarden bepaald in het Aanbod, onder meer inzake de prijs daarvan die niet lager mag zijn dan de minimumprijs waarvan hoger sprake, tot 30 september 2022 (behoudens verlenging conform de voorwaarden voorzien in het Aanbod);

Dat het lichten van die optie nog de vervulling van bepaalde opschortende voorwaarden zal vergen en derhalve een latere overdracht van de gemeentelijke aandelen in dergelijk geval zal meebrengen;

Dat een wijziging van de statuten van Brutele zich tevens zal opdringen met het oog op de daadwerkelijke overdracht van de aandelen;

Overwegende dat de spoed en de aard van de aldus beschreven verrichtingen het verlenen van een volmacht vergt ten behoeve van de vastgestelde doeleinden met het oog op de verwezenlijking van de verrichting in haar geheel, onder de voorwaarden en binnen de perken beschreven in het Aanbod en voorgelegd aan de beraadslaging van de Gemeenteraad;

Dat het voorts nodig zal zijn om vertegenwoordigers aan te stellen die de macht zullen hebben om, in naam en voor rekening van de gemeente, de verdeling van de globale prijs tussen de gemeenten bij de totstandkoming van de verkoop, het lot van de eventuele oproepen tot waarborgen en vorderingen tot vergoeding na de daadwerkelijke overdracht van de gemeentelijke aandelen en het beheer van de middelen bestemd voor de betaling van de responsabiliseringsbijdragen voor het statutair personeel van Brutele dat overdragen wordt aan Enodia en de financiële stromen die hieruit voortvloeien, te regelen;

Dat, vermits deze handelingen tussenkomen na totstandkoming van de overdracht van de gemeentelijke aandelen en de integratie en overdracht van Brutele waarvan het bestaan zal ophouden ingevolge haar overneming door Enodia, de aanstelling te dien einde van een derde of het vinden van een gepaste oplossing zich zal opdringen,

BIJ DEZE BESCHOUWINGEN :

Heeft de Gemeenteraad, na beraad,

BESLIST OM :

1. Het Aanbod van Enodia van 15 januari 2021 strekkende tot de aankoop, door haar en bepaalde lokale besturen, van alle aandelen van de gemeente – zoals bepaald in bijlage 1 bij Bijlage C (“*Term Sheet*”) bij het Aanbod – in de INTERCOMMUNALE MAATSCHAPPIJ VOOR VERBREIDING VAN DE TELEVISIE CVBA (afgekort Brutélé), te aanvaarden onder de daarin opgenomen voorwaarden – waaronder die inzake de prijs –;
2. De bedoelde aandelen aan Enodia en aan deze lokale besturen over te dragen onder de opschortende voorwaarden voorzien in het Aanbod en in het kader van het daarin beschreven en hoger samengevatte proces of, in voorkomend geval, na uitoefening van de aankoopoptie bepaald in het Aanbod;
3. Met Enodia de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen onder de voorwaarden van het Aanbod te sluiten;
4. In voorkomend geval, een addendum bij de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen te sluiten teneinde deze laatste af te stemmen op de overeenkomst aangegaan tussen Nethys NV en de derde-aankoper van het gecombineerde geheel « VOO – Brutélé » voor zover de voorwaarden bepaald in het Aanbod verenigd zijn;
5. In te stemmen met de leidraad voor de verdeling, tussen de gemeentevennoten van Brutele, van de globale prijs, vastgesteld bij beraadslaging van de raad van bestuur van Brutele van 27 augustus 2019 zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;
6. Met het oog op de verwezenlijking van de beschreven verrichting in haar geheel,

volmacht te verlenen aan Brutele, handelende door haar raad van bestuur, of elke andere personen aangesteld door deze laatste onder zijn gezag, voor de doeleinden bepaald in het document in bijlage, dat integraal deel uitmaakt van de huidige beraadslaging, met de daarin bepaalde machten, waarbij deze volmacht ten einde komt op 31 december 2023;

7. Belast de Burgemeester en de Gemeentesecretaris met de ondertekening van de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen en van het addendum bedoeld in bovenstaande artikelen 3 en 4, alsmede met de ondertekening van het aandelenregister van Brutele teneinde de overdracht vast te stellen van de gemeentelijke aandelen aan Enodia en de lokale besturen waarvan sprake;
8. Belast de Burgemeester en de Gemeentesecretaris of iedere andere persoon of personen die zij zullen aanstellen, na totstandkoming van de overdracht van de gemeentelijke aandelen, in overleg met de Algemene Directeurs of Gemeentesecretarissen van de andere gemeentevennoten van Brutele, met het nemen van de beslissingen verbonden aan de gevolgen van de totstandkoming van de overdracht, waaronder het beheer van de vorderingen van Enodia, de vrijgave van het gekantonnerde deel van de prijs en de aanstelling, met Enodia, van de fondsbeheerder(s) belast met het beheer van de investeringen van het bedrag van de voorraad (“*Basisraming*”^[2]) betreffende de responsabiliseringsbijdragen inzake het statutair personeel van Brutele dat overgedragen wordt aan Enodia, overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen, en dit onverminderd het treffen van elke andere structurele oplossing ter vertegenwoordiging van de gemeente in voormelde handelingen.

[1] De vennootschapsvorm van Brutele vereist immers dat haar aandelen door minstens drie aandeelhouders worden gehouden, zodat Enodia niet rechtsgeldig 100% van de aandelen van Brutele alleen kan verwerven.

[2] Vrije vertaling van “*Estimation de Base*” in het Aanbod.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Volmacht Brutele (ontwerp TC 04 02 2021)_02750329.docx, Mandat Brutélé (projet TC 04 02 2021)_02750505 (002).docx

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

25.02.2021/A/0011 **Règlement sur les inhumations, incinérations et exhumations, les transports funèbres, la police des cimetières, les concessions de sépultures et le dépôt mortuaire.-
Modification du texte.**

Le Conseil,

Vu que le règlement général des décès/inhumations n'a pas été modifié depuis 2015;
Considérant qu'il y avait lieu de le toiletter afin de le faire correspondre aux récentes modifications légales et de le faire entrer en vigueur au 1^{er} mars 2021,
Décide de marquer son accord sur le texte du nouveau règlement général des décès/inhumations.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Reglement betreffende de begrafenissen, crematies en opgravingen, lijkenvervoer, orde van de begraafplaatsen, grafconcessies en lijkenhuis.- Wijziging van de tekst.

De Raad,
Gezien dat het reglement over overlijdens/begravenissen sinds 2015 niet werd gewijzigd;
Gezien dat het nodig was om het reglement aan te passen om het in overeenstemming te brengen met de recente wetwijzigingen en om het op 1 maart 2021 in werking te laten treden,
Beslist akkoord te gaan met de tekst van het nieuwe reglement over overlijdens/begravenissen.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Projet avec exhumations NDLS - Règlement général 2021.pdf, Projet avec exhumations FR - Règlement général 2021.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Mobilité - Mobiliteit

25.02.2021/A/0012 **Convention d'adhésion à la centrale d'achat avec l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos.**

Le Conseil,
Considérant que la Région, afin de rencontrer les objectifs du plan "Good Move", veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu'en conséquence elle propose un "soutien régional aux actions communales de Mobilité 2021 et de sécurité routière" sous forme d'octroi de subsides;
Considérant que la Commune soumettra, pour le 1er mars 2021, à Bruxelles-Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien et qu'il s'agit, entre autres, de l'implantation de boxes-vélo, d'arceaux, de stations de réparation, de bancs, de marquages cyclables, etc.;
Qu'en vertu de l'article 29, 10°, de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de

Bruxelles-Capitale, l'Agence assure "le développement d'une offre de parkings pour vélo, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière";

Considérant que conformément à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement, "l'Agence du stationnement accompagne si nécessaire l'installation de ce type de dispositif, et le cas échéant, s'occupe elle-même de l'installation";

Vu que dans ce contexte, l'Agence a lancé un marché public, qui se compose de cinq lots;

Vu que les lots 1, 2, 5 sont attribués à VERHOFSTE NV : pour la mise en place de dispositifs de stationnement vélo extérieurs non-sécurisés et de dispositifs de protection ouverts, des dispositifs de stationnement vélo sécurisés intérieurs ainsi que des travaux d'aménagement et matériels d'aménagement de parking pour vélo;

Vu que le lot 3 est attribué à KRINKELS : pour la mise en place de dispositifs de stationnement vélo sécurisés extérieurs;

Vu que le lot 4 est attribué à WHEELSKEEP : pour la mise en place de dispositifs de stationnement vélo évènementiels;

Considérant qu'en exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2-6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et l'article 47, § 1er – 3° de la même Loi, au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer;

Considérant que la Commune souhaite adhérer à la centrale d'achat pour bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché, de dispositifs de stationnement pour vélo;

Considérant que l'Agence, pouvoir adjudicateur, acquiert auprès des adjudicataires, au bénéfice de la Commune, les services et fournitures conformément aux spécificités techniques définies dans les documents du marché et aux prix repris dans l'offre des adjudicataires;

Considérant que la Commune bénéficie des services et fournitures détaillés dans les documents du marché, conformément aux spécificités techniques et aux conditions définies dans le cahier des charges et l'offre des adjudicataires;

Considérant que la commune commande directement auprès de l'adjudicataire;

Considérant que l'Agence n'intervient pas auprès des adjudicataires pour le compte de la Commune, que ce soit en matière de commande, de contrôle ou de facturation;

Considérant que l'Agence prend à sa charge tous les frais inhérents à un recours dont le marché est l'objet, dans le cadre de sa passation ou de son exécution au sens de la réglementation des marchés publics;

Considérant que l'Agence n'est pas rémunérée par la Commune pour son rôle de centrale d'achat;

Considérant que le marché entre l'Agence et les adjudicataires est conclu pour une durée de 4 ans - que son terme est fixé au 29 octobre 2024,

Décide :

- d'adhérer à la Centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition de fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos;
- de signer la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings.

De Raad,

Overwegende dat het gewest, om tegemoet te komen aan de doelstellingen van het Good Move-plan, de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een "gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties 2021" voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de gemeente voor 1 maart 2021 de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen bij Brussel Mobiliteit zal indienen en dat het onder andere gaat om de plaatsing van fietsboxen, bogen, herstelpunten, banken, fietsmarkeringen, enz.;

Dat krachtens artikel 29 10° van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, het Agentschap "de ontwikkeling van een aanbod van beveiligde, publieke en overdekte bromfiets-, motorfiets- en fietsstallingen aangepast aan de verschillende behoeften op dit vlak" verzekert;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 23 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, "het Parkeeragentschap indien nodig de installatie van dit type inrichting begeleidt en zich in voorkomend geval zelf bezighoudt met de installatie ervan";

Aangezien het Agentschap in die context een overheidsopdracht gelanceerd heeft, die bestaat uit vijf percelen;

Aangezien perceel 1, 2 en 5 gegund werden aan VERHOFSTE NV : voor de uitvoering van niet-beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen en open beschermingsvoorzieningen, beveiligde binnenparkeervoorzieningen voor fietsen en inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings;

Aangezien perceel 3 gegund werd aan KRINKELS : voor de uitvoering van beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen;

Aangezien perceel 4 gegund werd aan WHEELSKEEP : voor de uitvoering van fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen;

Overwegende dat, in uitvoering van de wetgeving en het bestek, het Agentschap als aankoopcentrale optreedt, overeenkomstig artikel 2-6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en artikel 47 §1 - 3° van diezelfde wet, ten gunste van alle gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Overwegende dat de gemeente wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om onder de in de opdrachtdocumenten vastgelegde voorwaarden gebruik te maken van fietsparkeervoorzieningen;

Overwegende dat het Agentschap, de aanbestedende overheid, van de opdrachtnemers, ten gunste van de gemeente, de diensten en leveringen verwerft overeenkomstig de technische eigenschappen bepaald in de opdrachtdocumenten en de in de offerte van de opdrachtnemers opgegeven prijzen;

Overwegende dat de gemeente gebruik kan maken van de diensten en leveringen die nauwkeurig beschreven worden in de opdrachtdocumenten, overeenkomstig de specifieke technische kenmerken en de voorwaarden bepaald in het bestek en de offerte van de opdrachtnemers;

Overwegende dat de gemeente haar bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemer plaatst;

Overwegende dat het Agentschap niet bij de opdrachtnemers tussenkomt voor rekening van de gemeente, noch op het vlak van bestellingen, controle of facturatie;

Overwegende dat het Agentschap alle kosten draagt die verbonden zijn aan een beroep waarvan de opdracht het voorwerp uitmaakt, in het kader van de gunningsprocedure of de uitvoering in de zin van de reglementering op overheidsopdrachten;

Overwegende dat het Agentschap niet door de gemeente vergoed wordt voor zijn optreden als aankoopcentrale;

Overwegende dat de opdracht tussen het Agentschap en de opdrachtnemers gesloten wordt voor een duur van 4 jaar - dat het einde ervan vastgelegd is op 29 oktober 2024,

Beslist :

- aan te sluiten bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de aankoop van leveringen, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings;

- de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

Lot 5 - Fiche technique.pdf, Lot 3 - Fiche technique.pdf, 20201116_convention adhesion_PBA20_794_FR.docx, Lot 2 - Fiche technique.pdf, Lot 1 - Extérieur non-sécurisé.xlsx, Lot 1 - Fiche technique.pdf, Lot 3 - Extérieur sécurisé.xlsx, Lot 2 - Intérieur sécurisé.xlsx, Lot 5 - Travaux et matériel d'aménagement.xlsx, Lot 4 - Fiche technique.pdf, Lot 4 - Evènements.xlsx, 20201116_convention adhesion_PBA20_794_NL.docx

25.02.2021/A/0013 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.4. Arrêt et stationnement interdits

Art.5.4.1. L'arrêt et le stationnement sont interdits sur les voies ou tronçons voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E3, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.4.1.1. Rue Vanderkindere, 428, sur 12m;

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.8. Chaussée d'Alseberg, 985, sur 12 m;

Art.5.7.7.9. Place Guy d'Arezzo, 18, sur 12 m;

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.8. Avenue des Alisiers, 6, sur 6 m;

Art.5.9.1.9. Rue Jean Ballegeer, 9, sur 6 m;

Art.5.9.1.10. Rue Paul Hankar, 17, sur 6 m;

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière, Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Article 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.4. Stilstaan en parkeren verboden

Art.5.4.1. Het stilstaan en parkeren zijn verboden op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met verkeersborden E3, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende bemerking voorzien in ieder geval.

Art.5.4.1.1. Vanderkinderestraat, 428, over 12m;

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro uitgezonderd oplaadend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.8. Alsebergsesteenweg, 985, over 12m;

Art.5.7.7.9. Guido van Arezzoplein, 18, over 12m;

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen : Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een gehandicaptenrolstoel staat.

Art.5.9.1.8. Meelbessenlaan, 6, over 6 m;

Art.5.9.1.9. Jean Ballegeerstraat, 9, over 6 m;

Art.5.9.1.10. Paul Hankarstraat, 17, over 6 m;

Article 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,
Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2021 02 25_Cc_Annexes.pdf, 2021 02 25_Cc_NoteExplicative.pdf

25.02.2021/A/0014 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique.- Abrogation du règlement 2020.- Approbation du règlement 2021.**

Le Conseil,

Vu la Déclaration de politique générale communale 2018-2024 qui prévoit notamment de développer la mobilité durable et d'encourager les modes actifs de déplacement;

Vu le Good Move approuvé en 2020 par le Gouvernement Bruxellois qui veut promouvoir l'utilisation des modes actifs et dont un des objectifs est d'augmenter la part des déplacements à vélos;

Vu le Plan Vélo 2010-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale qui stipule qu'il faut intensifier l'usage du vélo pour promouvoir durablement l'emploi à Bruxelles et pour participer à la diminution du coût des soins de santé;

Vu le PRDD qui veut faire des modes actifs le moyen de déplacement privilégié pour les

distances de moins de 5 km à l'horizon 2030;

Vu l'Audit BYPAD et son Plan d'action vélo de la commune d'Uccle qui met en évidence le potentiel que constitue l'assistance électrique pour la population uccloise dans ses déplacements à vélo;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années;

Considérant le développement prochain des Itinéraires Cyclables Régionaux;

Considérant l'article budgétaire 410/522-51/95 à hauteur de 120.000 € pour l'exercice budgétaire de 2021;

Considérant que la prime s'élève à un montant forfaitaire de 250 € par vélo à assistance électrique, kit d'adaptation électrique pour vélo, vélo-cargo ou vélo-cargo à assistance électrique;

Considérant que la demande doit être adressée au plus tard 3 mois après l'achat du vélo à assistance électrique, du kit d'adaptation électrique pour vélo, du vélo-cargo ou du vélo-cargo à assistance électrique à partir de l'entrée en vigueur du règlement,

Décide :

- d'abroger le règlement 2020;

- d'approuver le règlement 2021 sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf.

***M. l'Echevin Wyngaard** rappelle que des discussions ont eu lieu pour déterminer s'il fallait établir un nouveau-règlement-prime chaque année, quoique pour d'autres primes ce ne fût pas indispensable.*

Les services de l'échevinat vont veiller à pérenniser ce texte afin d'éviter de devoir solliciter chaque année un vote du Conseil communal.

La seule modification de la version 2021 réside dans l'obligation d'introduire une demande de prime dans un délai de 3 mois après l'achat d'un vélo, nonobstant l'exception en faveur des citoyens qui ont introduit leur demande à la fin de l'année 2020 et dont le souhait n'a pu être rencontré en raison de l'engouement pour cette mesure, dont l'ampleur a dépassé les limites prévues dans le cadre des modifications budgétaires.

***M. Sax** signale qu'il s'abstient sur ce point.*

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Eric Sax.

Reglement op de toekenning van een premie voor de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets.- Intrekking van het reglement van 2020.- Goedkeuring van het reglement voor 2021.

De Raad,

Gelet op de gemeentelijke algemene beleidsverklaring 2018-2024, die meer bepaald voorziet om de duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen;

Gelet op het Good Move-plan, in 2020 goedgekeurd door de Brusselse regering, dat het gebruik van de actieve vervoermiddelen wil bevorderen en waarvan een van de doelstellingen is om het aandeel van de verplaatsingen met de fiets te verhogen;

Gelet op het Fietsplan 2010-2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat bepaalt dat de fiets meer gebruikt moet worden om de tewerkstelling in Brussel duurzaam te promoten

en om de kosten voor gezondheidszorg te helpen doen dalen;

Gelet op het GPDO, dat tegen 2030 ervoor wil zorgen dat voor afstanden van minder dan 5 km vooral actieve vervoerswijzen worden gekozen.

Gelet op de BYPAD-audit en het Fietsactieplan van de gemeente Ukkel, dat het potentieel benadrukt dat elektrische fietsen voor de Ukkelse bevolking voor verplaatsingen met de fiets inhouden;

Overwegende het succes dat deze voorziening al verschillende jaren kent;

Overwegende de komende uitbreiding van de gewestelijke fietsroutes;

Overwegende begrotingsartikel 410/522-51/95 ten belope van € 120.000 voor het dienstjaar 2021;

Overwegende dat de premie een forfaitair bedrag van € 250 per aangekochte elektrische fiets, elektrische aanpassingskit voor fietsen, bakfiets of elektrische bakfiets bedraagt;

Overwegende dat de aanvraag moet worden ingediend ten laatste 3 maanden na de aankoop van de elektrische fiets, de elektrische aanpassingskit voor fietsen, de bakfiets of de elektrische bakfiets vanaf de inwerkingtreding van het reglement,

Beslist :

- het reglement van 2020 af te schaffen;

- het reglement 2021 op de toekenning van een premie voor de aankoop van een nieuwe elektrische fiets, een nieuwe elektrische aanpassingskit voor fietsen, een nieuwe bakfiets of een nieuwe elektrische bakfiets goed te keuren.

***Schepen Wyngaard** herinnert eraan dat er besprekingen hebben plaatsgevonden om te bepalen of er elk jaar een nieuwe premiereglement moet komen, hoewel dit voor andere premies niet essentieel was.*

De diensten van de schepen willen deze tekst een permanent karakter geven om te voorkomen dat de gemeenteraad hier elk jaar moet over stemmen.

De enige wijziging van de versie 2021 ligt in de verplichting om binnen 3 maanden na aankoop van een fiets een premieaanvraag in te dienen, niettegenstaande de uitzondering ten gunste van burgers die hun aanvraag eind 2020 hebben ingediend en wiens wens kon niet worden ingewilligd vanwege het enthousiasme voor deze maatregel (overschrijding van de limieten voorzien in het kader van de begrotingswijzigingen).

***De h. Sax** zal zich voor dit punt onthouden.*

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Eric Sax.

2 annexes / 2 bijlagen

2021_Règlement_prime_vélo_électrique_fr_Modif.pdf,

2021_Règlement_prime_vélo_électrique_nl.pdf

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

25.02.2021/A/0015

L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Avis de la commune sur l'avant-projet d'ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu qu'en date du 7 décembre 2020, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé en première lecture l'avant-projet d'ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que cet avant-projet d'Ordonnance abroge l'Ordonnance de 2009 afin que sa réécriture permette d'assurer une lisibilité suffisante dans un souci de sécurité juridique;

Considérant que le texte comporte encore quelques éléments de traduction en néerlandais à améliorer et qu'ils le seront d'ici la deuxième lecture;

Considérant que ces modifications sont nécessaires en vue de mettre en œuvre le Plan Régional de Mobilité (PRM) « Good Move » (2020-2030) approuvé, le 5 mars 2020, par le Gouvernement, et en vue d'appliquer la Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune (2019-2024), afin d'établir une gestion volontariste, dynamique et optimale du stationnement;

Considérant qu'il est demandé aux communes de remettre un avis sur cet avant-projet d'ordonnance pour le 10 mars 2021;

Considérant la note récapitulative des changements pour la commune et l'avis du Collège en annexe à cette délibération,

Prend connaissance de l'avis de la Commune tel que décrit dans l'annexe «2021_OrdonnanceStationnement_AvisNoteUccle» et charge la Commune de le transmettre à Bruxelles-Mobilité.

M. l'Echevin Wyngaard signale que l'urgence est demandée pour ce point parce que l'avis doit être rendu pour le 10 mars prochain.

Mme la Présidente du Conseil constate qu'aucune opposition ne se manifeste au sein de l'assemblée contre le traitement de ce point en urgence.

M. l'Echevin Wyngaard signale que rien n'obligeait le Collège à présenter ce point devant le Conseil communal. D'ailleurs, dans de nombreuses communes, le Collège s'est contenté de transmettre son document à la Région.

Le Collège ucclois a estimé que ce sujet est d'une importance telle qu'il justifie un débat démocratique au sein du Conseil.

Les services de l'échevinat ont effectué un examen minutieux de la situation pour la rédaction de cet avis, qui défend une position équilibrée entre le respect de l'autonomie communale et le souci légitime d'harmoniser la politique de stationnement à l'échelle de la Région pour faciliter la vie du citoyen.

Les amendements du Collège, qui tiennent compte en partie des préoccupations émises par M. Cools dans ses propres amendements, visent à un pallier les inconvénients d'un avant-projet d'ordonnance certes critiquable, mais qui ne peut être rejeté en bloc.

Néanmoins, les amendements de M. Cools ne peuvent être intégrés totalement, car ils rompraient l'équilibre de la note établie par le Collège.

M. l'Echevin Wyngaard propose toutefois d'intégrer en tant que tel l'amendement n° 8 de M. Cools, en vertu duquel l'élaboration de plans communaux de stationnement doit demeurer obligatoire.

Cependant, le Collège ne rejoint pas M. Cools dans son opposition de principe vis-à-vis des zones grises.

En réalité, les incertitudes de l'avant-projet d'ordonnance résident dans le fait que ses modalités pratiques sont renvoyées aux futurs arrêtés d'exécution.

*Le Collège propose donc de corriger le texte de l'avant-projet par quatre amendements.
Le premier vise à garantir la participation de la commune aux arbitrages relatifs aux arrêtés d'exécution (fixation des tarifs, périmètre des zones grises, etc.).
Le second concerne l'intervention des services techniques.
Le troisième rejoint l'amendement de M. Cools sur la nécessité de prévoir des tarifs réduits pour les citoyens à faible revenu mais ajoute que le calcul de la capacité économique des ménages exige un surcroît de travail de la part des administrations requérant la mise en place d'outils adéquats.
Le quatrième étend aux plombiers le bénéfice de la carte professionnelle, permet aux garagistes de placer 2 ou 3 véhicules dans l'espace public et autorise les automobilistes à stationner leur voiture dans les zones « non contiguës », proches de transports en commun.*

***M. Hayette** redoute une mise sous tutelle des communes par la Région, qui prend des décisions sans se concerter au préalable avec les autorités locales.*

La concrétisation des « zones grises », dont la Région introduit le concept et définit le périmètre, demeure extrêmement floue. Rien n'est précisé quant à l'instance habilitée à accorder d'éventuelles dérogations : le ministre, Bruxelles-Mobilité, l'Agence de stationnement... ?

Dorénavant, l'octroi et la fixation des tarifs des cartes de stationnement seront réglementés par arrêté ministériel.

Selon l'article 10 de l'avant-projet d'ordonnance, le gouvernement prétend prendre en compte la situation économique des conducteurs. Mais M. Hayette émet de sérieux doutes sur ce point.

En vertu de l'article 13, la Région est habilitée à déterminer les places de stationnement admissibles pour chaque commune.

L'article 14 précise la procédure d'élaboration du projet de plan régional de stationnement. Mais que se passerait-il si, après toutes les consultations proposées par le gouvernement, la commune venait à rejeter la version définitive du projet ? L'adoption du texte par un nombre minimal de communes est-elle nécessaire pour que l'ordonnance du gouvernement entre en vigueur, ou s'agit-il d'un simple avis dénué de toute portée juridique ?

Le seul rôle concédé aux communes est mentionné dans l'article 18, qui mentionne l'élaboration du rapport d'expertise de l'agence de stationnement en fonction des données fournies par les communes.

En outre, dans le cas où des communes n'auraient pas remédié à des manquements constatés, le droit à bénéficier de subsides régionaux leur serait retiré.

Le groupe socialiste votera contre ce point.

***M. Cools** se demande s'il est vraiment opportun de revoir l'ordonnance de 2009 sur le stationnement, qui poursuit déjà un objectif d'harmonisation et de coordination à l'échelon régional, et ce d'autant plus que le plan Good Move, entré en application il y a seulement quelques mois, comporte un important volet consacré au stationnement. Est-il absolument nécessaire de tout changer maintenant ? Et si on le fait, une réelle concertation avec les communes est indispensable.*

M. Cools n'est pas favorable aux zones grises.

En effet, dans les zones proches d'un parking public, la tarification en voirie devra être plus élevée que celle en vigueur dans les parkings couverts. Mais comme les pouvoirs publics n'ont aucune maîtrise sur les tarifs du secteur privé, dont les montants ne vont certainement pas diminuer, il faudra bien augmenter la tarification des horodateurs.

Les compétences accordées à l'Agence régionale de stationnement, au détriment des communes, sont exorbitantes. On ne peut que déplorer le caractère désormais purement

facultatif des plans communaux de stationnement.

M. Cools regrette que l'avis du Collège se réduise à une simple note technique assortie de quelques considérations.

Il propose donc de corriger cet avis par 8 amendements. Il souhaiterait qu'à l'instar de la procédure parlementaire, chaque amendement donne lieu à un vote et qu'au terme de la présentation des amendements, il y ait un vote final (et nominal) sur l'avis amendé.

M. Cools craint pour l'avenir d'Uccle si la politique actuelle est poursuivie, car elle ne contribuera pas à relancer le commerce local.

Mme la Présidente du Conseil précise que la procédure de vote souhaitée par M. Cools ne pose pas de problème particulier.

Mme Czekalski estime que cet avant-projet vise juste à supprimer des places de parking en sanctionnant les automobilistes et s'inscrit dans la politique de stationnement de la Région bruxelloise développée dans Good Move, qui prône la suppression d'un maximum de places de stationnement en voirie pour les reporter hors voirie.

Mme Czekalski n'est pas hostile à l'aménagement de parkings en sous-sol afin d'améliorer la qualité de l'espace public, mais cet avant-projet renvoie la plupart des décisions concrètes aux arrêtés d'exécution du gouvernement bruxellois, dont la commune d'Uccle aura une vision très limitée. Et pourtant, l'expertise en stationnement se trouve surtout au niveau local, qui connaît le mieux les besoins en ce domaine.

Pour le groupe MR, ce texte suscite des interrogations.

Cette décision de la Région bruxelloise requiert la construction de nouveaux parkings pour présenter de l'intérêt. Or, plus aucun parking n'a été construit depuis longtemps et les ambitions des promoteurs sont freinées par la Région lorsqu'ils sollicitent un permis.

Sous la précédente législature, le Collège avait demandé au Secrétaire d'Etat Pascal Smet d'étudier l'implantation éventuelle d'un parking souterrain d'un peu moins de 200 places pour compenser la perte de 121 places sur la chaussée d'Alseberg.

Vu que l'étude de faisabilité commandée et financée par M. Smet s'est avérée positive, une rencontre a eu lieu avec son successeur, Mme Elke Van den Brandt, suite à l'annonce de la suppression de places de parking dans le quartier du Centre en raison des travaux sur la chaussée d'Alseberg, mais Mme Van den Brandt a opposé une fin de non-recevoir.

L'autonomie communale est menacée par cet avant-projet d'ordonnance, dont l'objectif d'harmonisation semble irréaliste, vu qu'au sein d'une même zone, la Région pourrait aménager des sous-zones où les tarifs seraient différents en fonction des caractéristiques locales, des propriétés techniques du véhicule et de la situation économique des usagers considérés.

Cette politique aura un impact désastreux sur les commerces ucclois, dont les clients préféreront se rendre à Waterloo parce qu'ils n'y seront pas taxés.

Alors que les plans communaux de stationnement ne sont plus obligatoires, l'Agence de stationnement évaluera tous les 24 mois la politique communale en ce domaine, sur base d'un rapport d'expertise établi par cette même agence. Celle-ci étant donc à la fois juge et partie, il y a des risques de partialité.

Mme Czekalski espère que le gouvernement bruxellois et le ministre de tutelle prendront en considération les remarques émises par le Collège dans son avis.

M. Desmet estime qu'une harmonisation régionale du stationnement est nécessaire vu que les automobilistes ne cantonnent pas leurs déplacements au territoire communal.

La suppression d'un certain nombre de places de parking présente un réel intérêt.

Selon M. Desmet, Mme Czekalski omet l'obligation d'aménager des places de parking dès qu'il y a construction d'un nouveau bâtiment.

Vu que les partis dans l'opposition au niveau communal sont parfois membres de la majorité au niveau régional, ne serait-il pas possible de dégager une position commune ? Enfin, la commune doit ici seulement donner son avis et non prendre une décision.
M. Desmet conclut donc que l'avis demandé sur cet avant-projet d'ordonnance s'inscrit dans une certaine continuité.

Mme Fremault rappelle que la mobilité de l'espace public a évolué depuis l'adoption en 2009 de l'ordonnance actuelle.

Cette évolution s'est matérialisée par la volonté de décongestionner Bruxelles, qui se traduit ici par la volonté de reporter le stationnement hors des voiries grâce aux zones grises et d'uniformiser la politique de stationnement.

Le texte proposé comporte des aspects positifs et négatifs.

Parmi les aspects positifs, on peut souligner les points suivants : une volonté de concertation accrue pour les futurs plans de stationnement régionaux, un allègement de la charge de travail pour les plans communaux, une vision globale en matière de mobilité et d'environnement (qui suscite néanmoins certaines réserves)...

Cependant, une série de critiques peuvent être émises à l'encontre de cet avant-projet d'ordonnance.

L'emprise exercée par la Région via l'agence de stationnement est de nature à restreindre l'autonomie communale.

La limitation du nombre de cartes de stationnement à 2 par ménage tient-elle suffisamment compte de la spécificité des quartiers, et notamment du développement de modes d'habitat alternatifs (colocation, etc.) ?

L'impact budgétaire de cette politique est source d'inquiétude pour les communes. Puisque l'agence reprend à son compte la délivrance des cartes de stationnement, comment compensera-t-on la perte financière ? Comment sera fixé le prix de la carte ?

De 2005 à 2019, le nombre de places de stationnement en voirie est passé de 295.000 à 265.000, sans que des emplacements hors voirie n'aient été créés. Il ne s'agit donc pas de transferts mais de suppressions.

En contrôlant les disques bleus tant des parkings privés que des grands magasins, la Région mène une politique très interventionniste qui porte atteinte au droit de propriété.

Le système de taxations différenciées, envisagé à ce stade de l'ordonnance, est d'une lourdeur telle qu'il s'avère peu lisible pour le citoyen.

L'importance de l'activité économique n'est guère prise en compte dans le texte de l'avant-projet.

De plus, celui-ci ne mentionne rien sur les dispositifs de contrôle, alors que beaucoup de communes ont acquis un système de « scan-car », ni quant à la détection de cartes PMR (personnes à mobilité réduite), alors qu'elles ont fait l'objet de différents recours.

Mais il s'agit ici de la phase initiale du processus d'élaboration de cette ordonnance.

Mme Fremault compte sur le Collège pour suivre la suite de ce processus avec beaucoup de vigilance.

M. De Bock partage les préoccupations des orateurs précédents.

Ce projet, qui fait surtout plaisir au parti Ecolo, supprime un grand nombre de places de parking en voirie.

Mais il ne faut pas oublier que pour beaucoup de familles, et notamment les familles nombreuses modestes, le choix de la voiture n'est pas un luxe mais une nécessité impérieuse, et ce d'autant plus que les transports en commun ne constituent pas toujours une solution.

M. De Bock regrette que l'avis du Collège manque de fermeté.

Le groupe Défi votera contre ce point.

M. l'Echevin Wyngaard précise que l'avis du Collège sera accompagné d'un courrier signé par M. le Bourgmestre et par lui-même pour attirer l'attention du ministre compétent sur toute une série d'aspects problématiques.

L'avis du Collège n'est en aucune manière complaisant mais expose un point de vue équilibré sur les éléments positifs et négatifs du texte proposé.

C'est précisément en raison du manque de concertation que le Collège propose un amendement, rejoignant en partie ceux de M. Cools, pour insister sur la nécessité d'une concertation ultérieure lorsqu'auront lieu les discussions sur les arrêtés d'exécution, notamment pour traiter des points suivants : les tarifs, les options de gratuité, la concrétisation des zones grises.

Le Collège n'hésite pas à se plaindre du caractère disproportionné des sanctions prévues au stade actuel de l'avant-projet. Et les communes qui se verraient infliger une sanction doivent disposer du droit d'introduire un recours spécifique.

Le Collège mentionne dans son avis qu'il est très réservé à l'égard de zones dont le statut évoluerait avec le temps, rendant le système incompréhensible pour les citoyens.

Le taux d'occupation des parkings communaux dépend de leur statut, dont la réglementation relève toujours de la commune.

La question relative à l'octroi éventuel d'une 3^{ème} carte riverain est anecdotique car elle ne concerne qu'entre 5 et 10 cartes de stationnement pour l'ensemble du territoire uclois.

Pour ce qui concerne la construction de parkings sur le territoire communal par la Région, la promesse du ministre Smet de construire un parking souterrain à Uccle-Centre ne pourra pas être tenue à court terme.

Par contre, la Région a bien confirmé son intention de construire un parking de dissuasion d'une capacité de 700 à 800 véhicules à Stalle.

M. le Bourgmestre estime que le Collège porte dans son avis un jugement ferme et clair sur l'avant-projet discuté à la Conférence des Bourgmestres.

Certains éléments du texte sont inacceptables mais cela ne remet pas en cause la nécessité de mettre de l'ordre dans le fatras actuel en matière de stationnement.

M. le Bourgmestre déplore que l'étude financée par le ministre Smet ait été jetée à la poubelle par l'actuel gouvernement bruxellois.

M. Hayette signale que le groupe socialiste souhaite un vote nominal sur ce point.

Mme Fremault estime qu'un vote sur l'avis du Collège serait contre-productif et briserait l'esprit de concorde qui s'est avéré si efficace dans le dossier du Bois de la Cambre.

Elle propose qu'il soit pris acte de l'avis du Collège et que l'avancée de ce projet d'ordonnance soit suivie par un groupe de travail associant tous les groupes politiques siégeant au Conseil.

M. Cohen approuve la suggestion de Mme Fremault.

M. Sax n'est pas du tout d'accord. Il est partisan, quant à lui, du vote nominal.

M. Cools dénonce une certaine contradiction de la part de la majorité.

Si tous les membres de l'assemblée ne sont pas d'accord sur cet avis, le Conseil communal doit pouvoir se prononcer sur son contenu.

On ne peut pas d'une part affirmer son hostilité aux zones grises, comme M. Cools l'a entendu de la part du groupe MR, et d'autre part ne pas l'exprimer dans cet avis ou, à tous le moins, s'interroger sur l'opportunité de les créer, car contrairement à ce que prétend M.

le Bourgmestre, l'avis du Collège manque de fermeté.

M. Cools souhaite présenter succinctement ses propres amendements, qui ne transforment pas fondamentalement le texte du Collège mais essaient de lui donner plus de force.

M. l'Echevin Wyngaard rappelle que ce point ne doit pas être approuvé par le Conseil communal.

Il est tout à fait possible de prendre acte de l'avis du Collège en mettant la mention « prend pour information » au terme de la délibération. Ce procédé permettrait d'éviter les écueils évoqués par Mme Fremault.

M. l'Echevin Wyngaard suggère aussi que les amendements du Collège ainsi que l'amendement n° 8 de M. Cools soient intégrés au texte qui serait pris pour information.

Mais le Conseil communal demeure évidemment maître de son ordre du jour.

Mme la Présidente du Conseil estime aussi que cette procédure serait plus cohérente et permettrait de gagner du temps.

Cette méthode est d'autant plus justifiée qu'il n'y avait pas d'obligation de soumettre cet avis au Conseil communal. Cette présentation de l'avis devant le Conseil a été effectuée dans un esprit de consultation et de partage spontané d'informations.

M. De Bock précise que le plan Good Move n'a pas été approuvé par le gouvernement. Il a été seulement « pré-approuvé », il est encore en phase de modification. Il n'aura de valeur légale qu'après avoir été voté par le Parlement.

M. De Bock s'étonne de voir M. l'Echevin Wyngaard souhaiter éviter les longs débats alors que durant sa campagne électorale, il avait plaidé en faveur de la participation.

Le groupe Défi votera contre cet avis.

M. Norré s'interroge sur la méthode adoptée par le Collège.

Le Collège a demandé l'inscription en urgence de ce point à l'ordre du jour du Conseil communal.

M. l'Echevin Wyngaard a expliqué que l'urgence était sollicitée pour permettre au Conseil communal de discuter et prendre position sur cet avis, et le débat qui vient d'avoir lieu montre que c'était nécessaire.

Cependant, ce point à l'ordre du jour comporte la mention « décide d'approuver l'avis », ce qui, en effet, requiert un vote du Conseil.

Par ailleurs, trois conseillers communaux réclament un vote nominatif. En vertu de l'article 48 du règlement, ce vote nominatif doit avoir lieu.

Le Collège décide alors de changer son fusil d'épaule en disant qu'on ne va plus à présent voter sur cet avis, qu'on va simplement en prendre acte et demander un vote pour ratifier cette modification de délibération.

M. Norré trouve pour le moins bizarre et singulier de demander au Conseil communal de se prononcer sur un point pour lui retirer le droit de se prononcer quelques dizaines de minutes plus tard.

Mme Culer déclare au nom de son groupe qu'au cas où la proposition de M. l'Echevin Wyngaard ne rencontrerait pas de consensus, elle souhaiterait un vote sur l'opportunité de voter.

M. Norré réplique qu'il ne peut y avoir un « vote sur le vote », puisque la délibération se conclut par une approbation du point et que le Conseil communal est censé approuver le point.

M. l'Echevin Wyngaard réitère sa proposition.

M. Sax considère qu'un conseiller doit quand même pouvoir dire qu'il est contre l'avis du Collège.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les échanges de l'assemblée seront actés.

M. De Bock estime que le problème réside dans le fait qu'il n'y a pas moyen de savoir qui est pour et qui est contre, les échanges du Conseil n'étant pas transcrits dans leur intégralité.

Mme la Présidente du Conseil répète qu'il s'agit d'un partage d'informations, d'une communication d'un avis du Collège, puisqu'il n'y a pas d'obligation de soumettre cet élément au vote du Conseil communal.

M. Norré réplique que ce n'est pas ce qui figure dans la proposition de délibération qui a été soumise au Conseil et dont il a approuvé l'urgence.

M. l'Echevin Wyngaard précise que le courrier qui accompagnera l'avis indiquera que ce texte n'a pas été approuvé à l'unanimité.

M. Norré insiste pour que le procès-verbal de cette séance indique que, suite au débat du Conseil communal, la délibération a été modifiée sur proposition du Collège afin que le Conseil ne puisse pas se positionner sur l'avis rendu, ce qui est contraire aux propos tenus par le Collège en début de débat.

M. Cools regrette l'attitude de la majorité.

Le temps pris pour discuter de la procédure aurait pu être consacré à l'analyse de ses amendements.

Si le Collège procède au vote proposé, le groupe Uccle en avant votera contre. Selon M. Cools, une telle modification de la délibération est illégitime. Le Conseil communal n'a pas à se prononcer sur la reformulation proposée.

Toutefois, le Collège peut toujours décider de retirer purement et simplement ce point de l'ordre du jour du Conseil communal.

Mme la Présidente du Conseil réitère la proposition en demandant s'il est possible de procéder à un vote par groupes pour gagner du temps.

M. Norré souhaite un vote nominatif sur la modification de la délibération.

M. Cools estime que le Collège s'abandonne à une véritable fuite en avant.

M. Desmet pense au contraire que cette méthode tient compte des débats qui ont eu lieu. Il est normal que le Collège puisse modifier un premier document en fonction de l'évolution des dossiers.

Il ne s'agit pas d'une fuite en avant mais d'une adaptation de la réflexion dans le cadre d'une écoute pertinente et démocratique.

Mme la Présidente du Conseil procède à un vote nominal sur la transformation de la délibération en prise d'acte.

Cette proposition est adoptée par 28 voix pour et 12 contre.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Advies van de gemeente over het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de opdrachten en beheermodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de opdrachten en beheermodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 7 december 2020 het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de opdrachten en beheermodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in eerste lezing goedgekeurd heeft;

Overwegende dat dit voorontwerp van ordonnantie de ordonnantie van 2009 intrekt zodat de herschrijving ervan het mogelijk maakt voldoende leesbaarheid te verzekeren in een streven naar rechtszekerheid;

Overwegende dat de tekst nog enkele te verbeteren Nederlandse vertalingen bevat en dat ze verbeterd zullen worden tegen de tweede lezing;

Overwegende dat deze wijzigingen noodzakelijk zijn om het Gewestelijk Mobiliteitsplan (GewMP) "Good Move" (2020-2030), op 5 maart 2020 goedgekeurd door de regering, uit te voeren en om de gemeenschappelijke algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (2019-2024) toe te passen om een slagvaardig, dynamisch en optimaal parkeerbeheer op te stellen;

Overwegende dat aan de gemeentes gevraagd wordt tegen 10 maart 2021 een advies over dit voorontwerp van ordonnantie in te dienen;

Overwegende de samenvattende nota van de wijzigingen voor de gemeente en het advies van het college, in de bijlage bij deze beraadslaging,

Neemt kennis van het advies van de Gemeente zoals beschreven in de bijlage "2021_Ordonnantie_AdviesnotaUkkel" en belast de gemeente ermee het te bezorgen aan Brussel Mobiliteit.

***Schepen Wyngaard** geeft aan dat voor dit punt om urgentie werd verzocht omdat het advies vóór 10 maart moest worden uitgebracht.*

***De voorzitter van de raad** stelt vast dat er in de vergadering geen bezwaren waren om dit punt als urgent te behandelen.*

***Schepen Wyngaard** wees erop dat het college niet verplicht is dit punt aan de gemeenteraad voor te leggen. In veel gemeentes had het college genoeg genomen met de toezending van zijn document aan het Gewest. Het Ukkelse college was van mening dat dit onderwerp zo belangrijk was dat het een democratisch debat in de raad rechtvaardigde.*

De diensten van de schepen hebben de situatie grondig bestudeerd met het oog op de opstelling van dit advies dat een evenwicht verdedigt tussen de eerbiediging van de gemeentelijke autonomie en de legitieme wens om het parkeerbeleid op gewestelijk niveau te harmoniseren om het leven van de burgers te vergemakkelijken.

De amendementen van het college, waarin gedeeltelijk rekening wordt gehouden met de

bezorgdheid van de h. Cools in zijn eigen amendementen, zijn bedoeld om de nadelen te compenseren van een voorontwerp van verordening dat, hoewel voor kritiek vatbaar, niet zonder meer kan worden verworpen. De amendementen van de h. Cools kunnen echter niet volledig worden overgenomen omdat zij het evenwicht van de nota van het college zouden verstoren. Schepen Wyngaard stelde echter voor amendement nr. 8 van de h. Cools te integreren (verplichte uitwerking van gemeentelijke parkeerplannen). Het college is het echter niet eens met het principiële bezwaar van de h. Cools tegen grijze zones. De onzekerheden van het voorontwerp van verordening zijn in feite gelegen in het feit dat de praktische details ervan worden doorverwezen naar toekomstige uitvoeringsbesluiten.

Het college stelt derhalve voor de tekst van het voorontwerp door middel van vier amendementen te corrigeren. Het eerste beoogt de deelname van de gemeente te waarborgen aan de arbitrages in verband met de uitvoeringsbesluiten (vaststelling van de tarieven, perimeter van de grijze zones, enz.). Het tweede betreft de tussenkomst van de technische diensten. De derde stemt in met het amendement van de h. Cools over de noodzaak van verlaagde tarieven voor burgers met een laag inkomen, maar voegt daaraan toe dat de berekening van de economische draagkracht van gezinnen extra werk van de overheidsdiensten vergt, hetgeen gepaste middelen vereist. De vierde breidt het voordeel van de beroepskaart uit tot loodgieters, biedt garagehouders de mogelijkheid 2 of 3 voertuigen in de openbare ruimte te plaatsen en biedt automobilisten de mogelijkheid hun auto's te parkeren op "niet-aaneengesloten" zones, vlakbij het openbaar vervoer.

De h. Hayette vreest dat het gewest de gemeenten onder zijn toezicht zal plaatsen en beslissingen zal nemen zonder voorafgaand overleg met de plaatselijke overheden. De concretisering van de "grijze zones" (ingevoerd en gedetermineerd door het Gewest) blijft uiterst vaag. Er wordt niets gezegd over de instelling die bevoegd is om eventuele vrijstellingen te verlenen: minister, Brussel-Mobiliteit, het parkeeragentschap ...? Voortaan zullen de afgifte van parkeerkaarten en de vaststelling van de tarieven per ministerieel besluit worden geregeld.

Volgens artikel 10 van de ontwerp-verordening beweert de regering rekening te houden met de economische situatie van de bestuurders maar de h. Hayette heeft daar ernstige twijfels over. Krachtens artikel 13 is het Gewest bevoegd om voor elke gemeente vast te stellen welke parkeerplaatsen in aanmerking komen. In artikel 14 wordt de procedure voor de opstelling van het ontwerp van het gewestelijk parkeerplan gespecificeerd. Maar wat zou er gebeuren als de gemeente, na alle door de regering voorgestelde raadplegingen, de definitieve versie van het ontwerp zou verwerpen? Is de aanneming van de tekst door een minimumaantal gemeenten noodzakelijk om de verordening van de regering in werking te doen treden, of gaat het om een louter advies zonder rechtsgevolgen? De enige rol die aan de gemeenten wordt toegekend, wordt vermeld in artikel 18, waarin sprake is van de opstelling van het deskundigenverslag van het parkeeragentschap op basis van de door de gemeenten verstrekte gegevens. Indien de gemeenten de vastgestelde tekortkomingen niet hebben verholpen, zal hun bovendien het recht worden onzegd om gewestelijke subsidies te ontvangen.

De PS zal tegen dit punt stemmen.

De h. Cools vroeg zich af of het wel nodig was om de parkeerverordening van 2009 te herzien, die al gericht was op harmonisering en coördinatie op gewestelijk niveau, vooral omdat het Good Move-plan, sinds enkele maanden van toepassing, een belangrijk luik over parkeren bevat. Is het absoluut noodzakelijk om alles nu te veranderen? Desgevallend is echt overleg met de gemeenten essentieel.

De h. Cools is geen voorstander van grijze zones. In zones vlakbij openbare parkings zullen de tarieven op straat hoger moeten zijn dan die in overdekte parkings. Maar aangezien de overheid geen controle heeft over de tarieven van de particuliere sector (die zeker niet zullen dalen), zal het nodig zijn de tarieven voor parkeermeters te verhogen.

De bevoegdheden die ten nadele van de gemeenten aan het gewestelijk parkeeragentschap worden toegekend, zijn exorbitant. De gemeentelijke parkeerplannen lijken nu louter facultatief te zijn. De h. Cools betreurde het dat het advies van het college is gereduceerd tot een eenvoudige technische nota met een paar overwegingen. Hij stelde daarom voor dit advies door middel van 8 amendementen te corrigeren. Hij wenst - naar het voorbeeld van de parlementaire procedure - dat over elk amendement wordt gestemd en dat aan het eind van de voorstelling van de amendementen een laatste (en bij naamafroeping) stemming over het gewijzigde advies plaatsvindt.

De h. Cools vreesde voor de toekomst van Ukkel indien het huidige beleid werd voortgezet omdat dit niet zal bijdragen aan de herlancering van de lokale handel.

***De voorzitter van de raad** zegt dat de door de h. Cools gevraagde stemprocedure geen bijzondere problemen oplevert.*

***Mevr. Czekalski** vindt dat dit voorontwerp enkel parkeerplaatsen schrapt en automobilisten straft en dat het in de lijn ligt van het parkeerbeleid van het Brussels Gewest, ontwikkeld in Good Move dat zoveel mogelijk parkeerplaatsen op straat wil schrappen en verplaatsen naar parkeerterreinen buiten de weg.*

Ze is niet tegen de inrichting van ondergrondse parkings om de kwaliteit van de openbare ruimte te verbeteren maar dit voorontwerp verwijst de meeste concrete beslissingen door naar uitvoeringsbesluiten van de Brusselse regering, waarvan de gemeente Ukkel maar een zeer beperkte visie zal hebben. De parkeerdeskundigheid is echter vooral te vinden op lokaal niveau waar de parkeerbehoeften het best bekend zijn. Voor MR roept deze tekst vragen op.

Deze beslissing van het Brussels Gewest vereist de bouw van nieuwe parkings. Er zijn echter al lang geen parkings meer gebouwd en de ambities van projectontwikkelaars worden door het Gewest aan banden gelegd wanneer zij een vergunning aanvragen. Tijdens de vorige legislatuur heeft het college staatssecretaris Pascal Smet verzocht een mogelijke ondergrondse parking met \pm 200 plaatsen te bestuderen ter compensatie van het verlies van 121 plaatsen in de Alsebergsesteenweg. Aangezien de haalbaarheidsstudie in opdracht van de h. Smet positief was, was er een vergadering met zijn opvolgster mevr. Elke Van den Brandt naar aanleiding van de aankondigde schrapping van parkeerplaatsen in de wijk Centrum als gevolg van de werkzaamheden in de Alsebergweg maar ze weigerde hiermee in te stemmen.

De gemeentelijke autonomie wordt aangetast door dit voorontwerp. De harmoniseringsdoelstelling lijkt onrealistisch omdat het Gewest binnen eenzelfde zone subzones zou kunnen instellen waar de tarieven zouden verschillen op basis van de plaatselijke kenmerken, de technische eigenschappen van het voertuig en de economische situatie van de betrokken gebruikers. Dit beleid zal rampzalige gevolgen hebben voor Ukkelse ondernemingen, waarvan hun klanten liever naar Waterloo zullen gaan omdat zij daar niet belast zullen worden. Hoewel gemeentelijke parkeerplannen niet langer verplicht zijn, zal het parkeeragentschap het gemeentelijk parkeerbeleid om de 24 maanden

evalueren. Aangezien het bureau zowel rechter als partij is, is er een risico op partijdigheid.

Mevr. Czekalski hoopt dat de Brusselse regering en de bevoegde minister van Toezicht in hun advies rekening zullen houden met de opmerkingen van het college.

De h. Desmet vindt dat een gewestelijke harmonisering van het parkeren noodzakelijk is aangezien verplaatsingen zich niet beperkten tot een gemeentelijk grondgebied. De schrapping van een aantal parkeerplaatsen is van groot belang. Volgens de h. Desmet laat mevr. Czekalski de verplichting om parkeerplaatsen te voorzien bij nieuwbouw achterwege.

Aangezien oppositiepartijen op gemeentelijk niveau soms deel uitmaken van de gewestelijke meerderheid zou het mogelijk moeten zijn om tot een gemeenschappelijk standpunt te komen. De gemeente moet hier enkel een mening geven en geen besluit nemen. Hij besluit dat het gevraagde advies over dit voorontwerp in de lijn ligt van een zekere continuïteit.

Mevr. Fremault herinnert eraan dat de mobiliteit van de openbare ruimte is geëvolueerd sinds de goedkeuring van de huidige verordening in 2009. Deze evolutie heeft zich gemanifesteerd in de wens om Brussel te ontlasten, wat hier tot uiting komt in de wens om het parkeren via grijze zones van de straat te halen en het parkeerbeleid te uniformiseren.

De voorgestelde tekst heeft zowel positieve als negatieve aspecten. Enkele positieve aspecten: meer overleg over toekomstige gewestelijke parkeerplannen, lagere werklast voor gemeentelijke plannen, globale visie op het gebied van mobiliteit en milieu (met toch enkele bedenkingen)...

Er zijn ook enkele punten van kritiek. De gewestelijke controle beperkt de gemeentelijke autonomie. Houdt de beperking van het aantal parkeerkaarten tot twee per gezin voldoende rekening met het specifieke karakter van wijken en de ontwikkeling van alternatieve woonvormen (gedeelde huisvesting, enz.)? De gemeentes zijn bezorgd over de budgettaire gevolgen van dit beleid. Hoe zal het financiële verlies worden gecompenseerd wanneer het agentschap de uitreiking van parkeerkaarten zal overnemen? Hoe wordt de prijs van de kaart vastgesteld?

Tussen 2005 en 2019 is het aantal parkeerplaatsen op straat gedaald van 295.000 tot 265.000, zonder bijkomende plaatsen buiten de weg. Door de blauwe schijven van zowel private parkings als warenhuizen te controleren voert het Gewest een zeer interventionistisch beleid dat inbreuk maakt op het eigendomsrecht.

De gedifferentieerde tarieven die in dit stadium van de verordening overwogen worden, zijn erg onduidelijk voor de burger.

Er wordt ook nauwelijks rekening gehouden met het belang van de economische activiteit en er wordt niets gezegd over de controleapparatuur, terwijl veel gemeenten een scanauto hebben aangekocht, noch over de opsporing van PBM-kaarten.

Dit is de beginfase van het proces om deze verordening te ontwikkelen. Mevr. Fremault rekent erop dat het college dit proces met grote waakzaamheid zal opvolgen.

De h. De Bock deelt de bezorgdheid van de vorige sprekers. Door dit project verdwijnt een groot aantal parkeerplaatsen op straat. Voor vele gezinnen, vooral grote gezinnen met bescheiden inkomens, is de auto geen luxe maar een noodzaak, vooral omdat het openbaar vervoer niet altijd een oplossing biedt. Hij betreurt dat het advies van het college niet

vastberaden genoeg was. *Défi zal tegen dit punt stemmen.*

Schepen Wyngaard zei dat er aan het advies van het college een brief toegevoegd zal worden om de aandacht van de bevoegde minister te vestigen op een hele reeks problematische aspecten.

Het advies van het college geeft een evenwichtig beeld van de positieve en negatieve elementen van de voorgestelde tekst. Juist vanwege het gebrek aan overleg stelt het college een amendement voor om meer overleg te voorzien over de uitvoeringsbesluiten, vooral over de volgende punten: tarieven, gratis opties, uitvoering van grijze zones.

Het college betreurt het onevenredige karakter van de sancties in het huidige stadium van het voorontwerp en de gemeenten die een sanctie opgelegd krijgen moeten het recht hebben om een specifiek beroep in te stellen. In zijn advies verklaart het college dat er ernstige bedenkingen zijn tegen zones waarvan de status in de loop van de tijd zou veranderen, waardoor het systeem voor de burgers onbegrijpelijk zou worden.

De bezettingsgraad van de gemeentelijke parkeerplaatsen hangt af van hun statuut, dat steeds door de gemeente wordt geregeld.

De kwestie van een eventuele derde bewonerskaart is anekdotisch omdat het slechts om 5 tot 10 parkeerkaarten voor het gehele Ukkelse grondgebied gaat.

Op korte termijn kan het Gewest ook de belofte van minister Smet (ondergrondse parking in Ukkel-Centrum) niet nakomen. Het Gewest heeft wel zijn voornemen bevestigd om in Stalle een parking voor 700 à 800 voertuigen te bouwen.

De burgemeester vindt het advies van het college duidelijk. Bepaalde elementen van de tekst zijn onaanvaardbaar maar dit doet niets af aan de noodzaak om orde op zaken te stellen in de huidige parkeerpuinhoop. De burgemeester betreurt dat de door minister Smet gefinancierde studie door de huidige Brusselse regering is weggegooid.

De h. Hayette deelt mee dat de PS over dit punt een stemming bij naamafroeping wenst.

Mevr. Fremault vindt dat een stemming over het advies van het college contraproductief zou zijn en de eensgezindheid zou doorbreken die in de zaak van het Ter Kamerenbos zo doeltreffend was gebleken. Zij stelt voor om akte te nemen van het advies en de voortgang van dit ontwerp te laten opvolgen door een werkgroep waarin alle fracties binnen de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn.

De h. Cohen is het eens met de suggestie van mevr. Fremault.

De h. Sax was het daar niet mee eens. Hij is voorstander van een stemming bij naamafroeping.

De h. Cools hekelde een zekere tegenstrijdigheid bij de meerderheid. Indien niet alle raadsleden het eens zijn met dit advies, moet de raad zich over de inhoud ervan kunnen uitspreken. Men kan niet enerzijds verklaren afwijzend te staan tegenover grijze zones en anderzijds dit niet in dit advies tot uitdrukking te brengen of op zijn minst de wenselijkheid van de instelling ervan in twijfel te trekken, want in tegenstelling tot wat de burgemeester beweert, ontbeert het advies van het college vastberadenheid. Hij wenst zijn eigen amendementen kort voor te stellen. Deze veranderen de tekst van het college niet

fundamenteel maar geven ze meer kracht.

Schepen Wyngaard herinnert eraan dat dit punt niet door de gemeenteraad goedgekeurd moet worden. Men kan nota nemen van het advies van het college door aan het eind van de beraadslaging de vermelding "ter kennisneming" op te nemen. Deze procedure zou de door mevr. Fremault genoemde valkuilen vermijden. Schepen Wyngaard stelt ook om voor de amendementen van het college en amendement 8 van de h. Cools op te nemen in de tekst die ter kennisgeving zou worden aangenomen. De gemeenteraad bepaalt uiteraard zijn eigen agenda.

De voorzitter van de raad vindt dat deze procedure consistenter zou zijn en tijd zou besparen. Er is geen verplichting om het advies aan de raad voor te leggen. Deze voorstelling van het advies in de raad vond plaats in een geest van overleg en spontane uitwisseling van informatie.

De h. De Bock wees erop dat het plan Good Move niet door de regering was goedgekeurd. Het was slechts "vooraf goedgekeurd" en kan nog gewijzigd worden. Het is pas rechtsgeldig na de stemming erover door het parlement. Hij is verbaasd dat de h. Wyngaard lange debatten wil vermijden terwijl hij tijdens zijn verkiezingscampagne had gepleit voor inspraak. Défi zal tegen dit advies stemmen.

De h. Norré stelt vragen bij de door het college gehanteerde methode. Het college wou dit punt met spoed op de agenda gemeenteraad plaatsen.

Schepen Wyngaard legde uit dat om de urgentie was verzocht om de gemeenteraad in staat te stellen dit advies te bespreken en er een standpunt over in te nemen en uit het debat nu blijkt dat dit noodzakelijk was. Dit agendapunt vermeldt goedkeuring van het advies, waarvoor dus een stemming in de raad impliceert. Drie raadsleden vragen ook een stemming bij naamafroeping. Volgens artikel 48 van het reglement moet deze stemming bij naamafroeping plaatsvinden.

Het college beslist van standpunt te veranderen door te zeggen dat men niet meer over dit advies zal stemmen, dat men er enkel akte van zal nemen en een stemming zal vragen om deze wijziging van beraadslaging te bekrachtigen. De h. Norré vindt het vreemd en ongebruikelijk om de gemeenteraad te vragen zich uit te spreken over een punt om vervolgens enkele minuten later het recht om zich erover uit te spreken in te trekken.

Mevr. Culer verklaart in naam van haar fractie dat, indien er geen consensus is over het voorstel van schepen Wyngaard, zij een stemming zou willen over de vraag of er al dan niet gestemd moet worden.

De h. Norré antwoordt dat er geen sprake kon zijn van een "stemming over de stemming", omdat de beraadslaging werd afgesloten met een goedkeuring van het punt en de gemeenteraad geacht werd het punt goed te keuren.

Schepen Wyngaard herhaalt zijn voorstel.

De h. Sax vindt dat een raadslid nog steeds moet kunnen zeggen dat hij tegen het advies van het college is.

Schepen Wyngaard antwoordt dat er akte genomen zal worden van de besprekingen van de vergadering.

De h. De Bock is van mening dat men niet weet wie voor en wie tegen was, aangezien de besprekingen van de raad niet integraal worden uitgeschreven.

De voorzitter van de raad herhaalt dat het gaat om een mededeling van het advies van het college omdat er geen verplichting is om dit ter stemming voor te leggen aan de gemeenteraad.

De h. Norré antwoordt dat dit niet stond in het voorstel van beraadslaging, voorgelegd aan de raad en waarbij de urgentie had goedgekeurd.

Schepen Wyngaard zegt dat in de begeleidende brief zou worden vermeld dat deze tekst niet unaniem werd goedgekeurd.

De h. Norré drong erop aan dat in de notulen van deze vergadering zou worden vermeld dat de beraadslaging naar aanleiding van het debat in de gemeenteraad op voorstel van het college werd gewijzigd, zodat de raad geen standpunt kon innemen over het uitgebrachte advies, wat in strijd was met wat de raad aan het begin van het debat had gezegd.

De h. Cools betreurde de houding van de meerderheid. De tijd die nodig was om de procedure te bespreken, had kunnen worden gebruikt om de amendementen te analyseren. Indien het college het voorstel tot stemming doorzet, zal Uccle en avant tegen stemmen. Een dergelijke wijziging van de beraadslaging is onwettig. De gemeenteraad hoeft zich niet uit te spreken over de voorgestelde herformulering. Het college kan echter altijd besluiten het punt in zijn geheel van de agenda van de gemeenteraad te schrappen.

De voorzitter van de raad herhaalt het voorstel en vroeg of het mogelijk was over te gaan tot een stemming per fractie om tijd te besparen.

De h. Norré wenst een stemming bij naamafroeping over de wijziging van de beraadslaging.

De h. Cools vindt dat het college haastig tewerk gaat.

De h. Desmet denkt daarentegen dat deze methode rekening houdt met de debatten die hebben plaatsgevonden. Het is normaal dat het college een initieel document kan wijzigen op basis van de evolutie van de dossiers. Het gaat niet om overhaast te werk gaan maar om een aanpassing van de analyse in het kader van luisterbereidheid en democratie.

De voorzitter van de raad gaat over tot een stemming bij naamafroeping over de omvorming van de beraadslaging in een akteneming.

Dit voorstel wordt goedgekeurd met 28 stemmen voor en 12 stemmen tegen.

De Raad neemt kennis.

Voirie - Wegen

25.02.2021/A/0016 **Amélioration de revêtements routiers en asphalte.- Exercice 2021.- Répétition du marché.- Approbation des conditions du marché.- Engagement de la dépense.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 26 novembre 2019, le Collège a attribué le marché ayant pour objet l'amélioration de revêtements routiers en asphalte- exercice 2019;

Considérant que ce marché a été conclu par procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17 juin 2016;

Considérant que les conditions du marché prévoient que "le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la répétition d'ouvrages similaires par voie de procédure négociée, conformément à l'article 42, § 1, 2°, de la loi du 17 juin 2016;

Considérant qu'en séance du 25 juin 2020, l'Assemblée a approuvé une première répétition de ce marché;

Vu qu'au budget extraordinaire pour l'année 2021 est prévu une dépense de 9.580.000 € (T.V.A. comprise) à l'article 421/731-60/82 pour l'amélioration de la voirie;

Vu que le Collège propose un lot comprenant l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

Phase 1 :

Avenue Blücher (tronçon entre les avenues du Gui et des Myrtilles)

Phase 2 :

Rue Egide Van Ophem (tronçon entre les rues des Myosotis et de Stalle)

Phase 3 :

Avenue des Statuaires

Phase 4 :

Avenue du Prince d'Orange (tronçon entre l'avenue Dolez et la place de la Sainte-Alliance)

Phase 5

Avenue du Prince d'Orange (tronçon entre la place de la Sainte-Alliance et la chaussée de Waterloo)

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Vu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.259.257,77 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris) et qu'elle sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget 2021;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver la répétition du marché conformément à l'article 42, § 1, 2^o de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics;
- d'approuver la dépense de 1.259.257,77 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris) sur l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2021;
- de pratiquer l'autoliquidation de la TVA et de reverser 218.548,87 € au SPF Finances;
- d'approuver les documents de la procédure négociée sans respecter de règle de publicité devant régir les travaux du présent lot.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Verbetering van asfaltwegbedekkingen.- Dienstjaar 2021.- Hernieuwing van de opdracht.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.- Financieringswijze.

De Raad,

Overwegende dat het college in zitting van 26 november 2019 de opdracht met als voorwerp de verbetering van het wegdek in asfalt – dienstjaar 2019 gegund heeft;

Overwegende dat deze opdracht gesloten werd via openbare procedure in toepassing van artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht bepalen dat “de aanbestedende overheid zich het recht voorbehoudt over te gaan tot de herhaling van soortgelijke werken via onderhandelingsprocedure, overeenkomstig artikel 42, § 1, 2^o van de wet van 17 juni 2016”;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 25 juni 2020 een eerste herhaling van deze opdracht goedgekeurd heeft;

Aangezien de buitengewone begroting 2021 onder artikel 42/731-60/82 een bedrag van 9.580.000 € (btw inbegrepen) voorziet voor de verbetering van wegdekken uit asfalt voor het dienstjaar 2021;

Aangezien het College een perceel voorstelt, dat zal bestaan uit en dat dit deel de verbetering omvat van wegdekken uit asfalt voor de volgende wegen van ons wegennet :

Fase 1 :

Blücherlaan (strook tussen de Maretak- en Kraakbeziënlaan)

Fase 2 :

Egide Van Ophemstraat (strook tussen de Vergeet-Mij-Nietjesstraat en de Stallestraat)

Fase 3 :

Beeldhouwerslaan

Fase 4 :

Prins van Oranjelaan (strook tussen de Dolezlaan en het Heilig Verbondplein)

Fase 5

Prins van Oranjelaan (strook tussen het Heilig Verbondplein en de Waterlooosesteenweg)

Aangezien deze werkzaamheden voornamelijk zullen bestaan uit het ophogen van het bestaande koolwaterstofhoudende wegdek, na het afschrapen van de bestaande slijtlaag, het wegnemen van de riooldeksels en de slikkers in slechte staat en het vervangen van deze gebrekkige toebehoren door nieuwe, het aanpassen van riooldeksels in goede staat aan het geplande niveau van de nieuwe bekleding;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken 1.259.257,77 € (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) bedraagt en deze uitgave geboekt zal

worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2021;
Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden via lening;
Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- de herhaling van de opdracht overeenkomstig artikel 42, § 1, 2° van de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten goed te keuren;
- de uitgave van 1.259.257,77 € (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2021 goed te keuren;
- de auto liquidatie van de BTW toe te passen en en terug te storten 218.548,87€ aan FOD Financiën;
- de aanbestedingsdocumenten van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking goed te keuren die de werkzaamheden van onderhavig lot zullen regelen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Soumission - Ex 2021 - FR.pdf, Metr e descriptif 2021.pdf, PSS Amélioration asphalte 2021.pdf, Estimation 2021 - Amélioration revetement routier en asphalte.pdf, 20210125120630488.pdf, Metr e récap. 2021 - Amélioration de revetement routiers en asphalte.pdf, CSCCh FR amélioration revêtements routiers_2021.pdf

Rés. Stationnement - Res. Stationeren

25.02.2021/A/0017 **Pérennisation des terrasses pour les établissements Horeca sur les emplacements de stationnement du 1er avril au 31 octobre.- Règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu l'art icle 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'art icle 137bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'art icle 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu le règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires adopt e par l'Assemblée le 28 novembre 2019;

Vu la décision de l'Assemblée du 25 juin 2020 de soutenir le secteur Horeca en exonérant la redevance sur le placement de terrasses sur des emplacements de parking jusqu'au 31 décembre 2020;

Attendu que cette mesure a été accueillie avec enthousiasme non seulement par les établissements Horeca mais également par les citoyens;

Vu que les établissements Horeca participent grâce à leurs terrasses à la dynamique des quartiers et sont créateurs d'ambiance et de convivialité;

Considérant qu'il y a lieu de continuer à soutenir et à encourager le secteur Horeca dans la durée en maintenant l'exonération de la redevance sur le placement de terrasses sur des emplacements de parking et ce, pour la périodes du 1er avril au 31 octobre;

Attendu que toutes les demandes de terrasse doivent faire l'objet d'une autorisation

délivrée par le Bourgmestre après avis des services techniques de la voirie et de la Police;
Considérant qu'elles ne pourront porter que sur l'équivalent d'un ou deux emplacements de stationnement situés à proximité immédiate de l'établissement;
Vu que les autorisations prévoiront, outre les recommandations habituelles (le respect du Règlement général de Police et des mesures sanitaires ainsi que de la conformité au code de la route, la responsabilité civile du commerçant et la révocabilité de celle-ci), que les exploitants Horeca auront l'obligation d'utiliser l'espace autorisé,
Décide d'approuver les modifications du règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnement sur la voie publique et accessoires ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Bestedinging van de terrassen voor de horecazaken op de parkeerplaatsen van 1 april tot 31 oktober.- Retributiereglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren.- Wijzigingen.

De Raad,
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;
Gelet op het retributiereglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren, goedgekeurd door de vergadering op 28 november 2019;
Gelet op de beslissing van de vergadering van 25 juni 2020 om de horecasector te ondersteunen door hem tot 31 december 2020 vrij te stellen van de retributie op de plaatsing van terrassen op parkeerplaatsen;
Aangezien deze maatregel enthousiast onthaald werd, niet alleen door de horecazaken maar ook door de burgers;
Aangezien de horecazaken dankzij hun terrassen bijdragen aan de dynamiek in de wijken en sfeer en gezelligheid creëren;
Overwegende dat er reden is om de horecasector op lange termijn te blijven ondersteunen en aanmoedigen door de vrijstelling van de retributie op de plaatsing van terrassen op parkeerplaatsen te behouden, en dit voor de periode van 1 april tot 31 oktober;
Aangezien alle terrasaanvragen het voorwerp moeten uitmaken van een toelating van de burgemeester na advies van de Technische Wegendienst en de Politie;
Overwegende dat ze slechts betrekking kunnen hebben op het equivalent van een of twee parkeerplaatsen in de onmiddellijke nabijheid van de zaak;
Aangezien de toelatingen naast de gebruikelijke aanbevelingen (de naleving van het Algemeen Politiereglement, van de gezondheidsmaatregelen en van de overeenstemming met het verkeersreglement, de burgerlijke aansprakelijkheid van de handelaar en de herroepbaarheid ervan) voorzien dat de horeca-uitbaters verplicht zijn om de toegestane ruimte te gebruiken,
Beslist de wijzigingen aan het bijgevoegde retributiereglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

25.02.2021/A/0018 **Approbation de la reconduction et de la signature de la convention entre la commune d'Uccle et la Fondation Constant Vanden Stock.**

Le Conseil,

Considérant que la Commune d'Uccle participe depuis six ans au projet de la Fondation Constant Vanden Stock relatif à l'organisation et à la coordination d'entraînements de football pour des jeunes de 10 à 14 ans;

Vu l'enthousiasme de l'A.S.B.L. Animation et Prévention qui est chargée de la sélection et de l'encadrement des enfants;

Vu que nous pouvons toujours mettre à disposition le terrain synthétique du complexe de Neerstalle les mercredis après-midi;

Vu qu'en séance du 27 septembre 2018, l'Assemblée a approuvé la reconduction et la signature de la convention entre la commune d'Uccle et la Fondation Constant Vanden Stock;

Vu que la Fondation Constant Vanden Stock s'est manifestée assez tardivement, le service des sports soumet à l'approbation de l'Assemblée la reconduction de la convention avec effet rétroactif pour la période du 15 septembre 2020 au 15 juin 2022,

Décide d'approuver la reconduction et la signature de la convention entre la commune d'Uccle et la fondation Constant Vanden Stock pour la période du 15 septembre 2020 au 15 juin 2022.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van de verlenging en de ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Constant Vanden Stock Foundation.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel sinds 6 jaar deelneemt aan het project van de Constant Vanden Stock Foundation voor de organisatie en coördinatie van voetbaltraining voor jongeren van 10 tot 14 jaar;

Gelet op het enthousiasme van de vzw Animatie en Preventie, belast met de selectie en de omkadering van de kinderen;

Overwegende dat we nog steeds een synthetisch terrein van het complex Neerstalle ter beschikking kunnen stellen op woensdagnamiddag;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 27 september 2018 zijn goedkeuring heeft verleend aan de verlenging en de ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Constant Vanden Stock Foundation;

Aangezien de Constant Vanden Stock Foundation vrij laat van zich laten horen heeft, legt de Sportdienst de verlenging van de overeenkomst voor de periode van 15 september 2020 tot 15 juni 2022 ter goedkeuring met terugwerkende kracht voor aan de vergadering, Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging en de ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Constant Vanden Stock Foundation voor de periode van 15 september 2020 tot 15 juni 2022.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
convention 2020-2022.pdf*

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

25.02.2021/A/0019 **Propriétés communales.- Rue de Verrewinkel.- Construction d'une passerelle cyclo-pédestre parallèle au pont routier et enjambant la ligne de chemin de fer numéro 26.- Approbation du principe, des conditions et du projet de convention avec le propriétaire-gestionnaire.- Adoption d'un nouveau texte de convention.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu le Protocole d'accord établi le 31 novembre 2016 et signé par la Commune d'Uccle, le Ministre fédéral en charge de BELIRIS, pouvoir finançant, et le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la délibération n° 016/28.03.2019/A/0008 par laquelle le Conseil communal a adopté le mode de passation et les documents du marché, et fixé les conditions de l'entreprise en vue de la construction d'une passerelle pédestre et cyclable, rue de Verrewinkel, à proximité du Lycée Français Jean Monnet et parallèle au pont routier enjambant la ligne SNCB n° 26;

Vu la délibération n° 016/28.05.2020/A/0014 par laquelle le Conseil communal a approuvé le principe et les conditions, et adopté le projet de convention avec le propriétaire-gestionnaire, qui porte sur la création d'une passerelle piétonne et cyclable, surplombant la ligne de chemins de fer n° 26, attenante et parallèle au pont de chemin de fer, propriété de la société INFRABEL, destinée à être intégrée au réseau des voiries de la Commune d'Uccle, comme une extension de la rue de Verrewinkel;

Vu la lettre datée du 20 juillet 2020, par laquelle Bruxelles Pouvoirs Locaux demandait la transmission "in extenso", pour examen, de la délibération du Conseil susvisée;

Vu la réponse, sous la forme d'un courrier électronique en date du 26 octobre 2020, par laquelle Bruxelles Pouvoirs Locaux a fait savoir qu'il n'avait pas de remarque sur le projet de convention à propos duquel le délai d'examen avait expiré le 21 août;

Considérant, toutefois, que, par un nouveau courrier électronique daté du 26 novembre 2020, une déléguée d'INFRABEL, en charge du dossier, a annoncé que la version de la convention sur laquelle le Conseil communal s'est prononcé, le 28 mai 2020, n'était pas celle contenant les adaptations voulues entre-temps par la société qu'elle représente, et

qu'il conviendrait donc pour les autorités communales de faire adopter un nouveau texte transmis en annexe de son e-mail;

Qu'étant donné les exigences de sécurité et le souci de prévoir la responsabilité de l'utilisateur d'une installation aérienne prenant appui dans le domaine ferroviaire sous-jacent, le propriétaire-gestionnaire du domaine public estime utile d'intégrer au nouveau projet convention des clauses protectrices du domaine ferroviaire;

Considérant que cette seconde version de la convention, appelée à remplacer la précédente, sans supprimer les conditions mises par la Commune d'Uccle ni ajouter de contrepartie financière à l'utilisation du domaine public, ne soulève aucune remarque de la part du Service de la Voirie;

Que tout au plus une valeur recognitive égale à un euro symbolique, peut-elle être due au propriétaire du domaine ferroviaire;

Considérant que les travaux d'infrastructure, incluant l'installation de la passerelle, sont planifiés pour le début du mois de mai prochain, ce qui nécessitera une interruption du trafic sur la ligne de chemin de fer;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de modifier le décisoire de sa délibération n° 016/28.05.2020/A/0014, en approuvant, en lieu et place du projet adopté en séance du 28 mai 2020, le projet de convention transmis par la société anonyme de droit public INFRABEL, en date du 26 novembre 2020, avec les clauses et conditions qui y sont ajoutées, à la demande de cette société.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Verrewinkelstraat.- Bouw van een brug voor voetgangers en fietsers evenwijdig met de brug voor het wegverkeer en over spoorlijn 26.- Goedkeuring van het principe, van de voorwaarden en van het ontwerp van overeenkomst met de eigenaar-beheerder.- Goedkeuring van een nieuwe tekst van de overeenkomst.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Gelet op het protocolakkoord opgesteld op 31 november 2016 en ondertekend door de gemeente Ukkel, de federale minister bevoegd voor BELIRIS, financierende macht, en de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/28.03.2019/A/0008, waardoor de gemeenteraad de plaatsingswijze en de opdrachtdocumenten goedgekeurd heeft en de voorwaarden van de aanneming vastgelegd heeft met het oog op de bouw van een brug voor voetgangers en fietsers in de Verrewinkelstraat, dicht bij het Frans Lyceum Jean Monnet en evenwijdig met de brug voor het wegverkeer over NMBS-lijn 26;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/28.05.2020/A/0014, waardoor de gemeenteraad het principe en de voorwaarden en het ontwerp van overeenkomst met de eigenaar-beheerder goedgekeurd heeft, dat betrekking heeft op de aanleg van een brug voor voetgangers en fietsers over spoorlijn 26, grenzend en evenwijdig aan de spoorwegbrug, eigendom van de firma INFRABEL, bestemd om in het wegennet van de gemeente Ukkel opgenomen worden als een uitbreiding van de Verrewinkelstraat;

Gelet op de brief van 20 juli 2020 waarin Brussel Plaatselijke Besturen de overdracht "in extenso" van de voornoemde beraadslaging van de raad vroeg voor onderzoek;

Gelet op het antwoord, in de vorm van een e-mail van 26 oktober 2020, waarin Brussel Plaatselijke Besturen laat weten dat het geen opmerkingen heeft over het ontwerp van

overeenkomst waarvoor de onderzoekstermijn verstreken was op 21 augustus;
Overwegende echter dat een afgevaardigde van INFRABEL, belast met het dossier, in een nieuwe e-mail van 26 november 2020 aangekondigd heeft dat de versie van de overeenkomst waarover de gemeenteraad zich op 28 mei 2020 uitgesproken heeft niet de versie was met de aanpassingen die de firma die ze vertegenwoordigt intussen wou doorvoeren, en dat de gemeentelijke overheden dus een nieuwe tekst, in de bijlage bij haar e-mail, moeten goedkeuren;

Dat gezien de veiligheidseisen en de bezorgdheid om de aansprakelijkheid van de gebruiker van een bovengrondse installatie die steunt op het onderliggende spoorwegdomein te voorzien, de eigenaar-beheerder van het openbaar het nuttig acht om in het nieuwe ontwerp van overeenkomst bepalingen ter bescherming van het spoorwegdomein op te nemen;

Overwegende dat deze tweede versie van de overeenkomst, die de vorige vervangt, zonder de voorwaarden te schrappen die door de gemeente Ukkel gesteld werden of een financiële compensatie toe te voegen voor het gebruik van het openbaar domein, geen enkele opmerking van de Wegendienst opwerpt;

Dat hoogstens een waarde van erkenning gelijk aan een symbolische euro verschuldigd kan zijn aan de eigenaar van het spoorwegdomein;

Overwegende dat de infrastructuurwerken, met inbegrip van de plaatsing van de loopbrug, gepland zijn voor het begin van de volgende maand mei, wat een onderbreking van het verkeer op de spoorlijn vereist;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de beslissing van zijn beraadslaging nr. 016/28.05.2020/A/0014 te wijzigen door in plaats van het ontwerp goedgekeurd in zitting van 28 mei 2020 het ontwerp van overeenkomst, bezorgd op 26 november 2020 door de publiekrechtelijke naamloze vennootschap INFRABEL, goed te keuren met de bepalingen en de voorwaarden die eraan toegevoegd werden op vraag van deze vennootschap.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2020 11 26 Proj.INFRABEL adapt.-passerelle pont Verrewinkel.pdf, 2020

Proj.conv.INFRABEL-créa.passerelle.pdf, 2020 05 28 Délib CC-princ.&cond.+proj.conv.-

BOS 34590-NL.pdf, 2020 05 28 Délib CC-princ.&cond.+proj.conv.-BOS 34590-FR.pdf

25.02.2021/A/0020 **Propriétés communales/Régie foncière.- Crise sanitaire du Covid-19 - conséquences des mesures de fermeture, d'interdiction de pratiquer certains métiers et activités, et de couvre-feu.- Examen de la possibilité d'accorder un nouveau geste financier à certains co-contractants de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 232 et 233, alinéa 1er;

Vu la délibération n° 016/30.04.2020/A/0011, par laquelle le Conseil communal a décidé d'accorder à certaines catégories de co-contractants de la Commune d'Uccle une exonération des loyers, canons emphytéotiques et redevances d'occupation d'une durée de deux mois;

Considérant que, par la délibération susvisée du 30 avril 2020, le Conseil communal envisageait de réexaminer la situation si une nouvelle prolongation du délai de

confinement, était à nouveau décidée;

Considérant qu'en raison des mesures de fermeture administrative, d'interdiction de pratiquer certains métiers et activités, et de couvre-feu nocturne décidées par le Gouvernement fédéral, à la fin d'octobre 2020, afin de protéger la population belge et d'enrayer la propagation du Covid-19, et qui restent, pour la plupart d'entre elles, en vigueur jusqu'au 1er mars 2021, l'exercice des métiers de contact, du secteur HORECA ainsi que des activités sportives au-dessus de l'âge de 12 ans, de même que les activités de réunions intérieures, demeurent interdites jusqu'à nouvel ordre;

Considérant que le Collège échevinal a marqué un accord de principe, en sa séance du 8 décembre 2020, en vue d'une exonération de deux mois de loyers, redevances d'occupation et canons emphytéotiques, en faveur des catégories suivantes de co-contractants :

- secteur HORECA;
- rez commerciaux;
- clubs sportifs;

Considérant, cependant, que d'autres catégories de co-contractants, privées de l'utilisation des surfaces qu'elles occupent, connaissent de sérieuses difficultés et ont exprimé la demande d'obtenir un geste financier de la part de la Commune d'Uccle :

- les A.S.B.L. à but culturel;
- les A.S.B.L. à finalité sociale;

Vu que le geste financier serait limité à une remise de deux mois de loyers, redevances et canons emphytéotiques, à l'exception du secteur Horeca pour lequel l'exonération perdurerait tant que la réouverture n'est pas décidée;

Que ce geste financier, relatif aux mois de novembre et décembre 2020, serait appliqué aux loyers, redevances et canons des mois de janvier et février 2021;

Que pour le secteur Horeca, le geste financier, débutant au mois de novembre 2020, serait appliqué à partir du mois de janvier 2021 et aussi longtemps que la réouverture du secteur n'est pas décidée,

Décide, à titre exceptionnel et temporaire, en raison des mesures de fermeture administrative, d'interdiction de pratiquer certains métiers et activités, et du couvre-feu nocturne en vigueur :

- d'octroyer une exonération de deux mois des loyers, canons emphytéotiques et redevances d'occupation, en janvier et février 2021, au bénéfice des catégories suivantes de co-contractants de la Commune d'Uccle :

- les rez commerciaux;
- les clubs sportifs;
- les A.S.B.L. à but culturel;
- les A.S.B.L. à finalité sociale;

- d'octroyer pour le secteur Horeca, une exonération des loyers, canons emphytéotiques et redevances d'occupation débutant au mois de novembre 2020 et maintenue aussi longtemps que la réouverture du secteur n'est pas décidée ; que cette exonération serait appliquée à partir du mois de janvier 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeente-eigendommen/Grondregie.- Gezondheidscrisis COVID-19 - gevolgen van

de maatregelen tot sluiting, het verbod op het uitoefenen van bepaalde beroepen en activiteiten en de avondklok - onderzoek van de mogelijkheid om een nieuwe financiële geste toe te kennen aan bepaalde medecontractanten van de gemeente Ukkel.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikelen 232 en 233, 1e lid;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/30.04.2020/A/0011, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om aan bepaalde categorieën van medecontractanten van de gemeente Ukkel een vrijstelling van de huur, erfpachtcanons en gebruiksvergoedingen toe te kennen voor een duur van twee maanden;

Overwegende dat de gemeenteraad door de voornoemde beraadslaging van 30 april 2020 overwoog om de situatie te herbeoordelen indien er opnieuw beslist werd tot een verlenging van de lockdowntermijn;

Overwegende dat wegens de maatregelen van administratieve sluiting, het verbod op het uitoefenen van bepaalde beroepen en activiteiten en de avondklok, eind oktober 2020 beslist door de federale regering om de Belgische bevolking te beschermen en de verspreiding van COVID-19 een halt toe te roepen, en waarvan de meeste van kracht blijven tot 1 maart 2021, het uitoefenen van contactberoepen, van de horecasector en van sportactiviteiten boven de leeftijd van 12 jaar, alsook activiteiten met samenkomsten binnen, tot nader order verboden blijven;

Overwegende dat het schepencollege in zitting van 8 december 2020 een principeakkoord verleend heeft met het oog op een vrijstelling van twee maanden van huur, gebruiksvergoedingen en erfpachtcanons ten gunste van de volgende categorieën van medecontractanten :

- Horecasector;
- Gelijkvloerse handelsverdiepingen;
- Sportclubs;

Overwegende echter dat andere categorieën van medecontractanten, ontnomen van het gebruik van de oppervlakken die ze bezetten, ernstige moeilijkheden kennen en de vraag geformuleerd hebben om een financiële geste van de gemeente Ukkel te krijgen :

- De V.Z.W.'s met een cultureel doel;
- De V.Z.W.'s met maatschappelijk oogmerk;

Aangezien de financiële geste beperkt zou zijn tot een kwijtschelding van twee maanden huur, vergoedingen en erfpachtcanons, met uitzondering van de horecasector, waarvoor de vrijstelling zou voortduren zolang er niet beslist is tot een heropening;

Dat deze financiële geste met betrekking tot de maand november en december 2020 toegepast zou worden op de huur, vergoedingen en canons van de maand januari en februari 2021;

Dat voor de horecasector de financiële geste, die aanvangt in november 2020, toegepast zou worden vanaf januari 2021 en zolang er niet beslist werd tot een heropening van de sector,

Beslist, bij wijze van uitzondering en tijdelijk, wegens de geldende maatregelen van administratieve sluiting, het verbod op het uitoefenen van bepaalde beroepen en activiteiten en de avondklok :

- een vrijstelling van twee maanden van huur, erfpachtcanons en gebruiksvergoedingen toe

te kennen, in januari en februari 2021, ten gunste van de volgende categorieën van medecontractanten van de gemeente Ukkel :

- de gelijkvloerse handelsverdiepingen;
- de sportclubs;
- de V.Z.W.'s met een cultureel doel;
- de V.Z.W.'s met maatschappelijk oogmerk;
- voor de horecasector een vrijstelling van de huur, erfpachtcanons en gebruiksvergoedingen toe te kennen die aanvangt in november 2020 en behouden blijft zolang er niet beslist werd tot een heropening van de sector; dat deze vrijstelling toegepast zou worden vanaf januari 2021.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_CC_fr_34139 - 30 04 2020.pdf, 2021 Liste bénéficiaires exonérations PC-crise Covid 19.pdf, 2021 Liste bénéficiaires exonérations RF-crise Covid 19.pdf

Régie foncière - Grondregie

25.02.2021/A/0021 **Régie foncière.- Acquisition amiable projetée de l'immeuble sis 875, chaussée d'Alseberg.- Approbation d'un plan d'expropriation avec tableau d'emprises.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l'article 54;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville par l'aménagement du territoire, spécialement l'article 14 portant sur les opérations et actes éligibles, à savoir, en l'espèce, la lutte contre les biens inoccupés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 novembre 2019 portant élaboration et adoption de la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2020 »;

Vu la circulaire du Ministre-Président du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Vu la délibération numéro 016/17.12.2020/A/0009, par laquelle le Conseil communal a décidé, notamment, de procéder à l'acquisition, pour cause d'utilité publique, de la maison sise chaussée d'Alseberg, 875, par la voie d'une cession amiable ou, à défaut, après négociations, au moyen d'une expropriation forcée, en fixant le prix d'achat total au montant maximal de 248.625,00 €, toutes indemnités comprises mais hors frais, droits et honoraires de notaire éventuels, de charger le Service de la Régie foncière d'entamer des négociations avec le propriétaire, dans le but d'amener celui-ci à un accord sur le prix estimé par Bruxelles Fiscalité, et de solliciter du Gouvernement régional un arrêté autorisant la Commune d'Uccle à poursuivre l'expropriation du bien visé par la voie

judiciaire, ce de façon à se prémunir contre l'éventualité d'un refus définitif du propriétaire de céder son bien à l'amiable;

Considérant que l'acquisition projetée de la maison sise 875, chaussée d'Alseberg, ainsi que sa rénovation subséquente, s'inscrivent dans le cadre du programme de Politique de la Ville (Axe 1), avec pour objectifs d'augmenter l'offre de logement assimilé au logement social, ainsi que de lutter contre l'inoccupation foncière et les chancres urbains sur le territoire communal;

Considérant, de plus, que la Commune d'Uccle est propriétaire des maisons cotées 867, 971 et 873, chaussée d'Alseberg, voisines de l'immeuble dont l'acquisition est projetée;

Qu'en outre, elle envisage d'acquérir, dans l'avenir, plusieurs autres immeubles dans la même zone, le long de la chaussée d'Alseberg et vers l'angle de la rue de Stalle, à proximité du carrefour d'Uccle Globe, avec le souci de rationaliser la gestion du parc immobilier public à cet endroit, en constituant un ensemble bâti cohérent de nature à permettre le développement de projets;

Considérant que la délibération du Conseil communal susvisée, n'a soulevé aucune objection de la part de l'autorité de tutelle, ainsi que l'atteste son courrier daté du 14 janvier 2021;

Considérant, renseignements pris, que l'administration régionale compétente pour instruire les demandes d'arrêtés du Gouvernement autorisant les communes à exproprier, en extrême urgence, et qui portent sur des opérations subsidiables sur la base de la Politique de la Ville, est Urban (Direction de l'Urbanisme), et non Perspective qui, elle, est compétente pour instruire les demandes qui s'inscrivent dans le cadre des plans d'aménagement visés par le CoBAT.

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

- d'adopter le plan d'expropriation avec tableau des emprises limité, en l'espèce, à une seule parcelle;
- de transmettre la présente délibération accompagnée du plan d'expropriation et tableau des emprises, ainsi que les autres pièces annexes qui seraient exigées et qui entrent dans la composition du dossier devant être instruit, à Bruxelles Pouvoirs Locaux qui les fera suivre auprès d'Urban - Direction de l'Urbanisme;
- de solliciter du Gouvernement régional l'adoption d'un arrêté autorisant la Commune d'Uccle, si nécessaire, à prendre possession immédiatement, pour cause d'utilité publique, et à exproprier en extrême urgence, par la voie judiciaire, la parcelle identifiée dans la 6e division, section A, sous le numéro cadastral 130 R.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

**Grondregie.- Geplande onderhandse aankoop van het gebouw gelegen
Alsebergsesteenweg 875.- Goedkeuring van het onteigeningsplan met tabel der
innemingen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 54;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017

houdende het stadsbeleid via ruimtelijke ordening, in het bijzonder artikel 14 met betrekking tot de in aanmerking komende operaties en handelingen, meer bepaald in dit geval de strijd tegen leegstaande goederen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 november 2019 houdende uitwerking en goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2020";

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van 22 december 2015 met betrekking tot de aankoop of de vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot onroerende goederen;

Gelet op de beraadslaging nr. 016/17.12.2020/A/0009, waardoor de gemeenteraad beslist heeft over te gaan tot de aankoop ten algemene nutte van het huis gelegen Alsebergsesteenweg 875 door middel van een afstand in der minne of, bij gebrek, na onderhandelingen door middel van een gedwongen onteigening, door de totale aankoopprijs vast te leggen op het maximumbedrag van € 248.625,00, alle vergoedingen inbegrepen maar zonder eventuele notariskosten, -rechten en -erelonen, de dienst Grondregie ermee te belasten onderhandelingen aan te knopen met de eigenaar met als doel hem te brengen tot een akkoord over de door Brussel Fiscaliteit geraamde prijs en van de gewestregering een besluit te vragen dat de gemeente Ukkel toestaat om de onteigening van het beoogde goed via gerechtelijke weg na te streven, om zich te beschermen tegen een eventuele definitieve weigering van de eigenaar om in der minne afstand te doen van zijn goed;

Overwegende dat de geplande aankoop van het huis gelegen Alsebergsesteenweg 875 en de daaropvolgende renovatie ervan passen in het kader van het programma Stadsbeleid (pijler 1), met als doelstelling om het aanbod van met sociale woningen gelijkgestelde woningen te verhogen en te strijden tegen grondleegstand en de stadskankers op het gemeentelijk grondgebied;

Overwegende bovendien dat de gemeente Ukkel eigenaar is van de huizen in de Alsebergsesteenweg 867, 971 en 873, in de buurt van het gebouw waarvan de aankoop gepland is;

Dat ze bovendien overweegt om in de toekomst meerdere andere gebouwen in hetzelfde gebied langs de Alsebergsesteenweg en richting de hoek van de Stallestraat, dicht bij het kruispunt Ukkel Globe, aan te schaffen met als doel om het beheer van het openbaar vastgoedpark op deze plaats te rationaliseren door een samenhangend gebouwenbestand te vormen zodat er projecten ontwikkeld kunnen worden;

Overwegende dat de voornoemde beraadslaging van de gemeenteraad geen enkel bezwaar van de toezichthoudende overheid opgeworpen heeft, zoals blijkt uit haar brief van 14 januari 2021;

Overwegende, na inlichtingen ingewonnen te hebben, dat het gewestbestuur dat bevoegd is om de aanvragen tot besluiten van de regering te behandelen die de gemeentes toestaan om in extreme hoogdringendheid te onteigenen en die betrekking hebben op subsidieerbare operaties op basis van het Stadsbeleid, Urban (Directie Stedenbouw) is en niet Perspective, dat bevoegd is om de aanvragen te behandelen die passen in het kader van de plannen van aanleg beoogd door het BWRO;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het onteigeningsplan met tabel der innemingen, in dit geval beperkt tot een enkel perceel, goed te keuren;
- de onderhavige beraadslaging samen met het onteigeningsplan en de tabel der innemingen, alsook alle andere bijlagen die vereist zouden zijn en die behoren tot de samenstelling van het dossier dat behandeld moet worden, te bezorgen aan Brussel Plaatselijke Besturen, dat ze zal doorsturen naar Urban - Directie Stedenbouw;

- van de gewestregering de goedkeuring van een besluit te vragen dat de gemeente Ukkel indien nodig toestaat om het perceel gekadastraerd in de 6e afdeling, sectie A, onder kadastraal nummer 130 R onmiddellijk ten algemene nutte in bezit te nemen en het in extreme hoogdringendheid via gerechtelijke weg te onteigenen.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

estimation bxl fiscalité.pdf, 2021 01 14 Notif.Tutelle-accord délib.CC 17-01-20.pdf, 2021 Plan expropriation parcelle+tab.emprises.pdf, 2020 12 17 Délib CC-approb.princ.& cond. achat+dem.arrêté Gouv.-FR.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Architecture - Architectuur

25.02.2021/A/0022 **Ecole du Merlo.- Reconstruction (phase 2).- Approbation du projet, de l'estimation, de la modification budgétaire et du mode de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 25 juin 2019, le Collège a désigné la firme INTERCONSTRUCT S.A. à 7700 Mouscron en qualité d'entrepreneur-adjudicataire desdits travaux aux conditions de son offre s'élevant au montant vérifié et arrondi à 2.400.000,00 € (révision, travaux imprévus et TVA compris);

Considérant la mauvaise interprétation, de la part de la société Interconstruct ,des conditions d'accès au chantier énoncées dans le cahier spécial des charges;

Considérant que cette interprétation erronée du cahier des charges entraînerait un surcoût de ± 500.000 €;

Attendu qu'une résiliation à l'amiable avec la société Interconstruct a, dès lors été faite ;

Attendu qu'après renseignements pris auprès des pouvoirs subsidiant ceux-ci nous confirment que les subsides sont maintenus à savoir 576.000,00 EUR par la Région de Bruxelles-Capitale et 1.377.349,00 EUR par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant qu'il y convient dès lors de relancer le marché ;

Attendu que le cahier spécial des charges rédigé par nos services prévoit une estimation de 2.642.766,27 EUR HTVA ou 2.801.332,25 € TVAC, cette dernière somme étant encore à majorer pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus, ce qui en porte le montant 3.000.000,00 EUR (majoration et TVAC);

Considérant qu'une modification budgétaire de 3.000.000,00 EUR doit être sollicitée à l'article 75101/722-60/96 du budget extraordinaire de 2021 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 35, 1° et 36;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et notamment les articles 8 et 19,

Décide, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire :

- d'approuver le projet dressé par les services communaux ;

- d'approuver l'estimation arrondie au montant de 3.000.000,00 EUR (majoration et TVAC) ;
- d'approuver le mode de passation du marché soit une procédure ouverte ;
- de transmettre la présente décision aux pouvoirs subsidiaires.

M. l'Echevin Biermann précise qu'il s'agit du lancement d'un nouveau marché pour la phase 2 de la reconstruction de l'école du Merlo.

En raison d'un problème important avec le soumissionnaire désigné en vue de ce marché public, le Collège a été contraint de lancer une nouvelle procédure, en l'occurrence un marché en procédure ouverte, donc sans mesure exceptionnelle justifiée par l'urgence, vu que l'impact sur l'organisation de la vie scolaire n'aurait guère été différent en cas d'adoption d'une procédure plus rapide.

M. De Bock signale que le groupe Défi s'abstiendra sur ce point, non en raison d'une hostilité quelconque à l'égard de ce projet, dont il est au contraire un chaud partisan, mais en raison de réserves à l'égard du mode de passation du marché.

Selon M. De Bock, il aurait fallu consulter les différents soumissionnaires avant de modifier le cahier des charges.

M. Hayette est un partisan enthousiaste de ce projet, et ce d'autant plus que la rénovation de cette école contribuera à la revitalisation du quartier du Merlo, souvent délaissé.

Il convient à présent de s'investir dans l'aménagement des 110 nouveaux logements sociaux prévus à la Cité du Merlo.

M. l'Echevin Biermann précise que Binhôme s'apprête à introduire la demande de permis d'urbanisme pour la rénovation de la Cité du Merlo et qu'un partenariat est envisagé avec la commune pour agrandir la petite bibliothèque installée dans l'immeuble à l'initiative du CPAS.

M. Cools comprend les réserves d'ordre juridique de M. De Bock mais votera en faveur de ce point.

Le dossier de l'école du Merlo a traîné en raison des attermolements des ministres successifs de la Communauté française, qui ont toujours refusé d'octroyer des subsides pour la rénovation de cette école.

Pourtant, il s'agit d'un établissement qui dispense un enseignement primaire spécialisé, dont l'importance ne peut être mise en doute et dont la continuité est assurée au niveau secondaire par l'Institut communal professionnel des Polders (ICPP).

Les subsides ont finalement pu être débloqués pour effectuer une rénovation nécessaire à la sécurité des enfants.

M. Cohen se réjouit de la reconstruction de l'école du Merlo mais s'inquiète pour la tranquillité des riverains, qui vont devoir supporter simultanément deux chantiers, celui de l'école et celui des logements sociaux.

Il demande donc au Collège de veiller à réduire les bruits et les vibrations causés par le casse-vitesse installé juste devant l'école.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Emmanuel De Bock.

School Merlo.- Wederopbouw (fase 2).- Goedkeuring van het ontwerp, van de

raming, van de begrotingswijziging en van de gunningswijze van de opdracht.

De Raad,

Aangezien het College in zitting van 25 juni 2019 de firma INTERCONSTRUCT N.V. te 7700 Mouscron aangesteld heeft als aannemer voor deze werken op de voorwaarden van haar offerte, die het nagekeken en afgeronde bedrag van € 2.400.000,00 beloopt (inclusief herziening, onvoorziene werken en btw);

Overwegende de verkeerde interpretatie van de firma Interconstruct van de toegangsvoorwaarden tot de werken, vermeld in het bestek;

Overwegende de verkeerde interpretatie van het lastenboek een meerkost van ± 500.000 € als gevolg heeft;

Aangezien bijgevolg een onderhandse ontbinding met de firma Interconstruct nv plaatsgevonden heeft;

Aangezien na inlichtingen bij de subsidiërende overheden deze ons bevestigen dat de subsidies behouden worden, meer bepaald € 576.000,00 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en € 1.377.349,00 van de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat de opdracht bijgevolg opnieuw uitgeschreven moet worden;

Aangezien het door onze diensten opgestelde bestek een raming voorziet van € 2.642.766,27 excl. btw of € 2.801.332,25 incl. btw, waarbij dit laatste bedrag nog vermeerderd moet worden om de toepassing te dekken van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken, wat het bedrag op € 3.000.000,00 brengt (inclusief vermeerdering en btw);

Overwegende dat er een begrotingswijziging van € 3.000.000,00 gevraagd moet worden op artikel 75101/722-60/96 van de buitengewone begroting van 2021 om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het bovenvermelde project;

Gelet op artikel 234, 1e lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 35, 1° en 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, meer bepaald artikel 8 en 19,

Beslist, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging :

- het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp goed te keuren;
- de op het bedrag van € 3.000.000,00 (incl. vermeerdering en btw) afgeronde raming goed te keuren;
- de plaatsingswijze van de opdracht, namelijk een openbare procedure, goed te keuren;
- de financiering van de uitgave goed te keuren door een lening aan te vragen + subsidies;
- de onderhavige beslissing over te maken aan de subsidiërende overheden.

***Schepen Biermann** legde uit dat dit een nieuwe opdracht is voor fase 2 van de heropbouw van de school. Wegens een groot probleem met de aangewezen inschrijver moest het college een nieuwe procedure lanceren, in dit geval een openbare procedure, dus zonder dringende gerechtvaardigde uitzonderingsmaatregel, aangezien de gevolgen voor de organisatie van het schoolleven niet veel anders zouden zijn geweest indien een snellere procedure was gevolgd.*

***De h. De Bock** verklaart dat Défi een groot voorstander is van het project maar zich toch zal onthouden omwille van bedenkingen bij de plaatsingsprocedure van de opdracht. Volgens hem moesten de verschillende inschrijvers geraadpleegd worden alvorens het bestek te wijzigen.*

***De h. Hayette** is een enthousiast voorstander van dit project, vooral omdat de renovatie van deze school zal bijdragen tot de revitalisering van de vaak verwaarloosde Merlowijk.*

Het is tijd om te investeren in de ontwikkeling van de 110 nieuwe sociale woningen die in de Cité du Merlo zijn gepland.

***Schepen Biermann** deelt mee dat Binhôme de indiening voorbereidt van de aanvraag voor de bouwvergunning voor de renovatie van de Cité du Merlo en dat een partnerschap met de gemeente wordt overwogen voor de uitbreiding van de kleine bibliotheek die er op initiatief van het OCMW werd geïnstalleerd.*

***De h. Cools** begrijpt de juridische bezwaren van de h. De Bock maar zal voor dit punt stemmen. Dit dossier is blijven aanslepen door het uitstel van de opeenvolgende ministers van de Franse Gemeenschap die steeds geweigerd hebben subsidies toe te kennen voor de renovatie van deze school. De school biedt echter gespecialiseerd basisonderwijs, waarvan het belang niet in twijfel kan worden getrokken, en waarvan de continuïteit op middelbaar niveau wordt gewaarborgd door het Institut communal professionnel des Polders (ICPP). Er zijn eindelijk subsidies vrijgemaakt voor de renovatie die noodzakelijk is voor de veiligheid van de kinderen.*

***De h. Cohen** is tevreden over de heropbouw van de school maar maakte zich zorgen over de rust van de omwonenden die met twee werven te maken zullen krijgen (school - sociale woningen). Hij verzoekt het college te waken over het lawaai en de trillingen die worden veroorzaakt door de snelheidsremmer voor de school.*

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Emmanuel De Bock.

104 annexes / 104 bijlagen

12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 03-Ht0PLa.pdf, MER_IMPETRANT PROJET DEMOLITION PAVILLONS.pdf, MER_MR_TOUS_NL.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_002_B.pdf, MER_10.002_PLAN DE TOITURE_DAKKEN PLAN_.pdf, 04-2969_MERLO_SECA_Analyse de risques incendie_Fiche 6_20201116.pdf, MER_04_CSC_01_ARCHI_FR.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 07-Abords.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_003_B.pdf, Ecole du Merlo - PSS.pdf, MER_15.001_BORDEREAU DES PORTES INTERIEURES - BINNENDEURLIJST_.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20181011-104_Réseaux enterrés - Ondergrondse Netwerken.pdf, MER_ESSAI DE SOL.pdf, 04_2969_MERLO_HVAC_CDC_IndA_190221_FR.pdf, MER_04_CSC_06_PG_SAN_NL.pdf, attestation+de+visite+Nl.pdf, Conformverklaring 00283936_20112020.pdf, 04-2969_MERLO_ELEC_CDC_IndB_Fr_20190218.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_001_B.pdf, MER_04_CSC_04_PG_HVAC_FR.pdf, 04-2969_MERLO_SECA_Analyse de risques incendie_Fiche 2_20201116.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_102_A.pdf, 01_MER_Liste des documents_AR.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_001_B.pdf, 04-2969_MERLO_SECA_Analyse de risques incendie_Fiche 5_20201116.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 05-Fond a.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-103 incendie.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 02-Ht+1SECa.pdf, MER_15.002_BORDEREAU DES CHASSIS - RAAMLIJST_.pdf, MER_MD_AR_FR_NL.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190219-101 DATA.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-PLAN 04-Ht0SECa.pdf, MER_13.101 - ESC INT_INTERNE TRAP_.pdf, MER_15.000_BORDEREAU DES PORTES EXTERIEURES - BUITENDEURLIJST_.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_001_B.pdf, 04-2969_MERLO_EL_INCENDIE_103_IndB_20201116.pdf, MER_10.200_PLAN D'ÉGOUTTAGE_RIOLERINGSPLAN_.pdf, MER_12.001_EST-OUEST_OOST-

WEST_.pdf, MER_11.000_COUPES (AA-BB-CC)_SNEDEN (AA-BB-CC)_.pdf,
MER_13.102 - ESCEXNT_EXTERNE TRAP_.pdf, formulaire+d'offre.pdf, 04-
2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-Réseaux enterrés - Ondergrondse
Netwerken.pdf, 03_12073_17 Ecole Merlo - Liste des plans.pdf, 12073-17 - Ecole Merlo-
PLAN 01-Ht+1PLa.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_002_B.pdf,
MER_04_CSC_09_ELEC_NL.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_101_A.pdf,
MER_04_CSC_05_HVAC_NL.pdf, MER_11.001_COUPES (DD-EE)_SNEDEN (DD-
EE)_.pdf, MER_04_CSC_05_HVAC_FR.pdf, attestation+de+visite.pdf,
MER_IMPETRANT AS BUILD.pdf, MER_04_CSC_09_ELEC_FR.pdf, MER_10.000_REZ
DE CHAUSSÉE_GELIJKVLOER PLAN_2.pdf, MER_04_CSC_04_PG_HVAC_NL.pdf,
MER_ETAN-ETANCONNAGE - SCHOREN_.pdf, MER_MR_TOUS_FR.pdf,
MER_04_CSC_06_PG_SAN_FR.pdf, MER_13.100 - COUPES DETAILS_DETAILS
SNEDEN_.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_003_B.pdf, formulaire+d'offre++nl.pdf, 04-
2969_Uccle_Merlo_Rapport_Analyse de risque incendie_IndA_fr_201116.pdf,
MER_04_CSC_03_STAB_NL.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-100-1
TGEBT-TD 'Communs'.pdf, 04-2969_MERLO_SECA_Analyse de risques incendie_Fiche
1_20201116.pdf, MER_04_CSC_07_SAN_FR.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_002_B.pdf,
MER_04_CSC_08_PG_ELEC_FR.pdf, 04-2969_MERLO_SECA_Analyse de risques
incendie_Fiche 4_20201116.pdf, MER_12.000_NORD-SUD_NOORD-ZUID_.pdf,
MER_04_CSC_02_PG_STAB_NL.pdf, MER_04_CSC_00_ADMIN_NL.pdf,
MER_10.001_1er ÉTAGE_1ste VERDIEPING_.pdf,
MER_04_CSC_08_PG_ELEC_NL.pdf, 04_2969_MER_SAN_PR_004_B.pdf,
MER_10.040_PLAN D'IMPLANTATION_LIGGINGSPANNEN_.pdf,
MER_04_CSC_00_ADMIN_FR.pdf, MER_13.103 - SANITAIRES_GEZONDHEID_.pdf,
04_2969_MER_TS_PR_004_B.pdf, 04_2969_MER_GAZ_PR_001_B.pdf,
MER_ME_TOUS_NL.pdf, MER_04_CSC_03_STAB_FR.pdf,
02_04_2969_MERLO_BT002_190301.pdf, 04_2969_MER_TS_PR_003_B.pdf, Merlo
School - GVP.pdf, MER_GEOMETRE.dwg, 04_2969_MER_EL_PR_003_B.pdf,
MER_14.000_CARNET ILLUSTRATION- ILLUSTRATIEBOEK.pdf,
04_2969_MER_EL_PR_001_B.pdf, MER_04_CSC_02_PG_STAB_FR.pdf, 04-
2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20181011-102 Acces-intrusion.pdf, 12073-17 - Ecole
Merlo-PLAN 06-Fond Sec a.pdf, MER_ME_TOUS_FR.pdf, TV Ukkel, Merlostraat, 2020-
LO-38 final met bijlagen.pdf, MER_20.040_PLAN D'IMP.
EXIST. LIGGINGSPANNEN BEST. 2.pdf, MER_04_CSC_07_SAN_NL.pdf,
04_2969_MER_EL_PR_002_B.pdf, 04-2969_MERLO_EL_SP_FR_NL_20190221-100-2
TGEBT-TD 'Communs'.pdf, 04_2969_MER_HVAC_PR_004_B.pdf, 04-
2969_MERLO_SECA_Analyse de risques incendie_Fiche 3_20201116.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Propreté publique - Openbare reinheid

25.02.2021/A/0023 **Approbation du Plan Propreté 2021-2024.**

Le Conseil,

Vu que la propreté dans l'espace public représente une préoccupation quotidienne pour les
ucclois;

Vu que celle-ci participe non seulement à la qualité de vie, mais également au sentiment de sécurité de la population;

Etant donné que le service de la propreté entend répondre aux besoins en matière de propreté par une gestion quotidienne communale la plus performante;

Vu que dans cette optique le service de la Propreté a élaboré un plan propreté comprenant des actions et mesures à mettre en œuvre à partir de 2021;

Attendu que ce nouveau plan sera donc un outil pour aider la Commune à améliorer le cadre de vie de ses habitants;

Vu la déclaration de Politique générale,

Décide d'approuver le plan propreté 2021-2024.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het Reinheidsplan 2021-2024.

De Raad,

Aangezien reinheid in de openbare ruimte voor de Ukkelaars een dagelijkse bezorgdheid is;

Aangezien ze niet alleen bijdraagt aan de levenskwaliteit, maar ook aan het gevoel van veiligheid van de bevolking;

Aangezien de dienst Reinheid wil beantwoorden aan de behoeften inzake reinheid door een zo performant mogelijk dagelijks beheer van de gemeente;

Aangezien de dienst Reinheid vanuit dit standpunt een reinheidsplan opgesteld heeft met acties en maatregelen die vanaf 2021 uitgevoerd zullen worden;

Aangezien dit nieuwe plan dus een hulpmiddel zal zijn voor de gemeente om de leefomgeving van haar inwoners te verbeteren;

Gelet op de algemene beleidsverklaring,

Beslist het reinheidsplan 2021-2024 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

PLAN Propreté 2021-2024 def_nl.pdf, PLAN Propreté 2021-2024.pdf

Matériel et expulsions - Materiaal en uitdrijvingen

25.02.2021/A/0024 **Location de bacs à plantes à destination des terrasses Horeca.- Règlement-redevance sur les demandes de prêt de matériel.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu le règlement-redevance relatif au prêt de matériel adopté par le Conseil Communal le 24 mai 2017;

Vu les modifications du règlement-redevance sur les réservations d'emplacements de stationnements sur la voie publique et accessoires approuvé par le Conseil Communal de ce jour;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir les établissements Horeca en permettant aux exploitants de sécuriser leurs terrasses sur les emplacements de parking tout en favorisant l'esthétisme et l'homogénéité;

Qu'il convient dès lors de leur proposer la location et le placement de bacs à plantes uniformisés;

Considérant que les bacs à plantes seront livrés remplis de gravier et terreau, prêts à l'emploi, l'entretien et les plantations restant à charge de l'exploitant;

Considérant que des conseils en matière de plantations durables seront fournis lors de la livraison desdits bacs;

Considérant que la location porterait sur une durée de minimum 1 mois et maximum 7 mois;

Considérant que le nombre de bacs nécessaires à la sécurisation de l'espace défini sera fixé par le service de la voirie en accord avec le service de police;

Qu'il faut compter 3 bacs pour un espace de 0m-5m, entre 4 et 6 bacs pour un espace de 5m-10m, entre 6-7 bacs pour un espace de 10m-15m, entre 7-8 bacs pour un espace de 15m-20m;

Considérant les tarifs forfaitaires suivants qui ont été calculés en tenant compte d'un amortissement de 13,31€/mois/bac et d'en transport A/R de 278 €;

Tableau récapitulatif

1. Tableau des tarifs *:

| 3 BACS | | 4 BACS | | |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|------------------|
| Nombre de mois | Prix Mensuel | Nombre de mois | Prix Mensuel | Nombre de |
| 1 | 320 | 1 | 335 | |
| 2 | 180 | 2 | 195 | |
| 3 | 135 | 3 | 145 | |
| 4 | 110 | 4 | 125 | |
| 5 | 100 | 5 | 110 | |
| 6 | 90 | 6 | 100 | |
| 7 | 80 | 7 | 95 | |

| 6 BACS | | 7 BACS | | 8 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|
| Nombre de mois | Prix Mensuel | Nombre de mois | Prix Mensuel | Nombre de r |
| 1 | 360 | 1 | 375 | |
| 2 | 220 | 2 | 235 | |
| 3 | 175 | 3 | 185 | |
| 4 | 150 | 4 | 165 | |
| 5 | 135 | 5 | 150 | |
| 6 | 130 | 6 | 140 | |
| 7 | 120 | 7 | 135 | |

* Tout mois entamé étant dû.

En gardant le principe qu'en suivant l'avis de la Police et du service voirie, dans le cas où l'agencement demanderait des bacs en plus afin de garantir la sécurité des citoyens, chaque bac en plus sera loué au prix de 13,31€/bac/mois,

Décide d'approuver les modifications du règlement-redevance sur les demandes de prêt

matériel ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Huur van plantenbakken voor de horecaterrassen.- Retributieverordening op de aanvragen voor de lening van materiaal.- Wijzigingen.

De Raad,

Gelet op de retributieverordening op de aanvragen voor de lening van materiaal, goedgekeurd door de gemeenteraad op 24 mei 2017;

Gelet op de wijzigingen aan het retributiereglement voor de reservering van parkeerplaatsen op de openbare weg en toebehoren, goedgekeurd door de gemeenteraad van vandaag;

Overwegende dat de horecazaken ondersteund moeten worden door het aan de uitbaters mogelijk te maken om hun terrassen op de parkeerplaatsen te beveiligen en de esthetische en homogene aard te bevorderen;

Dat hen bijgevolg de huur en de plaatsing van eenvormige plantenbakken voorgesteld moet worden;

Overwegende dat de plantenbakken geleverd worden gevuld met grint en teelaarde, gebruiksklaar, het onderhoud en de beplantingen blijven ten laste van de uitbater;

Overwegende dat er advies over duurzame planten geformuleerd wordt bij de levering van deze bakken;

Overwegende dat de huur betrekking zou hebben op een duur van minstens 1 en hoogstens 7 maanden;

Overwegende dat het aantal nodige bakken voor de beveiliging van de afgebakende ruimte bepaald zal worden door de Wegendienst, in overleg met de politie;

Dat er 3 bakken nodig zijn voor een ruimte van 0-5 meter, 4 tot 6 bakken voor een ruimte van 5-10 meter, 6 tot 7 bakken voor een ruimte van 10-15 meter en 7 tot 8 bakken voor een ruimte van 15-20 meter;

Overwegende de volgende forfaitaire tarieven, die berekend werden rekening houdend met een betaling van € 13,31/maand/bak en een transport heen en terug van € 278;

Samenvattende tabel :

1. Tabel met de tarieven*:

| 3 BAKKEN | | 4 BAKKEN | | 5 BAKKEN |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| Aantal maanden | Maandprijs | Aantal maanden | Maandprijs | Aantal maanden |
| 1 | 320 | 1 | 335 | |
| 2 | 180 | 2 | 195 | |
| 3 | 135 | 3 | 145 | |
| 4 | 110 | 4 | 125 | |
| 5 | 100 | 5 | 110 | |
| 6 | 90 | 6 | 100 | |
| 7 | 80 | 7 | 95 | |

| 6 BAKKEN | | 7 BAKKEN | | 8 BAKKEN |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| Aantal maanden | Maandprijs | Aantal maanden | Maandprijs | Aantal maanden |

| | | | |
|---|-----|---|-----|
| 1 | 360 | 1 | 375 |
| 2 | 220 | 2 | 235 |
| 3 | 175 | 3 | 185 |
| 4 | 150 | 4 | 165 |
| 5 | 135 | 5 | 150 |
| 6 | 130 | 6 | 140 |
| 7 | 120 | 7 | 135 |

* Elke begonnen maand is verschuldigd.

Met behoud van het principe dat volgens het advies van de politie en de Wegendienst, indien de inrichting extra bakken zou vereisen om de veiligheid van de burgers te verzekeren, elke extra bak gehuurd zal worden tegen een prijs van € 13,31/bak/maand,

Beslist de wijzigingen aan de bijgevoegde retributieverordening op de aanvragen voor de lening van materiaal goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20210112règlement+prêt+de+matériel+2021+02+25+NL (1).DOCX,

20210112règlement+prêt+de+matériel+2021+02+25+FR (3).DOCX

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

25.02.2021/A/0025 **Bibliothèque-médiathèque Le Phare.- Prolongation de la convention technique avec PointCulture.**

Le Conseil,

Attendu que le Conseil communal, en sa séance du 12 décembre 2018, a marqué son accord sur la convention technique avec PointCulture;

Vu que cette convention permet de bénéficier de différents services de PointCulture;

Vu qu'après analyse, il est proposé de prolonger la convention pour l'année 2021;

Vu que la convention permet d'obtenir le financement de la médiathèque en raison de 27.607 € par la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Marque son accord sur la prolongation de la convention technique avec PointCulture jusqu'au 31 décembre 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Bibliothèque-médiathèque Le Phare.- Verlenging van de technische overeenkomst met PointCulture.

De Raad,

Gelet op de gemeenteraad in zijn vergadering van 12 december 2018 instemde met de technische overeenkomst met PointCulture;

Aangezien deze overeenkomst het mogelijk maakt om te profiteren van verschillende PointCulture-diensten;

Aangezien het feit dat na analyse wordt voorgesteld de overeenkomst te verlengen voor het jaar 2021;

Aangezien de overeenkomst het mogelijk maakt om de financiering van de mediatheek voor een bedrag van 27.607 € door de Federatie Wallonië-Brussel te verkrijgen,

Keurt de verlenging van de technische overeenkomst met PointCulture tot 31 december 2021 goed.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

convention PointCulture2021.doc

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Nord-Sud / Affaires européennes - Noord-Zuid / Europese zaken

25.02.2021/A/0026 **Affaires européennes.- Prix du citoyen européen.- Approbation du règlement et formulaire.**

Le Conseil,

Vu que conformément à la Déclaration de politique générale, la commune d'Uccle souhaite promouvoir la citoyenneté européenne auprès de la population uccloise et renforcer les liens entre la commune et la communauté européenne;

Vu que la Déclaration de politique générale prévoit la création d'un « Prix du citoyen européen ucclois »;

Vu que le Collège en sa séance du 1er décembre 2020 a donné son accord de principe pour la création « Prix du citoyen européen ucclois »;

Vu que le règlement et le formulaire proposés visent à fixer les objectifs et les règles d'attribution du Prix;

Vu qu'il est prévu de lancer l'appel à candidature du 1er mars au 14 avril 2021,

Décide d'approuver le règlement et le formulaire du Prix du citoyen européen d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Europese Aangelegenheden.- Prijs van de Europese burger.- Goedkeuring van het reglement en het formulier.

De Raad,

Aangezien overeenkomstig de algemene beleidsverklaring de gemeente Ukkel het Europese burgerschap bij de Ukkelse bevolking wil bevorderen en de banden tussen de gemeente en de Europese gemeenschap wil versterken;

Aangezien de algemene beleidsverklaring de invoering van een "Prijs van de Ukkelse Europese burger" voorziet;

Aangezien het college in zitting van 1 december 2020 zijn principeakkoord verleend heeft voor de invoering van de "Prijs van de Ukkelse Europese burger";

Aangezien het voorgestelde reglement en formulier ertoe strekken de doelstellingen en toekenningsvoorwaarden van de prijs vast te leggen;

Aangezien het voorzien is de oproep tot kandidaatstelling te lanceren van 1 maart tot 14 april 2021,

Beslist het reglement en het formulier van de Prijs van de Europese burger van Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Prix du citoyen UE - Règlement def_nl.docx, Prix du citoyen UE - Formulaire def_nl.docx, Prix du citoyen UE - Formulaire def.docx, Prix du citoyen UE - Règlement def.pdf

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Taxes - Belastingen

25.02.2021/A/0027 **Prolongation du dispositif de soutien au monde culturel impacté par les mesures visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19.- Dérogation au Règlement-redevance sur les tournages sur le territoire de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen, et en Belgique, et l'évolution exponentielle du nombre de contaminations;

Considérant l'arrêté ministériel adopté le 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et qui imposait le confinement de la population;

Considérant que ces mesures prévoyaient notamment la fermeture des établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif, sportif et horeca;

Qu'il prévoyait en outre l'interdiction de tout rassemblement et des activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative;

Considérant que l'ensemble des mesures sanitaires prises par le gouvernement fédéral ont eu un impact économique conséquent sur le monde culturel ucclois, belge et international;

Considérant que la phase 1 de déconfinement débutait le 4 mai et que celui-ci s'est fait de

manière progressive;

Qu'en effet, le relâchement des mesures sanitaires visant les activités culturelles se faisait plus lentement que dans d'autres secteurs;

Considérant qu'afin de soutenir le secteur culturel subissant depuis l'adoption de mesures de confinement, des pertes financières importantes, le Collège des Bourgmestres et Echevins, en application l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n° 2020/027 de pouvoirs spéciaux du 28 mai 2020 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19, a pris la décision en séance du 13 juillet 2020 de l'exonération de toute redevance due en vertu du règlement du règlement redevance tel que voté le 23 février 2017, pour la réalisation de tournages de films de fiction et de documentaires ayant lieu entre le 1er juillet 2020 et le 31 décembre 2020;

Que cette décision a par ailleurs été confirmée par le Conseil communal du 10 septembre 2020;

Considérant qu'une deuxième vague de contamination a touché la Belgique dans le courant du mois d'octobre 2020;

Que de nouvelles mesures sanitaires ont été adoptées notamment par l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19 et les arrêtés successifs, aboutissant à un second confinement de la population;

Considérant que le secteur culturel demeure à l'heure actuelle fortement impacté par les mesures de confinement;

Vu le règlement-redevance sur les tournages sur le territoire de la Commune d'Uccle;

Que ce règlement établi une redevance relative aux demandes d'autorisation en vue de la réalisation de tournages sur le territoire de la Commune d'Uccle nécessitant, pour ce faire, l'occupation de bâtiments communaux ou de la voie publique;

Que ce règlement vise notamment les tournages de films de fiction et de documentaires;

Vu la nécessité de continuer à soutenir le secteur culturel subissant depuis l'adoption de mesures de confinement, des pertes financières importantes;

Qu'il serait opportun de prolonger l'exonération de toute redevance due pour la réalisation de tournages de films de fiction et de documentaires ayant lieu entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2021. Avec comme impact budgétaire, une prévision de diminution du montant de la redevance de 851 EUR (= moyenne)

- 2018 = 1.500 € pour 3 tournages dans les catégories visées;

- 2019 = 2.755 € pour 4 tournages dans les catégories visées;

- 7/7/2020 = 0 € pour 0 tournages dans les catégories visées;

- 8/7 – 31/12/2020 = 12.100 € pour 6 tournages dans les catégories visées;

Considérant que s'agissant de mesures dérogatoires au règlement adopté par le conseil communal, il convient de déterminer strictement la manière dont l'exonération de la redevance susvisée sera effectuée;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Décide l'exonération de toute redevance due en vertu du règlement du règlement redevance susvisé, pour la réalisation de tournages de films de fiction et de documentaires ayant lieu entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

**Verlenging van de steunmaatregel ten bate van de culturele wereld die getroffen wordt door de maatregelen ter bestrijding van de verspreiding van het COVID-19.-
Afwijking van het reglement inzake filmopnames op het grondgebied van de gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op het Europese grondgebied, en in België, en de exponentiële evolutie van het aantal besmettingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken die beperkende maatregelen had opgelegd voor de bevolking;

Overwegende dat deze maatregelen onder meer de sluiting voorzag van inrichtingen in de sectoren cultuur, feesten, recreatie, sport en horeca;

Overwegende dat er bovendien een verbod geldt op elke samenscholing en private en publieke activiteiten van culturele, sociale, feestelijke, folkloristische, sportieve en recreatieve aard;

Overwegende dat alle gezondheidsmaatregelen van de federale regering een aanzienlijke economische impact hebben op de Ukkelse, Belgische en internationale culturele wereld;

Overwegende dat fase 1 van de afbouw is gestart op 4 mei en dit op een progressieve manier is gebeurd;

Overwegende dat de versoepeling van de gezondheidsmaatregelen m.b.t. culturele activiteiten trager verliep dan in andere sectoren;

Overwegende dat de culturele sector, die sinds de goedkeuring van de beperkende maatregelen belangrijke financiële verliezen lijdt, ondersteund moet worden; dat het college van burgemeester en schepenen, in toepassing van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering n° 2020/027 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, in zitting van 13 juli 2020 de beslissing heeft genomen vrijstelling toe te kennen van elke vergoeding verschuldigd krachtens het vergoedingsreglement goedgekeurd op 23 februari 2017 inzake opnames van fictie en documentaires die plaatsvinden tussen 1 juli 2020 en 31 december 2020;

Overwegende dat deze beslissing bovendien werd bekrachtigd door de gemeenteraad van 10 september 2020;

Overwegende dat de tweede besmettingsgolf België getroffen heeft in de loop van de maand oktober 2020;

Overwegende dat de nieuwe gezondheidsmaatregelen werden goedgekeurd, meer bepaald door het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en de daaropvolgende besluiten die hebben geleid tot een tweede lockdown van de bevolking;

Overwegende dat de culturele sector momenteel erg getroffen blijft door de beperkende maatregelen;

Gelet op het vergoedingsreglement inzake filmopnames op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Overwegende dat dit reglement een vergoeding oplegt in het kader van aanvragen voor filmopnames op het grondgebied van de gemeente Ukkel waarvoor de bezetting van openbare gebouwen of de openbare weg vereist is;

Overwegende dat dit reglement meer bepaald betrekking heeft op filmopnames van fictie en documentaires;

Gelet op de noodzaak om de culturele sector te blijven ondersteunen die sinds de goedkeuring van de beperkende maatregelen belangrijke financiële verliezen lijdt;

Dat het gepast zou zijn een verlenging goed te keuren van de vrijstelling van elke vergoeding verschuldigd voor opnames van fictie en documentaires die plaatsvinden tussen 1 januari 2021 en 30 juni 2021. Met als begrotingsimpact een voorziene daling van het bedrag van de vergoeding met 851 EUR (=gemiddelde)

- 2018 = € 1.500 voor 3 opnames in de bedoelde categorieën,

- 2019 = € 2.755 voor 4 opnames in de bedoelde categorieën,

- 7/7/2020 = € 0 voor 0 opnames in de bedoelde categorieën,
- 8/7 – 31/12/2020 = € 12.100 voor 6 opnames in de bedoelde categorieën;
Overwegende dat het afwijkende maatregelen op het door de gemeenteraad goedgekeurd reglement betreffen en het gepast is strikt te bepalen op welke wijze de bovenvermelde vrijstelling toegekend wordt;
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,
Beslist vrijstelling toe te kennen van elke vergoeding verschuldigd krachtens het bovenvermelde vergoedingsreglement voor de opnames van fictie en documentaires die plaatvinden tussen 1 januari 2021 en 30 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

25.02.2021/A/0028 **Règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit.- Exonération de la taxe pour l'exercice 2020 exclusivement pour les magasins de nuit.**

Le Conseil,
Considérant l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et imposant le confinement de la population;
Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et ses modifications successives;
Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et ses modifications successives, disposent: « les magasins peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels, sauf disposition contraire. Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures »;
Considérant que l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus Covid-19 impose sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale la fermeture à 20h de tous les commerces alimentaires ou non; que les magasins de nuit dits night shop sont également visés par cette mesure;
Considérant que ces mesures complémentaires ont été prolongées jusqu'au 13 décembre 2020;
Considérant que l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 impose la fermeture à 21h de tous les commerces alimentaires ou non, dont les magasins de nuit, jusqu'au 31 décembre 2020;
Vu la délibération du Conseil Communal du 28 novembre 2019 relative au règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit;
Vu la délibération du Conseil Communal du 30 avril 2020 relative au dispositif de soutien aux entreprises et commerces uclois impactés par les mesures visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19;
Vu la délibération du Conseil Communal du 26 novembre 2020 relative à la dérogation

aux heures de fermeture des magasins de nuit et le renouvellement de cette dérogation en séance du 18 décembre 2020;

Considérant que les diverses mesures adoptées dans le courant de l'année 2020 ont un impact certain sur le chiffre d'affaires des magasins de nuit puisque les horaires d'ouverture ont été considérablement réduits;

Considérant que la viabilité de cette activité économique est tributaire de son environnement concurrentiel qui, en temps normal, ne la met pas en concurrence avec les magasins de jour;

Qu'afin de soutenir ces entreprises particulièrement touchées par les mesures visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, il y a lieu d'étendre l'exonération de deux mois votée par le Conseil communal en séance du 30 avril 2020 à l'année entière;

Que le montant de la taxe sur les magasins de nuit pour l'exercice 2020 s'élève à la somme de 9.000 euros;

Considérant que seul le Conseil communal est habilité à adopter une telle décision vu qu'il s'agit d'une dérogation à un règlement communal qu'il a lui-même adopté,

Décide d'octroyer l'exonération de la taxe exclusivement sur les magasins de nuit ou night-shop pour l'exercice 2020.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en de nachtwinkels.- Vrijstelling van de belasting voor het dienstjaar 2020 uitsluitend voor nachtwinkels.

De Raad,

Overwegende het ministerieel besluit van 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en tot oplegging van de lockdown van de bevolking;

Overwegende het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en de latere wijzigingen ervan;

Overwegende het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en de latere wijzigingen ervan, die bepalen: "*Winkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren, behoudens andersluidende bepalingen. Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke openingsuur tot 22.00 uur*";

Overwegende dat het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 2020 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken op het gehele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de verplichting oplegt aan alle winkels, voeding of niet, te sluiten om 20 uur; dat nachtwinkels, ofwel "night shops" eveneens onderworpen zijn aan deze maatregel;

Overwegende dat deze bijkomende maatregelen verlengd werden tot 13 december 2020;

Overwegende dat het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 december 2020 tot wijziging van het besluit van 26 oktober 2020 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken de verplichting oplegt aan alle winkels, voeding of niet, waaronder nachtwinkels, te sluiten om 21 uur, en dit tot 31 december 2020;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 november 2019 met betrekking tot het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en de nachtwinkels;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 30 april 2020 met betrekking tot de ondersteuningsvoorziening voor de Ukkelse bedrijven en handelszaken die getroffen zijn door de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 november 2020 met betrekking tot de afwijking op de sluitingsuren van de nachtwinkels en de verlenging van deze afwijking in zitting van 18 december 2020;

Overwegende dat de verschillende maatregelen die in de loop van 2020 goedgekeurd werden een zekere impact hebben op de omzet van nachtwinkels aangezien de openingsuren aanzienlijk beperkt werden;

Overwegende dat de levensvatbaarheid van deze economische activiteit afhankelijk is van haar concurrerende omgeving, die ze in normale tijden niet in concurrentie met de dagwinkels brengt;

Dat om deze ondernemingen te ondersteunen die in het bijzonder getroffen worden door de maatregelen die ertoe strekken de verspreiding van het coronavirus te beperken, er reden is om de vrijstelling van twee maanden, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 30 april 2020, uit te breiden naar het volledige jaar;

Dat het bedrag van de belasting op de nachtwinkels voor het dienstjaar 2020 € 9.000 beloopt;

Overwegende dat enkel de gemeenteraad gemachtigd is om een dergelijke beslissing goed te keuren aangezien het een afwijking betreft op een gemeentereglement dat door de gemeenteraad zelf werd goedgekeurd,

Beslist de vrijstelling van de belasting uitsluitend op de nachtwinkels of night shops voor het dienstjaar 2020 toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

25.02.2021/A/0029 **Taxes.- Règlement portant des mesures de soutien économique dans la cadre de la crise du coronavirus via le remboursement partiel du précompte immobilier.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID – 19 et ses modifications successives;

Vu l'arrêté ministériel du 1er novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et ses modifications successives;

Considérant qu'aux termes des arrêtés précités, le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur a adopté des mesures sanitaires d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/113 relatif à une aide en vue de l'indemnisation des entreprises affectées par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Que ces mesures se sont traduites concrètement par la fermeture des magasins et

commerces considérés comme non-essentiels ainsi que les établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif, touristique, sportif et horeca;

Considérant que ces mesures ont un impact financier sur les commerces locaux qui se voient privés de recettes tout en devant faire face à des frais fixes;

Que parmi ces frais fixes, se retrouve le précompte immobilier à charge du propriétaire ou possesseur du bien immobilier que constitue l'espace commercial et dont le paiement est, le cas échéant, indirectement répercuté sur l'exploitant lorsque celui-ci n'est pas désigné comme redevable direct par le pouvoir taxateur;

Que dès lors, il est nécessaire de prévoir des aides financières en faveur de ces commerces locaux car ils participent directement à la vie économique et sociale de la commune;

Que la pérennité de ces activités est considérée comme essentielle;

Qu'il convient de mettre en place un soutien financier communal afin d'alléger les charges fiscales reposant sur les commerces et entreprises locales et ainsi réduire certains frais fixes qui leur sont applicables malgré les périodes de fermeture;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la prime proportionnellement au nombre de mois durant lesquels le commerce a été contraint de fermer ses portes;

Considérant que l'aide financière est accordée aux exploitants d'une activité commerciale localisée sur le territoire d'Uccle;

Vu l'urgence de soutenir les commerces locaux subissant des pertes financières liées à la fermeture de leur établissement suite à l'adoption de mesures sanitaires d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Vu qu'il convient de prolonger le délai d'introduction de la demande de prime pour l'exercice 2020,

Décide d'adopter le règlement portant des mesures de soutien économique dans la cadre de la crise du coronavirus via le remboursement partiel du précompte immobilier établi, tel que modifié et repris en annexe et d'abroger dès lors la version adoptée le 26 novembre 2020.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Taksen.- Reglement houdende economische steunmaatregelen in het kader van de crisis van het coronavirus via de gedeeltelijke terugbetaling van de onroerende voorheffing.- Wijzigingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en de latere wijzigingen ervan;

Overwegende dat de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken krachtens de voornoemde besluiten dringende gezondheidsmaatregelen getroffen heeft om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/113 betreffende de steun tot vergoeding van de ondernemingen getroffen door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Dat deze maatregelen concreet vertaald worden in de sluiting van winkels en handelszaken die als niet-essentieel beschouwd worden, alsook van de zaken uit de culturele, feestelijke, recreatieve, toeristische, sportieve en horecasector;

Overwegende dat deze maatregelen een financiële impact hebben op de lokale handelszaken, die geen inkomsten hebben maar wel vaste kosten moeten betalen;
Dat een van deze vaste kosten de onroerende voorheffing is ten laste van de eigenaar of bezitter van het onroerend goed dat de handelsruimte vormt en waarvan de betaling desgevallend onrechtstreeks doorbelast wordt aan de uitbater wanneer deze door de belastingheffende macht niet als rechtstreekse belastingplichtige aangeduid wordt;
Dat het bijgevolg noodzakelijk is financiële hulp te voorzien voor deze lokale handelszaken, aangezien ze rechtstreeks deelnemen aan het economische en sociale leven van de gemeente;
Dat het voortbestaan van deze activiteiten als essentieel beschouwd wordt;
Dat er gemeentelijke financiële ondersteuning ingevoerd moet worden om de fiscale lasten op de lokale handelszaken en bedrijven te verlichten en zo bepaalde vaste kosten te verminderen die op hen van toepassing zijn ondanks de sluitingsperiodes;
Overwegende dat het bedrag van de premie vastgelegd moet worden in verhouding tot het aantal maanden waarin de handelszaak haar deuren moest sluiten;
Overwegende dat de financiële hulp toegekend wordt aan de uitbaters van een handelsactiviteit gelegen op het grondgebied van Ukkel;
Gelet op de hoogdringendheid om de lokale handelszaken te ondersteunen die financieel verlies lijden wegens de sluiting van hun zaak ingevolge de aanneming van dringende gezondheidsmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;
Aangezien de indieningstermijn van de premieaanvraag voor het dienstjaar 2020 verlengd moet worden,
Beslist het opgestelde reglement houdende economische steunmaatregelen in het kader van de crisis van het coronavirus via de gedeeltelijke terugbetaling van de onroerende voorheffing, zoals gewijzigd en opgenomen in de bijlage, goed te keuren en bijgevolg de versie goedgekeurd op 26 november 2020 in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
règlement+prime+commerce+nl (1).pdf, règlement+prime+commerces (1).pdf

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

25.02.2021/A/0030 **Texte général des Valeurs de notre Administration.- Prise pour information.**

Le point est retiré.

Waarden van ons bestuur.- Algemene tekst.- Kennisneming.

Het punt wordt ingetrokken.

2 annexes / 2 bijlagen

Valeurs Uccle - Texte général.pdf, Valeurs Uccle - Texte général_nl.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

25.02.2021/A/0031 **Le déménagement de l'administration de la commune d'Uccle et de ses archives depuis ses différents bâtiments situés à Uccle, vers sa nouvelle adresse située au 77 rue de Stalle à 1180 Uccle.- Approbation des conditions et du mode de passation.- Application de l'article 234 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2021-001 relatif au marché "Le Déménagement de l'administration de la commune d'Uccle et de ses archives depuis ses différents bâtiments situés à Uccle, vers sa nouvelle adresse située au 77 rue de Stalle à 1180 Uccle." établi par la Centrale de marchés en collaboration avec la Coordinatrice Déménagement et différents services (BCM, Nouvelles technologies, Archives, service Juridique);

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 57, § 1er de la loi du 17 juin 2016, le présent marché comprend une tranche ferme, relative à l'ensemble des prestations de déménagement décrites dans le présent cahier des charges et à l'inventaire (y compris une trentaine de tours d'ordinateur), et une tranche conditionnelle, relative au déménagement d'une quantité présumée de \pm 270 tours d'ordinateurs (qui ne sera nécessaire que si la migration n'a pas été effectuée avant le déménagement);

Considérant que l'exécution de la tranche conditionnelle est toutefois subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, dûment notifiée à l'adjudicataire;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 213.000,00 € hors TVA ou 257.730,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 214.000,00 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire : 137/125-06/85;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2021-001 et le montant estimé du marché "Le déménagement de l'administration de la commune d'Uccle et de ses archives depuis ses différents bâtiments situés à Uccle, vers sa nouvelle adresse située au 77 rue de Stalle à 1180 Uccle.", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec la Coordinatrice Déménagement et différents services (BCM, Nouvelles technologies, Archives, service Juridique). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 213.000,00 € hors TVA ou 257.730,00 €, 21 % TVA comprise;
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

***M. Cools** souhaiterait obtenir des informations sur le calendrier du déménagement des services communaux dans le bâtiment U, dont le chantier a été entravé par des retards successifs.*

Selon les dernières nouvelles, les travaux devraient être achevés en mars et le déménagement aurait lieu en mai. Ce calendrier sera-t-il respecté ?

***M. Hayette** préfère s'abstenir sur ce point.*

Il aurait plutôt voté contre mais a décidé d'opter pour l'abstention, afin de ne pas pénaliser les sociétés de déménagement, dont le personnel a besoin de travailler.

***Mme l'Echevin Delwart** confirme que la situation sanitaire ainsi que d'autres éléments ont généré du retard.*

Des marchés doivent encore être établis afin d'assurer l'installation des guichets et du mobilier dans le bâtiment.

Ce déménagement, qui sera effectué en 5 semaines, devrait être entrepris après l'été.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 38 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

De verhuizing van het bestuur van de gemeente Ukkel en haar archieven van de verschillende gebouwen in Ukkel naar het nieuwe adres in de Stallestraat 77 te 1180 Ukkel.- Goedkeuring van de voorwaarden en de plaatsingswijze.- Toepassing van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2021-001 met betrekking tot de opdracht "De verhuizing van het bestuur van de gemeente Ukkel en haar archieven van de verschillende gebouwen in Ukkel naar het nieuwe adres in de Stallestraat 77 te 1180 Ukkel.", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de coördinatrice Verhuizing en verschillende diensten (GGO, Nieuwe Technologieën, Archieven, Juridische Dienst);

Overwegende dat in toepassing van de bepalingen van artikel 57, § 1 van de wet van 17 juni 2016 de onderhavige opdracht een vaste schijf bevat met betrekking tot alle verhuizingsprestaties beschreven in het onderhavige bestek en de inventaris (inclusief een dertigtal pc-torens) en een voorwaardelijke schijf met betrekking tot de verhuizing van een veronderstelde hoeveelheid van ± 270 pc-torens (die enkel noodzakelijk is indien de migratie niet verricht is voor de verhuizing);

Overwegende dat de uitvoering van de voorwaardelijke schijf echter afhangt van een beslissing van de aanbestedende overheid, behoorlijk betekend aan de aannemer;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 213.000,00 excl. btw of € 257.730,00 inclusief 21 % btw beloopt;

Overwegende dat het geraamde bedrag excl. btw de grens voor de aanwending van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking van € 214.000,00 niet bereikt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven is op begrotingsartikel 137/125-06/85;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het bestek nr. 2021-001 en het geraamde bedrag van de opdracht "De verhuizing van het bestuur van de gemeente Ukkel en haar archieven van de verschillende gebouwen in Ukkel naar het nieuwe adres in de Stallestraat 77 te 1180 Ukkel.", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de coördinatrice Verhuizing en verschillende diensten (GGO, Nieuwe Technologieën, Archieven, Juridische dienst), goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag beloopt € 213.000,00 excl. btw of € 257.730,00 inclusief 21 % btw;

- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal niveau te vervolledigen en te versturen;

- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

***De h. Cools** wenst informatie te verkrijgen over de kalender van de verhuizing van de gemeentediensten naar het gebouw U omwille van opeenvolgende vertragingen. Volgens de laatste berichten zouden de werkzaamheden in maart voltooid moeten zijn en zou de verhuizing in mei plaatsvinden. Zal deze kalender worden gerespecteerd?*

***De h. Hayette** zal zich voor dit punt onthouden. Hij wou tegen stemmen maar besloot zich te onthouden om het personeel van de verhuisbedrijven niet te benadelen.*

***Schepen Delwart** bevestigt dat de gezondheidssituatie en andere factoren tot vertragingen hebben geleid. Er moeten nog opdrachten worden opgesteld voor de loketten en het meubilair in het gebouw. Deze verhuizing, die 5 weken in beslag zal nemen, moet na de zomer worden uitgevoerd.*

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 38 positive stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

9 annexes / 9 bijlagen

Avis de marchés en FR et NL.pdf, BESTEK definitieve versie.pdf, ANNEXE+E+-+EQUIPEMENT+PARTICULIER.pdf, ANNEXE F - INVENTAIRE_ARCHIVES_NL.pdf, ANNEXE+F+-+INVENTAIRE_ARCHIVES.pdf, CCH FR version finale.pdf, ANNEXE D - INVENTAIRE ETAGES.pdf, ANNEXE D - INVENTAIRE ETAGES_NL.pdf, ANNEXE E - EQUIPEMENT PARTICULIER_NL.pdf

25.02.2021/A/0032 **Location et contrat de maintenance omnium des copieurs multifonctions et imprimantes y compris la fourniture du papier destinés à l'administration et aux écoles pour les périodes 2021-2025.- Approbation de la modification des documents de marché.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu qu'en date du 17 décembre 2020, l'Assemblée a approuvé les conditions et le mode de passation du présent marché public (les annexes et le cahier des charges N° 2020-052 relatif au marché "Location et contrat de maintenance omnium des copieurs multifonctions et imprimantes y compris la fourniture du papier destinés à l'administration et aux écoles pour les périodes 2021-2025." établi par la Centrale de marchés en collaboration avec différents services techniques (Nouvelles Technologies, Informatique pour l'Education, BCM et Voirie);

Considérant que le marché a fait l'objet de publication au niveau national et européen et que nous avons reçu plusieurs questions des sociétés qui ont déjà consulté nos documents en ligne;

Considérant qu'à la suite de ces questions reçues, certaines incohérences ont été constatées et qu'il y a lieu de les modifier dans les documents de marchés et de publier un avis rectificatif y relatif en ligne;

Considérant que les modifications sont les suivantes :

- P.13 : Le cahier des charges mentionne : « Le soumissionnaire est invité à proposer une offre de prix pour la reprise des machines, propriété de l'administration communale (la liste des machines est reprise à l'inventaire) ». Suppression de cette disposition qui n'est plus d'actualité ;
- P.24 : Remplacer : « chaque appareil multifonctions sera équipé de plusieurs tiroirs à papier (au moins deux A4 et un A3+alimentation manuelle) » par « chaque appareil multifonctions pourra être équipé en cas de nécessité de plusieurs tiroirs à papier (au moins deux A4 et un A3+alimentation manuelle) » ;
- Page 31 : pour le postes 4 et 5, remplacer grammage papiers : 50 à 120 gr/m2 par grammage papiers : ± 75 à 120 gr/m2 ;
- P.31 poste 4 : Remplacer « Multifonction laser couleur » par « imprimante laser couleur »
- Inventaire, partie « Location et maintenance au clic », postes 4 et 5 : remplacer « copies A3 N/B » et « copies A3 couleur » par « copies A5 N/B » et « copies A5 couleur » ;

- Inventaire partie « Location et maintenance au clic », pour les postes 1 à 5, remplacer au niveau des ligne 14, 32, 52, 72 et 92 colonnes D « PU/mois en chiffres HTVA » par « PU en chiffres HTVA » et en colonne E, remplacer « Quantité (QP) » par « Quantité par mois (QP) »,
- Ajouter en colonnes G et H pour le poste 1 sous la ligne 21 « Total TVAC pour les 45 machines »,
- Ajouter en colonnes G et H pour le poste 2 sous la ligne 39 « Total TVAC pour les 30 machines »,
- Ajouter en colonnes G et H pour le poste 3 sous la ligne 59 « Total TVAC pour les 5 machines »,
- Ajouter en colonnes G et H pour le poste 4 sous la ligne 79 « Total TVAC pour les 30 machines »,
- Ajouter en colonnes G et H pour le poste 5 sous la ligne 99 « Total TVAC pour les 55 machines »,
- Inventaire partie « option obligatoire » : remplacer une des deux mentions « Bac supplémentaire de grande capacité minimum 2500 feuilles » pour les postes 1,2 et 3 par « Bac supplémentaire minimum 500 feuilles »;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'approuver la modification des documents de marché en annexe relatifs à : "Location et contrat de maintenance omnium des copieurs multifonctions et imprimantes y compris la fourniture du papier destinés à l'administration et aux écoles pour les périodes 2021-2025.", établi par la Centrale de marchés en collaboration avec différents services techniques (Nouvelles Technologies, Informatique pour l'Education, BCM et Voirie), comme exposé ci-dessus;
- d'approuver la modification de la date limite des offres électronique soit le 15 mars 2021 à 14H00 au lieu du 1er mars 2021 initialement prévue;
- d'approuver l'envoi d'un avis rectificatif relatif à ces modifications et de l'envoyer au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Huur en onderhoudscontract omnium van de multifunctionele kopieerapparaten en printers, inclusief de levering van papier voor het bestuur en voor de scholen voor de periode 2021-2025.- Goedkeuring van de wijziging van de opdrachtdocumenten.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Aangezien de vergadering op 8 december 2020 de voorwaarden en de plaatsingswijze van de onderhavige overheidsopdracht (de bijlagen en het bestek nr. 2020-052 met betrekking tot de opdracht "Huur en onderhoudscontract omnium van de multifunctionele kopieerapparaten en printers, inclusief de levering van papier voor het bestuur en voor de scholen voor de periode 2021-2025.", opgesteld door de Opdrachtcentrale in

samenwerking met verschillende technische diensten (Nieuwe Technologieën, Informatica voor de Opvoeding, GGO en Wegen) goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de opdracht het voorwerp uitgemaakt heeft van een publicatie op nationaal en Europees niveau en dat we verschillende vragen ontvangen hebben van de firma's die onze online documenten al geraadpleegd hebben;

Overwegende dat er na deze vragen bepaalde gebreken aan samenhang vastgesteld werden en dat er reden is om ze te wijzigen in de opdrachtdocumenten en om de wijzigingen online te publiceren;

Overwegende dat de wijzigingen als volgt luiden :

- Pagina 13 : het bestek vermeldt : “De inschrijver mag overigens in vrije optie de lijst met de opties voor de verschillende machines met hun prijzen indienen, inclusief van de aanvullende beheerssoftware, desgevallend in een apart deel van de offerte.

De inschrijver wordt verzocht een prijsopdracht voor te stellen voor de overname van de machines, eigendom van het gemeentebestuur (de lijst met de machines staat in de inventaris).” Schraping van deze bepaling, die niet meer van toepassing is;

- Pagina 24 : “Zal elk multifunctioneel toestel uitgerust zijn met meerdere papierladen (minstens twee A4 en een A3 + handmatige toevoer)” vervangen door “kan elk multifunctioneel toestel indien nodig uitgerust zijn met meerdere papierladen (minstens twee A4 en een A3 + handmatige toevoer)”;
- Pagina 31 : voor post 4 en 5 : “Gewicht papier: 50 tot 120 g/m²” vervangen door “Gewicht papier : ± 75 tot 120 g/m²”;
- Pagina 31 : post 4 : “Multifunctionele kleurlaser” vervangen door “laserkleurprinter”;
- Inventaris deel “Huur en onderhoud per klik” post 4 en 5 : “Kopies A3 zwart-wit” en “Kopies A3 kleur” vervangen door “Kopies A5 zwart-wit” en “Kopies A5 kleur”;
- Inventaris deel “Huur en onderhoud per klik”, voor post 1 tot 5, op rij 14, 32, 52, 72 en 92 in kolom D “EP/maand in cijfers, excl. btw” vervangen door “EP in cijfers, excl. btw” en in kolom E “Hoeveelheid (VH)” vervangen door “Hoeveelheid per maand (VH)”;
- In kolom G en H voor post 1 onder rij 21 “Totaal incl. btw voor de 45 machines” toevoegen;
- In kolom G en H voor post 2 onder rij 39 “Totaal incl. btw voor de 30 machines” toevoegen;
- In kolom G en H voor post 3 onder rij 59 “Totaal incl. btw voor de 5 machines” toevoegen;
- In kolom G en H voor post 4 onder rij 79 “Totaal incl. btw voor de 30 machines” toevoegen;
- In kolom G en H voor post 5 onder rij 99 “Totaal incl. btw voor de 55 machines” toevoegen;
- Inventaris deel “Verplichte opties”: een van de twee vermeldingen “Extra bak met grote capaciteit van minstens 2.500 bladen” voor post 1, 2 en 3 vervangen door “Extra bak minstens 500 bladen”;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- de wijziging van de opdrachtdocumenten in de bijlage met betrekking tot : "Huur en onderhoudscontract omnium van de multifunctionele kopieerapparaten en printers, inclusief de levering van papier voor het bestuur en voor de scholen voor de periode 2021-2025.", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met verschillende technische diensten (Nieuwe Technologieën, Informatica voor de Opvoeding, GGO en Wegen), goed te keuren;
- de wijziging van de uiterste datum van de elektronische offertes goed te keuren, hetzij 15 maart 2021 om 14.00 uur in plaats van de oorspronkelijke datum 1 maart 2021;
- de verzending van de antwoorden op de vragen van de firma's in het kader van deze opdracht goed te keuren, met een communicatie over de punten die aangepast zullen worden in de opdrachtdocumenten;
- de rechtzetting van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

CCH FR PDF-Version finale.pdf, AnnexeB-Inventaire et Listing des sites Version Finale..pdf, BijlageB-Inventaris en adres van locaties_ Eindversie.pdf, BESTEK-Definitieve versie.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Parascolaire - Bijschoolse activiteiten

25.02.2021/A/0033 **A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle".- Budget pour l'exercice 2021.**

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle" soumet à la commune, conformément à la convention passée entre l'administration communale et cette association, le budget 2021;

Que ces documents ont été approuvés ar l'Assemblée générale réunie le 21 janvier 2021,
Décide de prendre connaissance du budget 2021 de l'A.S.B.L. "Le Parascolaire d'Uccle".

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. "Bijschoolse activiteiten van Ukkel".- Begroting voor het dienstjaar 2021.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. "Bijschoolse Activiteiten van Ukkel" de begroting 2021 voorlegt aan de gemeente overeenkomstig de overeenkomst tussen het gemeentebestuur en deze vereniging;

Overwegende dat deze documenten werden goedgekeurd door de algemene vergadering van 21 januari 2021,

Beslist kennis te nemen van de begroting 2021 van de V.Z.W. "Bijchoolse Activiteiten van Ukkel".

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
BUDGET 2021.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

25.02.2021/A/0034 **Abrogation du règlement communal relatif à la prime à la relance de l'activité économique des commerces lors de certains travaux publics.- Nouveau règlement portant la prime de soutien économique en faveur des commerces locaux dans le cadre de travaux publics de niveau 2.**

Le Conseil,

Vu le règlement communal relatif à la prime à la relance de l'activité économique des commerces lors de certains travaux publics approuvé par l'Assemblée le 25 janvier 2018;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerces impactés par un chantier en voirie publique du 14 février 2019;

Vu que depuis plusieurs mois des travaux publics d'envergure sont en cours sur le territoire de la commune;

Que ces travaux nécessitent la fermeture de la voirie aux véhicules à moteurs et aux transports en commun;

Que ces fermetures ont un impact sur l'accessibilité des commerces qui subissent une baisse du nombre de clients;

Considérant que le règlement actuel ne prend pas en compte les multiples aspects liés à l'accessibilité et la mobilité aux abords du chantier;

Considérant qu'il y a lieu de se calquer sur le principe d'octroi de la Région qui tient compte de certains éléments : durée de fermeture de la voirie, accessibilité aux transports en commun et véhicules à moteur, chantier coordonné impliquant plusieurs impétrants, ... ;

Qu'un nouveau règlement (en annexe) a été établi en ce sens;

Qu'un budget de 150.000 € est prévu sur l'article 520/322-48/60 et qu'il permettra d'octroyer une prime de 750 € à 200 commerçants en 2021,

Décide :

- d'abroger le règlement communal relatif à la prime à la relance de l'activité économique des commerces lors de certains travaux publics;

- d'approuver le nouveau règlement portant la prime de soutien économique en faveur des commerces locaux dans le cadre de travaux publics de niveau 2 avec une entrée en vigueur le 1er mars 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Intrekking van het gemeentereglement inzake de premie ter aanmoediging van de economische activiteit van handelszaken tijdens bepaalde openbare werken.- Nieuw reglement houdende de economische ondersteuningspremie ten bate van de lokale handelaars in het kader van openbare werken van niveau 2.

De Raad,

Gelet op het gemeentereglement inzake de premie ter aanmoediging van de economische activiteit van handelszaken tijdens bepaalde openbare werken, goedgekeurd door de vergadering op 25 januari 2018;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de forfaitaire schadevergoeding voor handelszaken die getroffen worden door een bouwplaats op de openbare weg van 14 februari 2019;

Aangezien er al enkele maanden grootschalige openbare werken aan de gang zijn op het grondgebied van de gemeente;

Dat deze werken de afsluiting van de weg voor motorvoertuigen en voor het openbaar vervoer vereisen;

Dat deze afsluitingen een impact hebben op de bereikbaarheid van de handelszaken, die een daling van het aantal klanten vaststellen;

Overwegende dat het huidige reglement geen rekening houdt met de talrijke aspecten die samenhangen met de toegankelijkheid en de mobiliteit in de omgeving van de werf;

Overwegende dat er reden is om het toekenningsprincipe van het gewest over te nemen, dat rekening houdt met bepaalde elementen: duur van de afsluiting van de weg, bereikbaarheid voor het openbaar vervoer en motorvoertuigen, gecoördineerde werf met meerdere concessiehouders, ...;

Dat in die zin een nieuw reglement (in de bijlage) opgesteld werd;

Dat een budget van € 150.000 voorzien is op artikel 520/322-48/60 en dat dit het mogelijk maakt in 2021 een premie van € 750 toe te kennen aan 200 handelaars,

Beslist :

- het gemeentereglement inzake de premie ter aanmoediging van de economische activiteit van handelszaken tijdens bepaalde openbare werken in te trekken;
- het nieuwe reglement houdende de economische ondersteuningspremie ten bate van de lokale handelaars in het kader van openbare werken van niveau 2, met een inwerkingtreding op 1 maart 2021, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Reglement houdende de economische ondersteuningspremie ten bate van de lokale handelaars in het kader van .docx, Règlement portant la prime de soutien économique en faveur des commerces locaux dans le cadre de travaux publics .docx

25.02.2021/A/0035 **COVID-19.- Horaires d'ouverture des magasins de nuit.- Prolongation de la dérogation aux heures de fermeture.**

Le Conseil,

Considérant que la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services prévoit que les magasins de nuit (à savoir « toute unité

d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention Magasin de nuit ») doivent fermés de 7h à 18h sauf si un règlement communal fixe d'autres heures de fermeture;

Considérant que le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications ne prévoit pas d'autres heures de fermeture, en ce qui concerne les magasins de nuit, que celles précitées (7h à 18h);

Considérant que l'arrêté du ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 6 février 2021 dispose que : « *les magasins peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels, sauf disposition contraire. Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures* »;

Que les mesures prescrites par cet arrêté sont d'application jusqu'au 1^{er} avril 2021;

Considérant l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 2021 prolongeant l'arrêté du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus Covid-19 impose sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale la fermeture à 20h de tous les commerces alimentaires ou non;

Que les magasins de nuit dits night shop sont également visés par cette mesure;

Considérant que pour rappel plusieurs exploitants de magasins de nuit ont pris contact avec l'administration communale pour obtenir une dérogation à leur horaire de fermeture vu qu'en l'espèce, ils ne peuvent ouvrir que de 18h à 20h;

Considérant que les mesures adoptées ont un impact certain sur le chiffre d'affaires des magasins de nuit puisque les horaires d'ouverture ont été considérablement réduits;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 susmentionnée, le Collège peut, à la demande d'un ou plusieurs commerçants, accorder, pour des circonstances particulières et passagères ou à l'occasion des foires et marchés, des dérogations aux horaires de fermeture;

Que toutefois ces dérogations ne peuvent porter sur plus de 15 jours par an;

Qu'étant donné que la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus Covid-19 est une circonstance particulière et passagère qui justifie des dérogations à l'obligation de fermeture, le Collège a décidé, lors de sa séance du 10 novembre 2020, d'octroyer, dans le respect du dispositif de l'article 6 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, une dérogation aux horaires de fermeture des 7 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils ont pu ouvrir à partir de 12h en lieu et place de 18h à partir du 11 novembre 2020 et ce, pour une durée de 15 jours :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alseberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- JATT SPRL Chaussée de Saint-Job, 701;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alseberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701;

Que conformément au règlement communal, ces 7 magasins de nuit disposent d'une autorisation communale d'exploitation;

Considérant qu'étant donné que les mesures fédérales susmentionnées sont d'application jusqu'au 15 janvier 2021 inclus et que la dérogation accordée par le Collège n'était d'application que pour une durée de 15 jours à dater du 11 novembre 2020, il a été décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture prévues dans le règlement communal du 27 mai 2010 relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications;

Qu'en effet, la loi du 10 novembre 2006 prévoit qu'un règlement communal peut imposer d'autres heures de fermeture que celles qu'elle prévoit à savoir de 7h à 18h;

Qu'à cet égard, en séance du 28 janvier 2021, le Conseil communal a décidé de déroger provisoirement aux heures de fermeture reprises dans le règlement communal au vu des circonstances particulières actuelles dues à la crise sanitaire et aux différentes législations adoptées pour enrayer la propagation de la pandémie en permettant aux 7 magasins de nuit précités d'ouvrir à partir de 12h et ce, jusqu'au 25 février 2021 inclus;

Considérant qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, il apparaît de toute évidence que les mesures gouvernementales précitées seront prolongées au-delà du 1^{er} mars 2021;

Que partant, il convient de prolonger la dérogation accordée provisoirement aux 7 magasins de nuits précités afin de leur permettre d'ouvrir à partir de 12h et ce, jusqu'au 25 mars 2021;

Considérant que si dans l'intervalle, les mesures gouvernementales précitées imposant aux magasins de nuit de fermer plus tôt venaient à être supprimées, la présente dérogation deviendrait automatiquement caduque et ne serait dès lors plus valable;

Qu'en tout état de cause, en ce qui concerne l'heure de fermeture nocturne, les exploitants des magasins de nuit doivent continuer à se conformer aux différentes législations adoptées dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 et ce, tant qu'elles sont d'application,

Décide de confirmer la prolongation de la dérogation aux horaires de fermeture des 7 magasins de nuits suivants dans la mesure où ils peuvent ouvrir à partir de 12h en lieu et place de 18h jusqu'au 25 mars 2021 inclus :

- AMBALA SPRL Avenue Brugmann, 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Chaussée d'Alseberg, 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Avenue Brugmann, 619;
- JATT SPRL Chaussée de Saint-Job, 701;
- K.A. SONS SPRL Chaussée d'Alseberg, 539;
- PHAGWARA SPRL Rue de Stalle, 169;
- AGAM GURU SPRL Chaussée de Saint-Job, 701.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

COVID-19.- Openingsuren van nachtwinkels.- Verlenging van de afwijking op de openingsuren.

De Raad,

Overwegende dat de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening bepaalt dat nachtwinkels (meer bepaald "*iedere vestigingseenheid waarvan de netto verkoopoppervlakte niet groter dan 150 m² is, die geen andere activiteiten uitoefent dan de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen en die op duidelijke en permanente manier de vermelding* "

Nachtwinkel " draagt") moeten sluiten van 7 tot 18 uur behalve als een gemeentelijk reglement andere sluitingsuren bepaalt;

Overwegende dat het gemeentelijke belastingreglement van 27 mei 2010 op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels geen andere sluitingsuren voorziet, voor wat betreft de nachtwinkels, zoals hierboven vermeld (7 tot 18 u.);

Overwegende dat het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 6 februari 2021 in artikel 10 het volgende bepaalt: *“Winkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren, behoudens andersluidende bepalingen. Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke openingsuur tot 22.00 uur.”;*

Dat de maatregelen van dit besluit van toepassing zijn t.e.m. 1^{ste} april 2021;

Overwegende dat het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15 januari 2021 tot verlenging van het besluit van 26 oktober 2020 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken op het gehele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de verplichting oplegt aan alle winkels, voeding of niet, te sluiten om 20 uur; dat nachtwinkels, ofwel “night shops” eveneens onderworpen zijn aan deze maatregel;

Overwegende dat verschillende uitbaters van nachtwinkels het gemeentebestuur gecontacteerd hadden om een afwijking op hun sluitingsuren te bekomen omdat zij in dit geval slechts kunnen openen van 18 tot 20 uur;

Overwegende dat de goedgekeurde maatregelen een zekere impact hebben op het omzetcijfer van nachtwinkels omdat de openingsuren aanzienlijk beperkt werden;

Overwegende dat het college krachtens artikel 6 van de bovenvermelde wet van 10 november 2006 op verzoek van één of meerdere handelszaken afwijkingen op de sluitingsuren kan toekennen voor bijzondere en voorbijgaande omstandigheden of ter gelegenheid van beurzen en markten;

Overwegende dat deze afwijkingen niet op meer dan 15 dagen per jaar van toepassing mogen zijn;

Overwegende dat de gezondheids crisis door de verspreiding van het coronavirus Covid-19 een bijzondere en voorbijgaande omstandigheid is die afwijkingen op het verplichte sluitingsuur rechtvaardigt en het college daarom in zitting van 10 november 2020 beslist heeft om in naleving van de bepaling van artikel 6 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening een afwijking op de openingsuren toe te staan van de volgende zeven nachtwinkels waarbij zij kunnen openen vanaf 12 uur i.p.v. 18 uur vanaf 11 november 2020 en dit voor een duur van 15 dagen :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- JATT SPRL Sint-Jobsesteenweg 701;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;
- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701;

Overwegende dat deze zeven nachtwinkels beschikken over een gemeentelijke uitbatingstoelating krachtens het gemeentelijke reglement;

Overwegende, aangezien de bovenvermelde federale maatregelen van toepassing zijn t.e.m. 15 januari 2021 en de door het college toegestane afwijking slechts van toepassing was voor een duur van 15 dagen vanaf 11 november 2020, dat er werd beslist om tijdelijk af te wijken van de openingsuren, voorzien in het gemeentelijke reglement van 27 mei 2010 op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels;

Overwegende dat de wet van 10 november 2006 bepaalt dat een gemeentereglement andere sluitingsuren kan opleggen dan de in de wet voorziene uren, namelijk van 7 tot 18 uur;

Overwegende dat de gemeenteraad hiervoor in zitting van 28 januari 2021 heeft beslist tijdelijk af te wijken van deze sluitingsuren voorzien in het gemeentereglement gelet op de huidige bijzondere omstandigheden te wijten aan de gezondheids crisis en van de verschillende wetten, goedgekeurd om de verspreiding van de pandemie in te perken, waarbij de voormelde zeven nachtwinkels mogen openen vanaf 12 uur en dit t.e.m. 25 februari 2021;

Overwegende, gelet op de huidige toestand van de gezondheids crisis, dat het vanzelfsprekend lijkt dat de voormelde regeringsmaatregelen verlengd zullen worden tot na 1^{ste} maart 2021;

Overwegende dat het daarom gepast is om de tijdelijke afwijking voor de voormelde 7 nachtwinkels te verlengen zodat ze kunnen openen vanaf 12 uur en dit tot 25 maart 2021;

Overwegende, indien de voormelde regeringsmaatregelen die nachtwinkels verplichten vroeger te sluiten in tussentijd geschrapt zouden worden, dat deze afwijking automatisch zou vervallen en aldus niet meer geldig zal zijn;

Overwegende dat de uitbaters van nachtwinkels in ieder geval, inzake het nachtelijke sluitingsuur, zich moeten blijven schikken naar de verschillende wetten, goedgekeurd in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus Covid-19 en dit zolang deze van toepassing zijn,

Beslist de verlenging te bevestigen van de afwijking op de openingsuren toe te staan van de volgende zeven nachtwinkels waarbij zij kunnen openen vanaf 12 uur i.p.v. 18 uur t.e.m. 25 maart 2021 :

- AMBALA SPRL Brugmannlaan 238;
- BAHIA TROPICA SPRL Alsebergsesteenweg 404;
- BRIGHT NIGHT SPRL Brugmannlaan 619;
- JATT SPRL Sint-Jobsesteenweg 701;
- K.A. SONS SPRL Alsebergsesteenweg 539;
- PHAGWARA SPRL Stallestraat 169;
- AGAM GURU SPRL Sint-Jobsesteenweg 701.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Action sociale - Sociale actie

25.02.2021/A/0036 **Modifications du règlement relatif aux repas à domicile.**

Le Conseil,

Vu le règlement relatif aux repas à domicile et aux centres récréatifs adopté par le Conseil communal en sa séance du 21 décembre 2017;

Vu que la commune assure la distribution de repas à domicile aux personnes âgées ou présentant un certificat médical;

Considérant que la demande de repas à domicile est en constante augmentation (+ 18 % en 2020);

Considérant la difficulté de livrer les repas du jour avant 13h30 tel que prévu dans le règlement actuel des repas à domicile;

Considérant la nécessité d'étendre les horaires de livraison des repas à domicile afin de satisfaire à l'augmentation des demandes;

Considérant le délai de 3 jours pour les commandes auprès du fournisseur et la livraison anticipée des repas aux bénéficiaires (livraison du repas pour le lendemain), le délai minimum pour toute modification de commande devra être porté à 4 jours ouvrables;

Vu l'article I.12 Révisions de prix du Cahier spécial des charges pour le marché public du service des repas offrant la possibilité au fournisseur d'adapter les prix par indexation;

Considérant la nécessité d'adapter les règlements des repas à domicile à la réorganisation du service,

Décide :

- d'adopter les modifications au règlement "relatif à la distribution de repas à domicile" ci-joint;
- de modifier le règlement à partir du 1er mars 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Wijziging aan het reglement betreffende de maaltijden-aan-huis.

De Raad,

Gelet op de reglementen op de maaltijden-aan-huis en in de recreatiecentra, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 21 december 2017;

Aangezien de gemeente de verdeling van maaltijden-aan-huis aan ouderen of aan personen met een doktersattest verzekert;

Overwegende dat de vraag naar maaltijden-aan-huis blijft toenemen (+ 18 % in 2020);

Overwegende de moeilijkheid om de maaltijd van de dag te leveren voor 13.30 uur, zoals bepaald in het huidige reglement op de maaltijden-aan-huis;

Overwegende de noodzaak om de leveringsuren van de maaltijden-aan-huis uit te breiden om te beantwoorden aan de stijgende vraag;

Overwegende de termijn van 3 dagen voor de bestellingen bij de leverancier en de voortijdige levering van de maaltijden aan de begunstigden (levering van de maaltijd voor de volgende dag), moet de minimumtermijn voor elke wijziging aan de bestelling verlengd worden tot 4 werkdagen;

Gelet op artikel I.12 Prijsherzieningen van het bestek voor de overheidsopdracht voor de levering van de maaltijden, dat de leverancier de mogelijkheid biedt om de prijzen via indexering aan te passen;

Overwegende de noodzaak om de reglementen op de maaltijden-aan-huis aan te passen aan de reorganisatie van de dienst,

Beslist :

- de wijzigingen aan het bijgevoegde reglement op de verdeling van maaltijden-aan-huis goed te keuren;
- de wijzigingen aan het reglement te laten gelden vanaf 1 maart 2021.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

25.02.2021/A/0037 **Règlement relatif au service repas dans les centres récréatifs.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu le règlement relatif aux repas à domicile et aux centres récréatifs adopté par le Conseil communal en sa séance du 21 décembre 2017;

Vu que la commune assure la distribution de repas aux centres récréatifs pour les personnes âgées ou présentant un certificat médical;

Considérant que la demande de repas dans les centres récréatifs est en constante augmentation (+ 18 % en 2020);

Considérant la difficulté de livrer les repas du jour aux heures de repas prévues dans les centres;

Considérant la nécessité d'étendre les horaires de livraison des repas dans les centres récréatifs afin de satisfaire à l'augmentation des demandes;

Considérant le délai de 3 jours pour les commandes auprès du fournisseur et la livraison anticipée des repas (livraison du repas pour le lendemain), le délai minimum pour toute modification de commande devra être porté à 4 jours ouvrables;

Vu l'article I.12 Révisions de prix du Cahier spécial des charges pour le marché public du service des repas offrant la possibilité au fournisseur d'adapter les prix par indexation;

Considérant la nécessité d'adapter les règlements des repas dans les centres récréatifs à la réorganisation du service,

Décide :

- d'adopter les modifications au "règlement relatif au service repas dans les centres récréatifs" ci-joint;
- de modifier le règlement à partir du 1er mars 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Reglement betreffende de dienst maaltijden in de recreatiecentra.- Wijzigingen.

De Raad,

Gelet op de reglementen op de maaltijden-aan-huis en in de recreatiecentra, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 21 december 2017;

Aangezien de gemeente de verdeling van maaltijden-aan-huis aan ouderen of aan personen met een doktersattest verzekert;

Overwegende dat de vraag in de recreatiecentra blijft toenemen (+ 18 % in 2020);

Overwegende de moeilijkheid om de maaltijd van de dag te leveren tijdens maaltijden voorzien in de recreatiecentra;

Overwegende de noodzaak om de leveringsuren in de recreatiecentra uit te breiden om te beantwoorden aan de stijgende vraag;

Overwegende de termijn van 3 dagen voor de bestellingen bij de leverancier en de voortijdige levering van de maaltijden aan de begunstigden (levering van de maaltijd voor de volgende dag), moet de minimumtermijn voor elke wijziging aan de bestelling verlengd worden tot 4 werkdagen;

Gelet op artikel I.12 Prijsherzieningen van het bestek voor de overheidsopdracht voor de levering van de maaltijden, dat de leverancier de mogelijkheid biedt om de prijzen via indexering aan te passen;

Overwegende de noodzaak om de reglementen op de maaltijden in de recreatiecentra aan te passen aan de reorganisatie van de dienst,

Beslist :

- de wijzigingen aan het bijgevoegde reglement op de maaltijden in de recreatiecentra goed te keuren;
- de wijzigingen aan de reglement te laten gelden vanaf 1 maart 2021.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2017 REGLEMENT REPAS CENTRES modifié 2021.doc, 2021 - REPAS - CENTRES - règlement.doc, 2021 - REPAS CENTRES règlement Nederlands.doc, 2017 REGLEMENT REPAS CENTRES modifié 2021 Nederlands.doc

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

25.02.2021/A/0038 **C.P.A.S.- Approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de concertation.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 27 janvier 2021 et dans le cadre de l'article 26 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S., le Conseil de l'Action sociale a décidé d'arrêter le règlement d'ordre intérieur du Comité de concertation,

Prend connaissance du texte de ce règlement en annexe,

Et décide de l'approuver.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

O.C.M.W.- Goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Overlegcomité.

De Raad,

Aangezien dat in zitting van 27 januari 2021 en in het kader van artikel 26 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s, de Raad voor Maatschappelijk welzijn beslist heeft om het huishoudelijk reglement van het Overlegcomité vast te stellen,

Neemt kennis van de bijgevoegde tekst,

En beslist hem goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

courrier commune.pdf, RGT Comité de concertation-19janv21doc.pdf

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique des Centres publics d'action sociale;

Vu le commentaire du Président du Conseil de l'Action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2021 s'élève à 17.472.751,87 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de **17.472.751,87 €**;

Attendu que le projet de budget du CPAS a été soumis à la concertation le 17 novembre 2020 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du CPAS;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 janvier 2021 arrêtant le budget du CPAS pour l'exercice 2021 :

Recettes d'exploitation **54.064.896,19 €**

Dépenses d'exploitation **53.968.065,09 €**

Recettes d'investissement **27.553.962,09 €**

Dépenses d'investissement **27.650.793,19 €**

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 janvier 2021 arrêtant le budget du CPAS pour l'exercice 2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Abstentions : Marc Cools, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

OCMW - Begroting 2021.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet op de OCMW's;

Gelet op de uitleg van de voorzitter van de Raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het OCMW voor 2021 17.472.751,87 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van **17.472.751,87 €**;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het OCMW door het overlegcomité op 17 november 2020 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de OCMW's;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 27 januari 2021 waarbij de begroting van de OCMW wordt vastgesteld :

exploitatieontvangsten **54.064.896,19 €**

exploitatieuitgaven **53.968.065,09 €**

investeringsontvangsten **27.553.962,09 €**

investeringsuitgaven **27.650.793,19 €**

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 27 januari 2021 betreffende de vaststelling van de begroting van het OCMW voor het

dienstjaar 2021.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré.

Onthoudingen : Marc Cools, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

9 annexes / 9 bijlagen

20210127-A-0012-AN-003.pdf, 20210127-A-0012-DE-NL.pdf, 20210127-A-0012-AN-001.pdf, 20210127-A-0012-DE-FR.pdf, 20210127-A-0012-AN-004.pdf, 20210127-A-0012-AN-005.pdf, 20210127-A-0012-AN-007.pdf, 20210127-A-0012-AN-002.pdf, 20210127-A-0012-AN-006.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

25.02.2021/A/0040 **A.S.B.L. Generation +.- Budget 2021.**

Le Conseil,

Attendu que le budget 2021 a été présenté à l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Generation + en date du 18 janvier 2021;

Que ce budget a été accepté à l'unanimité par cette assemblée,

Décide de prendre connaissance du budget 2021 de l'A.S.B.L. Generation +.

Le Conseil prend connaissance.

V.Z.W. Generation +.- Begroting 2021.

De Raad,

Aangezien de begroting 2021 werd voorgesteld tijdens de Algemene Vergadering van de V.Z.W. Generation + van 18 januari 2021;

Dat deze begroting éénparig door de Algemene Vergadering werd aanvaard,

Besluit kennis te nemen van de begroting 2021 van de V.Z.W. Generation + .

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Tableau budget 2021.png

25.02.2021/A/0041 **Conseil consultatif communal uclois des Ainé(e)s.- Approbation du ROI et démission d'un membre effectif.**

Le Conseil,

Attendu que la constitution d'un Conseil Consultatif Ucclois des Aîné(e)s (CCUA) a été approuvé par le Conseil Communal en séance du 27/06/2019;

Vu l'ordonnance régionale du 27 juillet 2017 relative aux Conseils consultatifs communaux des aînés qui vise à encadrer la mise en place et le fonctionnement de tels conseils en Région de Bruxelles-Capitale;

Que, conformément à l'Article 16 mentionné dans ses statuts, le CCCA est tenu d'établir un règlement d'ordre intérieur (ROI) qui a pour objet de traiter et de préciser divers aspects organisationnels complétant lesdits statuts;

Que ce ROI a été approuvé en séance du 14/09/2020;

Qu'il devra être soumis à l'approbation du Conseil communal;

Que, par ailleurs, Madame Colette Mahoux, membre effectif, a présenté sa démission au Collège des Bourgmestre et Echevins afin de la faire acter par le Conseil communal, tel que le prévoit l'Art. 11 des statuts,

Décide :

- d'approuver le règlement d'ordre intérieur du Conseil consultatif communal des aînés ucclois;
- d'acter la démission de Madame Mahoux.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Ukkelse Gemeentelijke Adviesraad voor Ouderen.- Goedkeuring van het HR en ontslag van een werkend lid.

De Raad,

Aangezien de samenstelling van een Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO) goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zitting van 27/06/2019;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 27 juli 2017 betreffende de gemeentelijke seniorenadviesraden, die ertoe strekt de invoering en de werking van dergelijke raden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te omkaderen;

Dat overeenkomstig artikel 16 van zijn statuten de GAO een huishoudelijk reglement (HR) moet opstellen met als doel de diverse organisatorische aspecten die deze statuten vervolledigen te behandelen en te verduidelijken;

Dat dit HR goedgekeurd werd in zitting van 14/09/2020;

Dat het ter goedkeuring voorgelegd moet worden aan de gemeenteraad;

Dat mevrouw Colette Mahoux, werkend lid, bovendien haar ontslag ingediend heeft bij het college van burgemeester en schepenen om er akte van te laten nemen door de gemeenteraad, zoals voorzien in artikel 11 van de statuten,

Beslist :

- het huishoudelijk reglement van de Ukkelse Gemeentelijke Adviesraad voor Ouderen goed te keuren;
- akte te nemen van het ontslag van mevrouw Mahoux.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

ROI CCCA organisationnel.pdf, HR GAO.pdf, Démission Colette MAHOUX.pdf

Santé - Gezondheid

25.02.2021/A/0042 **Santé.- Projet pilote "Mission Zéro Bobo".- Approbation de la convention de collaboration entre "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" et le "Service de Promotion de la Santé à l'Ecole" de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse propose de poursuivre en collaboration avec la commune d'Uccle, via son Service de Promotion de la Santé à l'Ecole, le projet pilote "Mission Zéro Bobo" dans une école communale;

Vu que, afin de pouvoir organiser ce projet, une convention de collaboration entre les deux instances sera établie;

Vu que l'objet de cette convention de collaboration est que la Croix Rouge s'engage à former les membres du personnel du Service de Promotion de la Santé communal d'Uccle au module Mission Zéro Bobo, afin qu'ils deviennent des acteurs relais et qu'ils dispensent de façon autonome cette matière à des enfants de 6 à 10 ans, dans le cadre de leurs animations;

Vu que cette convention s'intègre dans le cadre de la continuation du projet pilote initié en 2018 et se poursuivra l'année scolaire 2020-2021;

Qu'elle a également pour objet de fixer les modalités de collaboration entre les parties à l'occasion de l'exécution de prestations de formation;

Vu que la collaboration se porte sur la formation d'animateurs-relais et sur l'animation de modules de premiers soins proposés par la Croix-Rouge de Belgique,

Décide :

- d'autoriser la poursuite du projet pilote "Mission Zéro Bobo" par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole de l'Administration communale d'Uccle en collaboration avec la Croix-Rouge section Jeunesse;
- d'approuver la convention de collaboration pour l'année scolaire 2020-2021.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gezondheid.- Pilotoproject "Mission Zéro Bobo".- Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" en de dienst "Gezondheids promotie op school " van het gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad,

Aangezien la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse in een gemeenteschool het pilotoproject "Mission Zéro Bobo" zou willen voortzetten in samenwerking met de dienst Gezondheids promotie op school van de gemeente Ukkel;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst afgesloten moet worden tussen de beide instellingen om dit project te organiseren;

Gelet op het onderwerp van deze samenwerkingsovereenkomst: la Croix-Rouge verbindt zich ertoe de personeelsleden van de dienst Gezondheids promotie op school van de gemeente Ukkel de opleidingsmodule "Mission Zéro Bobo" te geven zodat zij als tussenpersoon kunnen optreden en zij op een autonome manier deze materie kunnen

overbrengen bij kinderen van 6 tot 10 jaar in het kader van animatie rond gezondheidspromotie op school;

Aangezien deze overeenkomst opgenomen wordt in het kader van de verlenging van het pilootproject, opgestart in 2018, en voortgezet zal worden in het schooljaar 2020-2021;

Aangezien deze overeenkomst eveneens de samenwerkingsmodaliteiten van de twee partijen inzake de uitvoering van de opleidingen wil vastleggen;

Aangezien de opleiding betrekking heeft op de opleiding van animatoren-tussenpersonen en op de animatie van EHBO-modules, voorgesteld door la Croix-Rouge de Belgique;

Beslist :

- zijn toelating te verlenen aan de voortzetting van het pilootproject "Mission Zéro Bobo" door de dienst Gezondheidspromotie op school van het gemeentebestuur van Ukkel in samenwerking met la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse;

- de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst in het schooljaar 2020-2021, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION CROIX ROUGE 2020-2021.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

25.02.2021/A/0043 **Question écrite de Mme Czekalski sur l'état des lieux concernant le développement de la mobilité douce à Uccle.**

Suite à la pandémie de la COVID-19, nombreuses sont les personnes qui se sont mises à faire du vélo et/ou à emprunter des moyens de transports alternatifs aux transports en commun. N'ayant pas toujours l'espace pour avoir un vélo ou un scooter ou n'en trouvant pas l'utilité car utilisés pour de courtes distances, certaines personnes ont par exemples recours aux vélos ou aux scooters en libre partage.

Notre commune compte actuellement un peu moins de 20 stations Villo!. Est-ce que de nouvelles stations sont prévues prochainement sur notre territoire ? Si oui, combien et, où seraient-elles situées ? Si non, pourquoi ?

Ne serait-il pas opportun d'augmenter le nombre de stations Villo! sur notre territoire si on veut donner la possibilité aux Ucclois de continuer à se déplacer en vélo ? Prenons un exemple, il y a une station Villo! à la gare d'Uccle Calevoet et une autre à la gare de Saint-Job. Il n'y a pas d'autres stations entre ces deux points.

Est-ce qu'une étude a été réalisée afin d'envisager d'en placer une à proximité du Lycée français ? Cela serait plus pratique, permettrait d'avoir une station Villo! entre les 2 gares et désengorgerait le quartier en période scolaire.

En outre, suite à la pandémie, de nombreuses sociétés de free-floating ont ralenti voire malheureusement cessé leurs activités (Jump, Dott, Lime, Billy Bike, etc.) en Région bruxelloise. Le territoire de notre commune n'est malheureusement pas couvert à 100% par certains de ces opérateurs (qui ont entre-temps relancé leurs activités). Pouvez-vous nous tenir au courant de l'état des discussions avec ces différents opérateurs ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Réponse :

Force est de constater que si le nombre d'Ucclois à vélo a augmenté au cours de l'année écoulée, les chiffres de fréquentation/d'utilisation des vélos partagés Villo demeurent relativement peu élevés. Vous trouverez en annexe des données précises et récentes relatives à Uccle transmises par JC Decaux.

Nous prévoyons, dans les semaines à venir, de (re)communiquer via les canaux communaux sur l'existence de ce service de vélos partagés, tout comme sur les autres services de vélos partagés, sur notre territoire communal. C'est sans doute d'autant plus utile que Villo propose, depuis un peu plus d'un an maintenant, un service de vélos électriques partagés.

Des contacts sont actuellement en cours avec la Région et JC Decaux concernant le placement d'une nouvelle station Villo entre la gare de Calevoet et la place Saint-Job. Sa localisation exacte n'est pas encore déterminée.

Il n'existe pas d'étude concernant le placement d'une station Villo à proximité du Lycée Français mais c'est une suggestion dont nous prenons bonne note.

Quant aux contacts avec les opérateurs actifs dans le free-floating, ils ont été nombreux dans le courant de l'année 2019. Durant cette période, plusieurs rencontres sont intervenues avec la Commune afin qu'ils présentent leurs services et également afin que nous attirions leur attention sur la nécessité de respecter le règlement général de police, de veiller à maintenir une distance d'1,5 mètres de large sur le trottoir, de ne pas stationner les vélos n'importe où, de nombreuses plaintes de riverains nous étant parvenues à cet égard. Nous ne manquerons pas de reprendre contact avec eux prochainement afin de pouvoir effectuer une première évaluation relative à leur présence sur Uccle, l'évolution et le déploiement de leurs services.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski over de stand van zaken met betrekking tot de ontwikkeling van de zachte mobiliteit te Ukkel.

Door de pandemie wordt er veel meer gefietst en worden er alternatieven voor het openbaar vervoer gebruikt. Inwoners die geen plaats hebben voor een fiets of scooter of deze enkel voor korte afstanden gebruiken doen een beroep op deelfietsen en -scooters.

In Ukkel zijn er nog maar 20 Villostations! Komen er binnenkort nieuwe stations bij zodat de Ukkelaars zich per fiets kunnen blijven verplaatsen ? Zo is er bijvoorbeeld een Villostation aan het station Kalevoet en één aan het station Sint-Job, met tussen deze punten nog geen enkel Villostation. Wordt de mogelijkheid van een station vlakbij het Lycée français overwogen ? Dit zou praktisch zijn omdat er hierdoor een station tussen de treinstations komt en er minder verkeer is in de wijk tijdens de schooluren.

Door de pandemie hebben vele free floating ondernemingen hun activiteiten vertraagd of stopgezet (Jump, Dott, Lime, Billy Bike, ...) in het Brusselse gewest. Ons grondgebied wordt niet 100 % gedekt door deze operatoren (die intussen hun activiteiten opnieuw hebben opgestart). Kan u ons op de hoogte houden van de gesprekken met deze operatoren ?

Antwoord :

Ondanks de stijging van het gebruik van de fiets het afgelopen jaar blijft het gebruik van Villo-deelfietsen relatief laag. In de bijlage vindt u recente details over Ukkel, overgemaakt door JC Decaux.

In de komende weken zal opnieuw gecommuniceerd worden over deze deelfietsdiensten in Ukkel. Villo stelt al ongeveer een jaar elektrische deelfietsen voor.

Er zijn contacten met het gewest en JC Decaux over een nieuw station tussen het station Kalevoet en het Sint-Jobsplein (nog geen locatie bepaald).

Er is geen studie over een Villostation vlakbij het Lycée Français maar we hebben hier nota van genomen.

Er waren talrijke contacten met free floating diensten in 2019 waarbij zij hun diensten hebben voorgesteld en de gemeente heeft gewezen op de naleving van het algemeen politiereglement, de verplichting om 1,5 meter doorgang op trottoirs te behouden en dat fietsen niet overal achtergelaten mogen worden (veel inwoners klagen hierover). We zullen hen zeker opnieuw contacteren voor een eerste evaluatie van hun aanwezigheid in Ukkel en de evolutie van hun diensten.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Prises et déposes Uccle 2019-2020.xlsx, 20 23 Czekalski sur développement mobilité douce à Uccle.docx

25.02.2021/A/0044

Question écrite de M. Cools sur les conséquences sur Uccle de la mise en zone bleue de tout Drogenbos.

La Commune de Drogenbos a décidé de mettre tout une partie de son territoire en zone bleue à partir du 1^{er} février 2021. Cette décision a-t-elle été concertée avec la Commune d'Uccle ? Notre Commune en a-t-elle été informée ?

Cette décision peut engendrer des départs de stationnement de Drogenbos vers Uccle. Le Collège envisage-t-il un suivi de l'évolution du stationnement à proximité de Drogenbos afin de voir si la création d'une zone bleue sur Drogenbos doit aussi engendrer un statut de zone bleue pour des voiries limitrophes de cette commune situées sur notre territoire ?

Un cas particulier est celui du tronçon de la rue des Trois Rois entre la rue de l'Etoile et la rue du Vieux Moulin soit du numéro 1 au numéro 55 de cette rue. Ce tronçon de la rue des Trois Rois est déjà en zone bleue depuis 2, 3 années environ. Le souci est qu'il n'y a pas assez de place dans la rue pour l'ensemble des riverains. Ces dernières années il y a eu beaucoup de constructions d'immeubles (en front de rue et intérieur d'îlot) à logements multiples ou des transformations de maisons en appartements. Il y a plus de ménages plus jeunes (ce qui est une bonne chose) avec 1 ou 2 voitures qui ont remplacé des personnes âgées sans voiture. Il y a également la problématique des faux garages et des véhicules ventouses.

La carte riverain des habitants de ce tronçon de la rue des Trois Rois ne leur permet, si j'ai bien compris, que de se garer dans leur rue uniquement, les trois autres rues du bloc se trouvant sur Drogenbos. La rue de l'Etoile est saturée également et on ne peut se garer que d'un côté et il y a pas mal de garages. Ne faut-il pas dans ce contexte élargir au quartier du Melkriek, où il n'y a pas actuellement de réel problème de stationnement, l'aire géographique éligible pour la carte riverain des habitants de la rue des Trois Rois ?

Le bâtiment U est doté de deux parkings souterrains. Pouvez-vous m'indiquer si un de ces deux parkings sera bien affecté pour les visiteurs qui se rendront dans les services communaux ?

Réponse :

Notre Commune a été informée de la décision de la Commune de Drogenbos par le biais d'un courriel émanant de son échevin de la Mobilité adressé au Bourgmestre, à l'Echevin de la Mobilité et à la cellule Mobilité le 30 décembre dernier.

Suite à cette annonce, le Premier Echevin a pris contact avec son homologue de Drogenbos. Nous avons ainsi appris que, suite à des soucis techniques, la mise en place de cette zone bleue était reportée au mois de mai prochain.

Nous avons évoqué le cas des voiries « frontalières » et la pertinence de conclure pour celles-ci des accords de réciprocité, comme il en existe avec Forest par exemple, afin d'autoriser les riverains ucclois à stationner sur le tronçon de la voirie situé à Drogenbos (jusqu'au 1^{er} carrefour) et vice versa. La Commune de Drogenbos s'est montrée tout à fait ouverte à cet égard. Les prochaines semaines seront mises à profit afin d'avancer sur ce volet.

Aucune décision n'a encore été prise concernant un éventuel changement dans la réglementation de stationnement des zones proches de Drogenbos. On veut éviter d'effectuer des modifications qui s'avèreraient non nécessaires. Les services suivront de près la situation et nous serons évidemment attentifs aux retours qui nous parviendraient de la part des habitants. Le cas échéant, nous prendrons les mesures requises afin de préserver le stationnement des Ucclois vivant à proximité de Drogenbos. Le périmètre du secteur de stationnement devrait alors être revu.

Enfin, concernant le bâtiment U, l'un des deux parkings sera effectivement affecté à du stationnement pour les visiteurs.

La cellule Mobilité n'a pas été chargée de faire un suivi de l'évolution du stationnement à proximité de Drogenbos. A priori, oui, il faudrait homogénéiser le statut du stationnement et passer en bleu les rues qui ne sont toujours pas réglementées sinon les rues non-réglées subiront le report de stationnement. Ceci nécessitera quelques mois avant que la mise en place de cette réglementation soit effective.

Il s'agit des rues :



Le secteur de validité pour les cartes de dérogations devra être adapté en fonction.

Le service Parking a répondu que la seule mesure qui peut être mise en œuvre dans l'immédiat pour nos riverains, c'est de proposer, l'accord de réciprocité pour les rues limitrophes entre nos deux communes.

L'étude sur la gestion des places de parkings dans les parkings souterrains du bâtiment U est en cours d'analyse. Rien n'est encore décidé à ce stade-ci.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools over de gevolgen voor Ukkel van het invoeren van een algemene blauwe zone te Drogenbos.

De gemeente Drogenbos heeft een blauwe zone ingevoerd in een gedeelte van haar grondgebied vanaf 1 februari 2021. Werd dit besproken met Ukkel of werd onze gemeente hierover geïnformeerd ?

Deze maatregel kan leiden tot parkeerverschuiving van Drogenbos naar Ukkel. Zal het college het parkeren vlakbij opvolgen om te bepalen of er een blauwe zone nodig zal zijn in de aangrenzende wegen van deze gemeente ?

Een bijzonder geval is het gedeelte van de Drie Koningenstraat tussen de Sterstraat en de Oude Molenstraat (nr. 1 tot 55 van deze straat). Dit gedeelte van de Drie Koningenstraat is al 2 à 3 jaar een blauwe zone. Er is onvoldoende plaats in deze straat voor alle inwoners omdat er de laatste jaren veel woningen zijn bijgekomen. Er zijn ook veel jonge gezinnen met 1 of 2 voertuigen die oudere inwoners zonder voertuig hebben vervangen. Er is ook nog het probleem van valse garages en langparkeerders.

De bewonerskaart van de inwoners van dit gedeelte Drie Koningenstraat is enkel geldig in hun eigen straat. De drie andere wegen van het blok bevinden zich in Drogenbos. De Sterstraat is eveneens verzadigd. Moet hun zone in deze context uitgebreid worden naar de wijk Melkriek, waar momenteel geen echte parkeerproblemen zijn ?

Gebouw U beschikt over twee ondergrondse parkings. Zal één parking hiervan gebruikt kunnen worden voor bezoekers van de gemeentediensten ?

Antwoord :

De schepen van Mobiliteit van Drogenbos heeft onze burgemeester, de schepen van Mobiliteit en de Mobiliteitscel hierover geïnformeerd op 30 december.

De eerste schepen heeft zijn collega van Drogenbos gecontacteerd en vernomen dat de invoering van de blauwe zone om technische redenen uitgesteld werd tot mei.

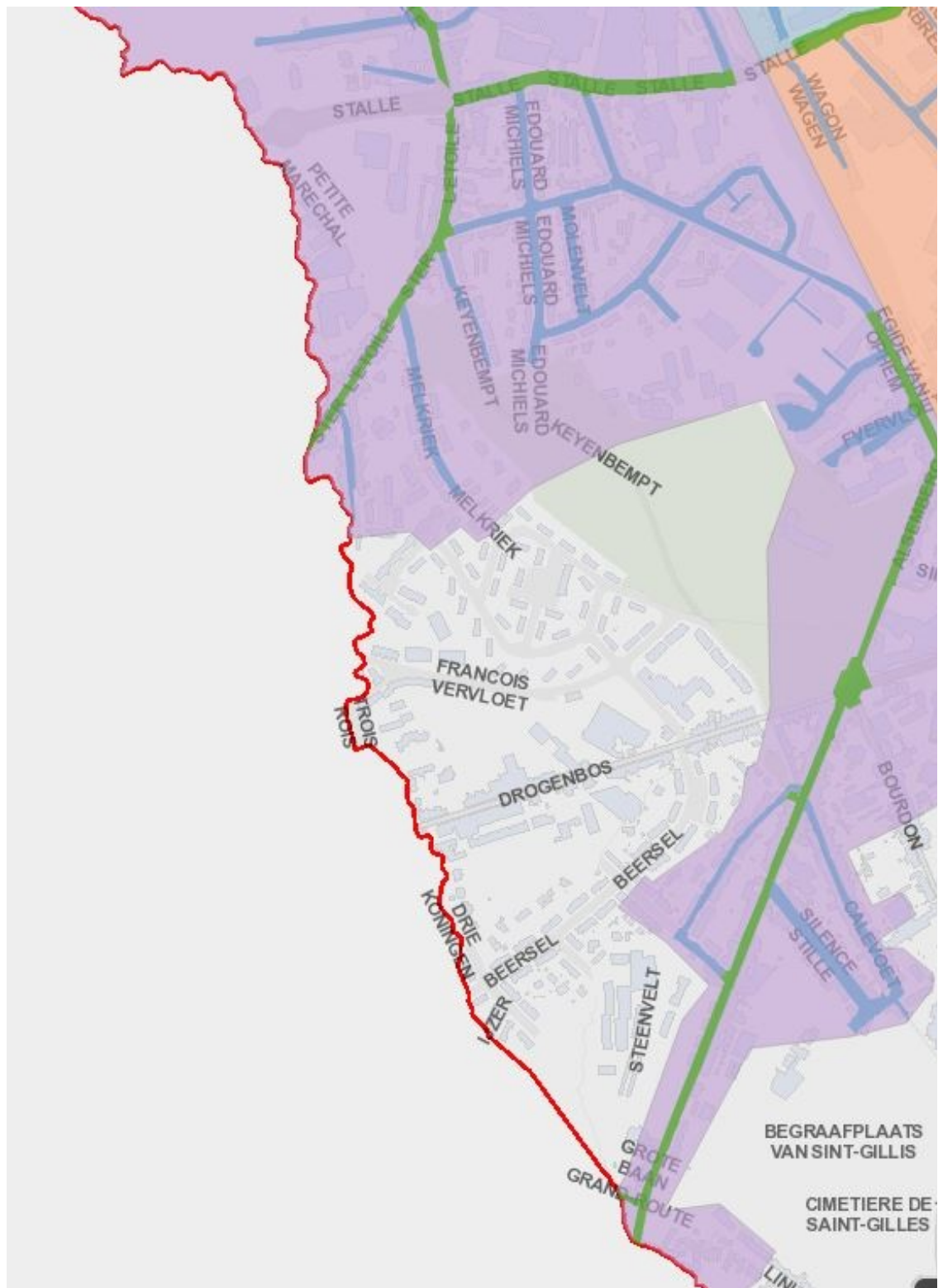
We hebben gesproken over het probleem met de grenswegen en de gepastheid om wederzijdse akkoorden af te sluiten zoals met Vorst, waarbij inwoners van grenswegen tot het volgende kruispunt in de andere gemeente mogen parkeren.

Er is nog geen beslissing genomen over aanpassingen van het parkeerreglement voor zones vlakbij Drogenbos maar we zullen de toestand van nabij opvolgen en desgevallend maatregelen nemen om de parkeermogelijkheden van de Ukkelaars te beschermen. De perimeter van de parkeersector zou aldus herzien moeten worden.

In gebouw U zal één ondergrondse parking door bezoekers gebruikt kunnen worden.

Het parkeerstatuut zou gehomogeniseerd moeten worden en nog niet-gereguleerde wegen in een blauwe zone geplaatst moeten worden omdat deze laatste wegen anders de gevolgen van de parkeerverschuiving zullen voelen.

Het betreft de volgende wegen :



De geldigheidssector van de parkeerkaarten zal hieraan aangepast moeten worden.

De dienst Parking heeft geantwoord dat de enige snelle oplossing voor de inwoners het afsluiten van wederzijdse akkoorden is.

De parkeerplaatsen van gebouw U worden nog geanalyseerd. Er is hierover nog niets beslist.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

21 1 Cools zone bleue Drogenbos.docx

Lors du Conseil communal du 17 décembre dernier, l'assemblée avait voté pour placer l'avenue Montana en rue cyclable. Le débat avait été nourri et tous les conseillers ne partageaient pas l'enthousiasme de l'Échevin.

J'aimerais revenir sur ce débat non pour contester la décision qui présente les avantages d'apaiser une rue soumise à une forte pression automobile ou qui offre aux cyclistes un accès plus sécurisé au bois. La solution proposée n'est pas non plus de critique ainsi, elle risque de provoquer des embouteillages en amont dû aux écarts de vitesse entre les vélos et les voitures ou encore d'augmenter la population avec une circulation automotrice à bas régime. Nous pourrions dissenter à l'infini sur la décision de l'Échevin sans pour autant avoir la certitude de prendre la bonne décision.

J'aurais pu me contenter de la seule délibération, mais la réponse de l'échevin sur la méthode choisie pour désigner cette rue m'avait interpellé en particulier sur les rapports entre la zone de police et l'échevin sur les questions de mobilité. J'ai donc posé les questions au chef de corps de la zone de police.

À la question sur les renseignements demandés à la zone, il m'a été répondu qu'il est organisé des réunions PoUTra. Elles ont lieu régulièrement en fonction des besoins et mensuellement lors du groupe de travail. Sur le type de renseignements fournis, je lis : « La zone de police donne notamment des avis sur les futurs aménagements. Cela concerne par exemple le respect de la législation, de la signalisation et les éventuels impacts sur la circulation/mobilité. » Sur la publicité, des rapports, il m'a été répondu que : « Ces avis ne font cependant pas l'objet de rapports distincts et ne sont pas publics, mais sont donnés dans le cadre de nos GTM mensuels (groupes de travail mobilité/voirie/police). »

Enfin sur l'accord que la zone de police aurait marqué sur la transformation de l'avenue Montana en rue cycliste, la zone de police me confirme que : « La zone n'étant plus détentrice du rapport en question, il convient d'en demander la communication à l'échevin (art. 5 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration). »

Je ne peux que suivre l'avis du chef de zone et demander à l'échevin la communication de ce rapport. Plus généralement, je ne vous cacherai pas mon inquiétude sur le manque de transparence de la méthode choisie. Je peux comprendre une certaine discrétion des informations lorsqu'elles peuvent porter préjudice à l'une ou l'autre citoyenne ou citoyen, mais dans le cas présent, il s'agissait de décider si une rue devait devenir cycliste ou non. Dans un avenir proche, nous aurons des discussions sur le futur plan de mobilité de la commune. Dans ce cadre, j'aimerais pouvoir m'appuyer sur des données les plus objectives possibles pour me faire un avis et dès lors, je souhaite demander à l'échevin ce qu'il compte faire pour améliorer la transparence des décisions.

Réponse :

L'avis de la police est très régulièrement sollicité pour des dossiers voirie-mobilité : mises en zone 30 ou en zone de rencontre, création d'une rue cyclable, changement de sens de circulation ou mise à sens unique, création d'un rond-point ou d'un dévoiement de voirie, mises en place de zones de stationnement spécifiques (places handicapées par exemple) ou de zones d'évitement etc...

De tels dossiers sont le plus souvent évoqués au cours de réunions de travail internes à l'administration réunissant les services/agents compétents (voirie-mobilité-police). Un groupe de travail mobilité se réunit une fois par mois, un représentant de la police y est systématiquement convié.

Pour la rue cyclable Montana, comme pour les 3 autres rues concernées, l'avis de la Police a été sollicité et celui-ci était favorable.

L'unique remarque de la police portait sur une phrase apparaissant dans la note établie par la cellule mobilité (à savoir : « Le flux relativement faible de véhicules motorisés à l'heure de pointe »). La Police a fait, assez logiquement, part de ses doutes quant à cette affirmation.

L'avis de la police, qui consiste en un courriel interne daté du 24 août 2020, adressé à la Cellule mobilité, ne comporte pas d'autre élément.

En pièces jointes :

- la note relative aux rues cyclables réalisée par la Cellule Mobilité ;
- la délibération du Collège du 1^{er} septembre 2020.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Bernard Hayette over de Montanalaan.

Tijdens de gemeenteraad van 17 december ll. heeft de vergadering beslist om van de Montanalaan een fietsstraat te maken. Niet alle raadsleden waren even enthousiast als de schepen.

Ik wil terugkomen op dit debat, niet om de beslissing te betwisten (minder verkeersdruk, veiligere fietsroute). We kunnen eindeloos discussiëren over de beslissing van de schepen zonder met zekerheid te weten de juiste beslissing te hebben genomen.

Ik moest mij tevreden stellen met een enkele beraadslaging maar het antwoord van de schepen over de gekozen methode om deze straat aan te wijzen had me geïnterpelleerd in het bijzonder over de banden tussen de politiezone en de schepen inzake mobiliteitskwesities. Ik heb dus de vragen gesteld aan de korpschef van de politiezone.

Op de vraag over de inlichtingen gevraagd aan de zone werd me geantwoord dat er vergaderingen PolUTra worden georganiseerd die regelmatig plaatsvinden naargelang de noden en maandelijks tijdens de werkgroep. Over het type geleverde inlichtingen lees ik: "La zone de police donne notamment des avis sur les futurs aménagements. Cela concerne par exemple le respect de la législation, de la signalisation et les éventuels impacts sur la circulation/mobilité." Over de openbaarheid van verslagen werd geantwoord: "Ces avis ne font cependant pas l'objet de rapports distincts et ne sont pas publics, mais sont donnés dans le cadre de nos GTM mensuels (groupes de travail mobilité/voirie/police)."

Over de goedkeuring van de politiezone over de omvorming van de Montanalaan tot fietsstraat heeft de politiezone bevestigd: « La zone n'étant plus détentrice du rapport en question, il convient d'en demander la communication à l'échevin (art. 5 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration). »

Ik kan enkel het advies van de zonechef volgen en de schepen vragen dit verslag te communiceren. Ik laat mijn bezorgdheid over het gebrek aan transparantie van de gekozen methode blijken. Ik kan begrijpen dat er een zekere discretie nodig is om een andere burger niet te benadelen maar hier gaat het over een beslissing om al dan niet een fietsstraat in te voeren. Binnenkort zullen we discussiëren over het toekomstige gemeentelijke mobiliteitsplan. Ik zou mij hiervoor willen baseren op zo objectief mogelijk gegevens en vraag aan de schepen om de transparantie van beslissingen te verbeteren.

Antwoord :

Het advies van de politie wordt erg regelmatig gevraagd voor dossiers rond wegen en mobiliteit: invoering zone 30 of ontmoetingszone, creatie van een fietsstraat, wijziging van

de verkeersrichting of invoering eenrichtingsverkeer, aanleg van een rotonde of een omleiding, aanleg specifieke parkeerzones (mindervaliden, ...) of verdrijvingsvlakken, ... Dergelijke dossiers worden vaak behandeld tijdens interne werkvergaderingen tussen de diensten Wegen en Mobiliteit en de politie. Elke maand vergadert een werkgroep rond mobiliteit en er wordt systematisch een vertegenwoordiger van de politie opgeroepen. Voor de fietsstraat Montana - net zoals voor de 3 andere betrokken wegen - werd het advies van de politie gevraagd en dit was gunstig.

De enige opmerking van de politie ging over een zin in de nota van de Mobiliteitscel ("Le flux relativement faible de véhicules motorisés à l'heure de pointe"). De politie heeft haar twijfel over deze bewering laten blijken.

Het advies van de politie (interne mail van 24 augustus 2020 gericht tot de Mobiliteitscel) bevat geen andere elementen.

In de bijlage :

- nota over fietswegen van de Mobiliteitscel;
- beraadslaging van het college van 1 september 2020.

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

*21 3 Hayette Av Montana.docx, Annexe+-+Rues+cyclables+déf.pdf,
2020_09_01_Deliberation Collège rues cyclables.pdf*

25.02.2021/A/0046 **Question écrite de M. Cools sur le bilan à tirer du réseau Villo.**

Depuis plusieurs années des stations Villo ont été installées à Uccle. Pouvez-vous m'indiquer quand se termine la convention qui lie notre Commune avec la société concessionnaire qui exploite ce réseau de location de vélos ? Une évaluation a-t-elle été faite sur Uccle du déploiement de ce réseau notamment en termes de locations de vélo ? Une location de vélos électriques est-elle envisagée ?

Réponse :

L'exploitation du réseau de locations de vélos Villo fait l'objet d'une convention entre la Région et JC Decaux.

Vous trouverez en annexe les données détaillées les plus récentes quant à la fréquentation des stations uccloises, transmises par JC Decaux.

Villo propose des vélos à assistance électrique depuis fin 2019. D'après les informations communiquées par la Ministre Elke Van den Brandt en commission mobilité du Parlement bruxellois en octobre 2020, Villo compte environ 32.000 abonnés dont 25% disposent d'un abonnement vélo électrique.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools over de balans van het Villo-netwerk.

Ukkel beschikt al enkele jaren over Villostations. Wanneer stopt de overeenkomst tussen de gemeente en deze concessiehouder ? Werd er een evaluatie gemaakt over dit systeem ? Wordt de verhuring van elektrische fietsen overwogen ?

Antwoord :

De verhuring gebeurt via een overeenkomst tussen het gewest en JC Decaux. In de bijlage vindt u de meest recente details over het gebruik van de Ukkelse station, overgemaakt door JC Decaux.

Villo stelt elektrische fietsen voor sinds eind 2019. Volgens informatie van minister Elke Van den Brandt (oktober 2020) had Villo ± 32.000 leden waarvan 25 % beschikken over een abonnement elektrische fiets.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

21 4 Cools sur réseau Villo.docx, Prises et déposes Uccle 2019-2020.xlsx

25.02.2021/A/0047 **Interpellation de Mme Fraiteur : le suivi du réaménagement de la Place de Saint-Job et de ses alentours.**

Mme Fraiteur rappelle que le Collège a signé une convention avec la Région bruxelloise visant à financer une étude d'intégration architecturale, urbanistique et paysagère consacrée au réaménagement de la place de Saint-Job et de ses alentours.

M. l'Echevin des Travaux et de la Mobilité a signalé, lors d'une intervention de Mme Fraiteur lors de la séance du Conseil communal du 22 octobre dernier, que le bureau d'études serait désigné en décembre 2020 et que les travaux débuteraient en janvier 2021.

Le bureau d'études choisi devrait proposer trois scénarios de réaménagement, qui feront l'objet d'une consultation auprès des riverains, commerçants et associations. Par la suite, une enquête publique devra être effectuée, avant que le permis ne soit délivré.

Le bureau d'études a-t-il bien été désigné fin décembre comme prévu ? Quels sont les critères retenus pour le choix des candidats ? Plusieurs candidats se sont-ils présentés ? Dans quel délai le bureau d'études est-il censé remettre ses trois scénarios ? À quel moment et selon quelles modalités la consultation de la population sera-t-elle opérée ?

Selon Mme Fraiteur, il faut réduire la cassure causée par le chemin de fer entre la place et ses rues avoisinantes. Vu qu'il convient d'encourager les piétons et les cyclistes afin de réduire la pression automobile, le Collège ne pourrait-il pas aménager des passerelles destinées aux piétons et cyclistes, ou installer une dalle traversant la ligne de chemin de fer, analogue à celle de Louvain-la-Neuve ?

M. Cools ne partage pas l'empressement de Mme Fraiteur face à la perspective d'une rénovation de la place de Saint-Job. Les commerçants de cette place ne sont certainement pas empressés non plus, car ils n'ont aucune envie de voir ce quartier éventré juste après avoir subi de plein fouet la crise sanitaire.

M. Cools est aussi surpris par les considérations de Mme Fraiteur sur le chemin de fer. Il réitère à cet égard sa question au Collège du 22 octobre dernier à propos de la demande de permis introduite par Infrabel pour la démolition du pont, qui s'avère particulièrement dangereux et sur lequel la circulation des poids lourds est interdite.

La cohérence du phasage des travaux exige que la construction d'un nouveau pont constitue une priorité par rapport à la rénovation de la place de Saint-Job et de ses environs.

De plus, M. Cools invite le Collège à mettre en place une authentique participation citoyenne. Vu que celle-ci requiert des réunions en présentiel, il faudra attendre une amélioration significative de la situation sanitaire pour lancer le processus.

M. l'Echevin Wyngaard répond que parmi les 8 bureaux d'études s'étant portés candidats, le Collège a opté pour le bureau Arter, vu ses performances sur des critères tels que le prix, la méthodologie, l'élaboration de l'étude, la composition de l'équipe.

La place de Saint-Job n'est pas vouée à servir exclusivement de parking à ciel ouvert. Il faut donc concilier la nécessité du stationnement avec le souci de préserver la convivialité, de veiller à la sécurité des piétons et cyclistes, de réserver une place suffisante aux transports publics, de verduriser la place... Tous ces aspects seront examinés par le bureau d'études dans le cadre de son analyse, dont un volet important intégrera les conclusions d'une intense participation citoyenne.

Le processus comportera 7 étapes qui déboucheront chacune sur une participation citoyenne.

La première étape inclura un relevé des données topographiques, les phases ultérieures prévoient l'étude et la définition de l'avant-projet, au cours desquelles une consultation sera organisée via une enquête publique, ainsi qu'un atelier en plein air et deux ateliers spécifiques avec les commerçants.

Il y aura aussi des permanences, des stands organisés sur site à intervalles réguliers, par exemple pendant le marché du lundi matin, afin de prendre le pouls des citoyens.

Le Collège veillera à assurer un équilibre entre activités présentiels et consultations en ligne, en privilégiant autant que possible le mode présentiel si le contexte sanitaire le permet.

Pour ce qui concerne le projet relatif au pont de l'avenue Jean et Pierre Carsoel, dont les travaux devraient débuter en 2023, une demande de permis sera normalement déposée par Infrabel dans le courant du mois d'avril. L'administration communale est encore en contact avec la STIB et les opérateurs ferroviaires pour régler certaines modalités avant le dépôt de la demande de permis.

Le nouveau pont consistera en une dalle de 40 m de large (par rapport aux 6 m de large du pont actuel), qui rendra plus confortables les cheminements piétons et cyclables et comprendra des rampes d'accès vers les quais des trains.

L'installation de cette dalle pose néanmoins des difficultés à Infrabel, dans la mesure où elle transforme le pont en un tunnel soumis à toute une série de contraintes légales visant à garantir la sécurité ferroviaire.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Fraiteur : de opvolging van de heraanleg van het Sint-Jobsplein en omgeving.

Mevr. Fraiteur herinnert eraan dat het college een overeenkomst met het Brussels Gewest heeft gesloten voor de financiering van een studie rond de integratie van architectuur, stedenbouw en landschap in het kader van de herinrichting van het Sint-Jobsplein en de omgeving ervan. De schepen van Werken en Mobiliteit had tijdens een tussenkomst van mevr. Fraiteur tijdens de gemeenteraad van 22 oktober gemeld dat het studiebureau in december 2020 aangesteld zou worden en dat de werkzaamheden in januari 2021 zouden starten. Het ontwerpbureau moet drie herinrichtingsscenario's voorstellen die voorgelegd zullen worden aan bewoners, handelaars en verenigingen, met nadien een openbaar onderzoek alvorens de uitreiking van een vergunning.

Werd het studie ontwerpbureau zoals gepland aangesteld eind december? Welke criteria werden gehanteerd voor de keuze van de kandidaten ? Hebben meerdere kandidaten zich aangemeld ? Hoe snel moet het studiebureau zijn drie scenario's indienen ? Wanneer en hoe

vindt de consultatie van de bevolking plaats ?

Volgens mevr. Fraiteur moeten we de breuk door de spoorlijn tussen het plein en de aangrenzende straten beperken. Overweegt het college - ter aanmoediging van voetgangers en fietsers om de autodruk te verminderen - om loopbruggen voor voetgangers en fietsers te bouwen of een plaat te plaatsen over de spoorlijn, zoals in Louvain-la-Neuve ?

De h. Cools vindt niet dat er haast moet zijn om het Sint-Jobsplein te renoveren, wat ook gedeeld wordt door de handelaars van dit plein die al erg getroffen worden door de gezondheidscrisis. Hij is ook verrast door de overwegingen van mevr. Fraiteur op het spoor. Hij verwijst hiervoor naar zijn vraag aan het college van 22 oktober over de vergunningsaanvraag ingediend door Infrabel voor de afbraak van de brug die erg gevaarlijk is en waar zwaar verkeer verboden is. De consistentie van de fasering van de werken vereist dat de bouw van een nieuwe brug een prioriteit is t.o.v. de renovatie van de Sint-Jobsplein en de omgeving ervan. De h. Cools vraagt het college om echte burgerinspraak te voorzien. Er zijn hiervoor fysieke vergaderingen noodzakelijk maar hiervoor moet de gezondheidstoestand aanzienlijk verbeteren.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college uit 8 kandidaten heeft gekozen voor het bureau Arter op basis van criteria zoals prijs, methodologie, ontwikkeling van de studie en de samenstelling van het team.

Het Sint-Jobsplein is niet enkel een parking in de open lucht. Het is daarom noodzakelijk om parkeren te verzoenen met gezelligheid, veiligheid van voetgangers en fietsers, voldoende ruimte voor het openbaar vervoer, meer groen ... Al deze aspecten zullen door het bureau worden onderzocht waarbij een belangrijk deel rekening zal houden met de conclusies van intense burgerinspraak.

Het proces omvat 7 fasen die elk leiden tot burgerinspraak. De eerste fase omvat een onderzoek van topografische gegevens en de latere fasen de studie en definitie van het voorontwerp, waarbij inspraak voorzien wordt via een openbaar onderzoek en workshops. Er zullen ook permanenties zijn en regelmatig infostands op o.a. de markt op maandagmorgen. Het college zal zorgen voor een evenwicht tussen fysieke en online inspraak. Er wordt een voorkeur gegeven aan fysieke inspraak als de gezondheidscontext dit toelaat.

Voor het project van de brug van de Jean en Pierre Carsoellaan (start gepland in 2023) zal Infrabel normaal in de loop van april een vergunningsaanvraag indienen. Het gemeentebestuur is nog in gesprek met de MIVB en de spooroperatoren om bepaalde voorwaarden te regelen alvorens de vergunningsaanvraag in te dienen. De nieuwe brug zal bestaan uit een 40 m brede plaat (vergeleken met de 6 m breedte van de huidige brug) die meer comfort zal bieden voor voetganger en fietsers met ook toegangshellingen naar de treinperrons. De plaatsing van deze plaat levert echter moeilijkheden op voor Infrabel, aangezien ze de brug in een tunnel transformeert en dit onderworpen is aan een hele reeks wettelijke beperkingen om de spoorwegveiligheid te garanderen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Fraiteur concernant le suivi du réaménagement de la place saint job et de ses alentours.docx

Interpellation de M. Vanraes : mesures pour encourager le civisme dans notre commune.

M. Vanraes a le sentiment que la démocratie est en danger pour le moment, notamment en raison de la diffusion des « fake news » sur l'internet dans une totale impunité, puisqu'il n'y a pas de véritables moyens légaux pour les combattre.

Toutefois, un travail important est mené par la Commission européenne via la Charte des droits fondamentaux.

M. Vanraes salue l'initiative de Mme l'Echevine Ledan visant à la création d'un prix du citoyen, mais il estime qu'il faut aller plus loin.

Selon lui, la démocratie repose avant tout sur l'éducation. Il y a une quinzaine d'années, il a contribué à l'organisation de débats sur des sujets de société dans les écoles flamandes de la Région, avec l'appui du Président de la Commission communautaire flamande. Ces débats, auxquels les élèves de toutes les tranches d'âge de l'enseignement primaire et secondaire ont participé, étaient ensuite relayés au sein du Parlement bruxellois et donnaient lieu à des votes.

M. Vanraes serait favorable au lancement d'une opération analogue à l'échelon local uclois.

Le Conseil communal des jeunes, qui n'a pas pu se réunir cette année-ci en raison de la crise sanitaire, constitue déjà une initiative louable mais il pourrait être utilement complété par l'organisation de débats démocratiques au sein des écoles, qui seraient relayés ensuite au sein du Conseil communal.

M. Vanraes a d'ailleurs remarqué que les initiatives à caractère mémoriel, par exemple sur le génocide de la Seconde guerre mondiale, ne suscitent guère d'intérêt auprès des jeunes, jusqu'à ce qu'un de leurs propres camarades, d'origine yougoslave ou rwandaise, leur dise que les siens ont subi le même sort.

La génération des anciens combattants ou déportés s'est éteinte, mais la commune compte parmi ses habitants des réfugiés politiques d'Afrique ou du Moyen-Orient qui pourraient venir témoigner dans les écoles.

La Journée européenne du 9 mai pourrait être ainsi consacrée à une réflexion sur la démocratie.

Vu que l'octroi des fonds européens est conditionné par le respect des droits fondamentaux par toutes les administrations, y compris les administrations locales, il conviendrait qu'un agent uclois se voie confier la tâche de surveiller le respect scrupuleux de ces dispositions par la commune.

Quelles sont par ailleurs les initiatives envisagées par le Collège en ce domaine ?

Dans quelle mesure la législation communale assure-t-elle l'application de la Charte des droits fondamentaux ?

M. Hayette partage les préoccupations de M. Vanraes.

Il signale que les femmes polonaises ont sollicité le soutien des municipalités d'Europe occidentale.

Il est aussi en faveur de gestes de solidarité envers les citoyens de la Biélorussie.

M. Hayette évoque également les propos tenus par certains philosophes et sociologues, selon lesquels le choc induit par la crise sanitaire aura le même impact que celui qui a été généré par l'attentat contre les deux tours jumelles de New-York.

M. Cools partage le sentiment selon lequel la démocratie constitue un bien très fragile.

Il cite à cet égard des études statistiques montrant que dans de nombreux pays (France,

Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis), un nombre sans cesse grandissant de citoyens ne serait pas hostile à l'instauration d'un régime autoritaire.

Dans le cadre de ses fonctions au sein du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, M. Cools a été amené à rédiger des rapports sur la situation de la démocratie locale dans 7 pays différents, dont la Hongrie, la Moldavie et l'Ukraine, et a pu constater des phénomènes similaires.

Des réflexions sur la démocratie pourraient être menées non seulement à l'occasion de la Journée du 9 mai mais aussi au mois de décembre, lors de la Semaine européenne de la démocratie locale.

M. Cools est partisan de la constitution d'un groupe de travail consacré à ce thème, auquel les 6 groupes politiques présents au sein du Conseil communal seraient associés.

M. Desmet signale que le groupe Ecolo soutient totalement la démarche de M. Vanraes.

En tant qu'enseignant, il manifeste son adhésion complète à l'idée selon laquelle l'éducation joue un rôle essentiel dans la défense de la démocratie et la promotion de la citoyenneté et du « vivre ensemble ».

Mme l'Echevin Delwart répond que les états généraux de la jeunesse prévus à l'automne prochain consacreront une part importante de leurs travaux aux sujets abordés par M. Vanraes.

Mme l'Echevine Ledan précise que les services communaux ont envoyé un courrier aux écoles afin qu'elles relaient auprès de leurs élèves les informations relatives aux futurs états généraux de la jeunesse.

Uccle participe à la Semaine européenne de la démocratie locale. La conférence sur la démocratie participative prononcée lors de l'édition 2019 de cette manifestation a remporté un grand succès.

Le projet « Mon école solidaire », dont le Conseil communal a approuvé le règlement en décembre dernier, invite les élèves à s'engager dans des initiatives liées à l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, dans la perspective d'une mise en pratique des valeurs promues par la Charte des droits fondamentaux.

Dans ce cadre, une école serait habilitée à recevoir de subsides de la commune pour, par exemple, effectuer une visite de la caserne Dossin.

Uccle étant devenue commune « hospitalière » pour l'accueil des réfugiés en 2019, Mme l'Echevine Ledan a discuté avec des responsables du CPAS, afin d'établir un contact avec les réfugiés politiques qui seraient disposés à témoigner de leur expérience auprès des jeunes.

Néanmoins, beaucoup d'entre eux préfèrent demeurer dans l'anonymat, pour des raisons tout à fait compréhensibles.

Ces sujets ont été abordés lors de l'édition 2020 des Journées de la solidarité internationale organisées au Centre culturel, dont le thème était « Migrations et décolonisation ».

La commune va poursuivre cette action en installant au parvis Saint-Pierre l'exposition photographique « Voices of Syria : ten years on », qui évoque le parcours de réfugiés syriens dans les pays voisins à l'occasion du triste anniversaire des 10 ans de la guerre de Syrie. Les écoles seront invitées à programmer des visites de cette exposition.

Le Prix du citoyen européen, dont le projet était annoncé dans la Déclaration de politique générale (DPG), sera remis lors de la Journée de l'Europe le 9 mai prochain. Un événement culturel, organisé selon le cas en mode virtuel ou présentiel, y mettra à l'honneur l'Etat membre qui préside le Conseil de l'Union européenne.

Le respect de la Charte des droits fondamentaux pourrait être contrôlé par l'agent chargé de la solidarité internationale et des affaires européennes, qui assure déjà le suivi de la

motion « Uccle, commune hospitalière ».

En 2021, les Journées de la solidarité internationale se conformeront à l'agenda des Nations-Unies et auront pour thème « Paix et Confiance ».

La commune d'Uccle soutient évidemment les initiatives d'Amnesty International et célèbre la Journée internationale des droits de l'homme.

M. Vanraes remercie le Collège pour les efforts accomplis, tout en insistant sur la nécessité de ne pas limiter les actions entreprises à des exposés ex cathedra.

En effet, les jeunes apprennent la démocratie en la mettant en pratique : en écoutant leurs copains, ils apprennent la culture du débat, le respect des opinions contraires, le dialogue entre majorité et opposition, etc.

Tout comme M. Cools, M. Vanraes souhaite que tous les conseillers communaux intéressés par cette thématique puissent y réfléchir en commun.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Vanraes : maatregelen tot bevordering van de burgerzin in onze gemeente.

De h. Vanraes is van mening dat de democratie momenteel in gevaar is, met name door de ongestrafte verspreiding van "fake news" op internet, aangezien er geen echte legale middelen zijn om dit te bestrijden. Er wordt echter belangrijk werk verricht door de Europese Commissie via het Handvest van de grondrechten. Hij juicht het initiatief van schepen Ledan toe om een burgerprijs in het leven te roepen maar vindt dat men verder moet gaan.

Volgens hem gaat democratie in de eerste plaats over onderwijs. Zo'n vijftien jaar geleden hielp hij mee met het organiseren van debatten over maatschappelijke thema's in Vlaamse scholen in het gewest, met de steun van de voorzitter van de Vlaamse Gemeenschapscommissie. Deze debatten, waaraan leerlingen van alle leeftijdsgroepen in het lager en secundair onderwijs deelnamen, werden vervolgens binnen het Brusselse parlement doorgegeven en gaven aanleiding tot stemmingen. Hij is voorstander van een gelijkaardige actie op lokaal niveau in Ukkel.

De gemeentelijke jeugdraad (dit jaar geen vergaderingen vanwege de gezondheids crisis) is al een lovenswaardig initiatief maar het zou aangevuld kunnen worden met democratische debatten in scholen, die vervolgens zouden worden doorgegeven in de gemeenteraad.

Hij merkt ook op dat initiatieven met een herdenkingskarakter - zoals over de genocide van de Tweede Wereldoorlog - nauwelijks belangstelling wekken bij jongeren, totdat een van hun eigen vrienden, van Joegoslavische of Rwandese afkomst, hen vertelt dat zijn familie hetzelfde lot heeft ondergaan. De generatie oud-strijders of gedeporteerden is uitgestorven, maar de gemeente heeft onder haar inwoners politieke vluchtelingen uit Afrika of het Midden-Oosten die op scholen zouden kunnen komen getuigen.

De Europese Dag van 9 mei zou dus kunnen worden gewijd aan een reflectie over democratie. Aangezien de toekenning van Europese fondsen afhankelijk is van de naleving van de grondrechten door alle besturen, incl. lokale besturen, zou het passend zijn dat een Ukkelse ambtenaar zou toezien op de nauwgezette naleving van deze bepalingen door de gemeente. Welke initiatieven overweegt het college op dit gebied? In hoeverre waarborgt de gemeentelijke wetgeving de toepassing van het Handvest van de grondrechten?

De h. Hayette deelt de bezorgdheden van de h. Vanraes. Hij meldt dat Poolse vrouwen steun hebben gezocht bij gemeenten in West-Europa. Hij is ook voorstander van solidariteitsacties jegens de burgers van Wit-Rusland. Hij verwijst ook naar de opmerkingen van bepaalde filosofen en sociologen, volgens welke de schok veroorzaakt door de gezondheids crisis dezelfde impact zal hebben als de aanval op de Twin Towers van New York.

De h. Cools deelt het gevoel dat democratie een zeer kwetsbaar goed is. Volgens statistische studies zou een steeds groeiend aantal burgers in veel landen (Frankrijk, Duitsland, Verenigd Koninkrijk, Verenigde Staten), niet vijandig staan tegenover de vestiging van een autoritair regime. In het kader van zijn functies binnen het Congres van Lokale en Regionale Overheden van de Raad van Europa werd hem gevraagd om rapporten te schrijven over de toestand van de lokale democratie in 7 verschillende landen, waaronder Hongarije, Moldavië en Oekraïne, waar hij soortgelijke verschijnselen zag.

Beschouwingen over democratie zouden niet alleen ter gelegenheid van 9 mei kunnen plaatsvinden maar ook in december, tijdens de Europese Week van de Lokale Democratie. Hij is voorstander van de creatie van een werkgroep gewijd aan dit thema, waarin de 6 fracties binnen de gemeenteraad worden betrokken.

De h. Desmet wijst erop dat Ecolo de aanpak van de h. Vanraes volledig steunt. Als leerkracht spreekt hij zijn volledige steun uit voor het idee dat onderwijs een essentiële rol speelt bij de verdediging van de democratie en de bevordering van burgerschap en 'samenleven'.

Schepen Delwart antwoordt dat de Staten-Generaal van de Jeugd, gepland komend najaar, een aanzienlijk deel van hun werk zullen wijden aan de onderwerpen die de h. Vanraes heeft aangehaald.

Schepen Ledan zei dat de gemeentediensten een brief naar de scholen hebben gestuurd om hun leerlingen te informeren over de komende Staten-Generaal van de Jeugd. Ukkel neemt deel aan de Europese Week van de Lokale Democratie. De conferentie over participatieve democratie die tijdens de 2019-editie van dit evenement werd gehouden, was een groot succes. Het project "Mijn solidaire school" (reglement goedgekeurd afgelopen december) nodigt leerlingen uit om deel te nemen aan initiatieven rond wereldburgerschap, met het oog op de uitvoering van de waarden die worden gepromoot door het Handvest van de grondrechten. In dat kader zou een school recht hebben op gemeentelijke subsidies voor bijvoorbeeld een bezoek aan de Dossinkazerne.

Ukkel werd in 2019 een "gastvrije gemeente" voor de opvang van vluchtelingen en schepen Ledan sprak met OCMW-ambtenaren om contact te leggen met politieke vluchtelingen die bereid zouden zijn hun ervaring met jongeren te delen maar velen van hen blijven echter om begrijpelijke redenen liever anoniem. Deze onderwerpen werden besproken tijdens de 2020-editie van de Internationale Solidariteitsdagen georganiseerd in het cultureel centrum, met als thema "Migratie en dekolonisatie".

De gemeente zet deze actie voort door de fototentoonstelling "Voices of Syria: tien years on" te installeren op het Sint-Pietersvoorplein, die de reis van Syrische vluchtelingen in de buurlanden weergeeft ter gelegenheid van de droevige tiende verjaardag van de Syrische oorlog. Scholen zullen worden uitgenodigd om deze tentoonstelling te bezoeken.

De prijs van de Europese burger (aangekondigd in de algemene beleidsverklaring) wordt uitgereikt op de Dag van Europa op 9 mei. Een cultureel evenement (virtueel of fysiek) zal de lidstaat eren die de Raad van de Europese Unie voorziet.

De naleving van het Handvest van de grondrechten zou kunnen worden gecontroleerd door de ambtenaar die verantwoordelijk is voor Internationale Solidariteit en Europese Aangelegenheden die al toezicht houdt op de opvolging van de motie "Ukkel, gastvrije gemeente".

In 2021 zullen de Internationale Solidariteitsdagen in overeenstemming zijn met de agenda van de Verenigde Naties en als thema "Vrede en Vertrouwen" hebben.
De gemeente Ukkel steunt uiteraard de initiatieven van Amnesty International en viert de Internationale Dag van de Mensenrechten.

De h. Vanraes bedankt het college voor de geleverde inspanningen maar benadrukt dat de ondernomen acties niet beperkt mogen worden tot ex cathedra-presentaties. Jongeren leren democratie inderdaad door het in de praktijk te brengen: door naar hun vrienden te luisteren, leren ze de debatcultuur, respect voor tegengestelde meningen, dialoog tussen meerderheid en oppositie, enz. Net als de h. Cools wil hij dat alle gemeenteraadsleden die geïnteresseerd zijn in dit onderwerp er samen over kunnen nadenken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellatie van de h. Vanraes - bevorderen van de burgerzin.docx

25.02.2021/A/0049 **Interpellation de M. Hayette : Parking Infobo.**

M. Hayette signale que la commune de Drogenbos a décidé de placer toutes ses rues en zone bleue à partir du 1^{er} février 2021, en raison des désagréments qui seraient causés par le transfert du stationnement des travailleurs venant des communes de Forest, Uccle et Ruisbroek.

Quelle est la réaction du Collège face à cette décision ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que cette réglementation du stationnement sur le territoire de Drogenbos a été reportée du 1^{er} février au 1^{er} mai.

Plusieurs voiries ucloises limitrophes ont déjà été intégrées en zone bleue, parfois en zone verte.

M. l'Echevin Wyngaard est en contact avec son homologue de Drogenbos pour déterminer les positions à prendre par rapport aux autres voiries qui sont à cheval entre les deux communes.

Les services communaux suivront de près l'évolution de la situation dès l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation à Drogenbos mais n'adopteront pas des mesures anticipées, de crainte d'imposer une réglementation inappropriée à des quartiers qui ne subiraient pas l'impact des mesures en vigueur dans la commune voisine.

Quoi qu'il en soit, le Collège veillera à trouver des solutions propices au bien-être des habitants des deux communes.

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Interpellatie van de h. Hayette : Parking Infobo.

De h. Hayette geeft aan dat de gemeente Drogenbos beslist heeft om vanaf 1 februari 2021 al haar straten in een blauwe zone te plaatsen vanwege het ongemak dat zou worden veroorzaakt door de parkeerverschuiving van werknemers afkomstig uit Vorst, Ukkel en Ruisbroek. Wat is de reactie van het college op deze beslissing ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat deze beslissing werd uitgesteld van 1 februari naar 1 mei. Verschillende aangrenzende Ukkelse wegen werden al geïntegreerd in blauwe zones, soms in groene zones. Hij heeft contact met zijn ambtsgenoot in Drogenbos om de standpunten te bepalen ten opzichte van de overige wegen die de twee gemeenten overspannen.

De gemeentediensten zullen de ontwikkeling van de situatie op de voet volgen zodra de nieuwe reglementering in Drogenbos in werking treedt maar zullen geen vroegtijdige maatregelen nemen uit angst voor het opleggen van ongepaste reglementering voor wijken die niet onder de impact van de geldende maatregelen van de buurgemeente zouden vallen. Het college zal erover waken dat er oplossingen worden gevonden die bevorderlijk zijn voor het welzijn van de inwoners van beide gemeenten.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Hayette - parking Infobo.docx

25.02.2021/A/0050 **Interpellation de M. Hayette : rapports de police.**

Le point est retiré.

Interpellatie van de h. Hayette : politierapporten.

Het punt wordt ingetrokken.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Hayette - rapports de police.docx

25.02.2021/A/0051 **Interpellation de Mme Van Offelen : pour une mise en valeur et l'embellissement de la rue Vanderkindere.**

Le point est reporté.

Interpellatie van Mevr. Van Offelen : voor het opwaarderen en verfraaiing van de Vanderkinderestraat.

Het punt wordt verdaagd.

25.02.2021/A/0052 **Interpellation de Mme Fraiteur : jeunes, au temps du Covid : quelles réponses possibles au niveau communal ?**

Le point est reporté.

Interpellatie van Mevr. Fraiteur : jeugd in tijden van Corona, wat is er mogelijk op gemeentelijk vlak ?

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Fraiteur jeunes au temps du covid.docx

25.02.2021/A/0053 **Interpellation de M. Cohen : prime 2021 aux métiers de contact et aux restaurants uclois.**

M. Cohen propose le renouvellement en 2021 de la prime octroyée en 2020 au secteurs de l'horeca et des métiers de contact, afin de pallier les conséquences de la crise du covid. Il s'agit en l'occurrence d'accorder le remboursement de deux douzièmes de la part du précompte immobilier, dans le cadre d'une fourchette de 500 € minimum et 1.000 € maximum. Cette prime serait destinée à tous les commerces qui étaient toujours fermés le 1^{er} janvier 2021, moyennant la preuve de paiement du précompte immobilier 2020.

Même si les coiffeurs ont pu reprendre leur activité le 13 février et qu'il en sera de même des autres métiers de contact le 1^{er} mars, il ne faut pas oublier les investissements considérables auxquels ils ont consenti pour se conformer aux exigences sanitaires.

Il faudra d'ailleurs songer à une aide complémentaire pour les clubs de sport ainsi que pour les autres secteurs qui n'ont toujours pas de perspective.

M. Cohen a appris avec un certain étonnement que pour de nombreux commerçants, l'octroi d'une somme réduite à 500 € s'avère vital. Dans un tel contexte, le soutien susceptible d'être fourni par l'administration communale, grâce au crédit budgétaire de 500.000 € qui a été dégagé, est une nécessité impérieuse.

Mme l'Echevin Delwart répond que le Collège est très conscient des difficultés que le établissements horeca, les salles de sport ou les salons de coiffure et d'esthétique doivent affronter.

Les services de l'échevinat travaillent à l'élaboration de la prime 2021, qui ne peut consister en une simple duplication de la prime 2020, puisqu'il ne s'agira évidemment pas de rembourser une part d'un précompte immobilier qui n'a pas encore été payé.

La proposition de règlement qui sera présentée lors de la prochaine séance du Conseil restera néanmoins dans la fourchette budgétaire de la prime 2020 et s'efforcera de prendre en compte les problèmes de trésorerie particuliers auxquels sont confrontées certaines catégories de commerçants.

Si une ligne budgétaire n'avait pas été prévue, il aurait fallu recourir à des modifications

budgetaires qui n'auraient pas permis au Collège de répondre à l'urgence de la situation. Le soutien de la commune aux secteurs en difficulté est loin d'être chiche : lorsque la Région accorde des primes de 1.000 €, une aide communale de 500 € est loin d'être négligeable.

Les 1.400 commerces ucclois susceptibles de bénéficier de cette prime ont reçu un courrier de l'administration communale. Cette démarche a nécessité un certain temps car il a fallu croiser la banque de données Carrefour des entreprises avec celle des entreprises ayant bénéficié de la prime régionale. Sur les 204 dossiers introduits, 144 concernent des locataires.

Mme l'Echevin Delwart comprend très bien les aspirations à la réouverture de l'horeca mais rappelle qu'il ne s'agit pas d'une compétence relevant des autorités communales. Il appartient au Comité de concertation de prendre ce type de décisions.

Mais selon les dernières informations disponibles, il ne faut guère s'attendre à une réouverture de l'horeca dans les prochaines semaines.

Mme Culer fait part des inquiétudes du Dr Zygas, relayées en commission par M. l'Echevin Hublet, quant aux risques d'une réouverture de l'horeca alors que les hospitalisations pour cause de covid augmentent de façon inquiétante.

M. Cools est bien conscient du fait que la commune ne dispose pas d'un pouvoir de décision en ce domaine mais cela n'empêche pas pour autant le Collège de s'inspirer de l'exemple du Bourgmestre d'Ixelles pour relayer les inquiétudes du secteur horeca, qui redoute une véritable catastrophe si aucune perspective de réouverture, même partielle (limitée par exemple à l'ouverture des terrasses sous certaines conditions), n'est envisageable à l'horizon du 1^{er} avril prochain.

M. De Bock insiste sur la nécessité de cibler les aides en visant à accorder davantage à ceux qui en ont le plus besoin, et ce d'autant plus qu'il y a lieu de s'interroger sur la capacité contributive des demandeurs de la prime qui ne sont pas propriétaires de leur bien et qui, de surcroît, représentent deux tiers des effectifs.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cohen : premie 2021 voor de Ukkelse contactberoepen en restaurants.

De h. Cohen stelt voor om in 2021 de in 2020 toegekende bonus aan de horeca- en contactbedrijven te verlengen om de gevolgen van de covid-crisis te verzachten. Het gaat om een terugbetaling van 2/12 van de onroerende voorheffing (min. € 500 en max. € 1.000) voor alle bedrijven die op 1 januari 2021 nog gesloten waren, mits een bewijs van betaling van de onroerende voorheffing 2020. Ook al konden kappers op 13 februari hun activiteit hervatten, en zal dat op 1 maart hetzelfde zijn voor andere contactberoepen, mogen we de aanzienlijke investeringen die ze hebben gedaan om aan de gezondheidseisen te voldoen niet vergeten. Ook zal moeten worden nagedacht over aanvullende steun voor sportclubs en andere sectoren die nog steeds geen perspectief hebben. De h. Cohen was verrast te horen dat voor veel handelaren de toekenning van een klein bedrag van € 500 van vitaal belang is. In een dergelijke context is gemeentelijke ondersteuning, dankzij het beschikbaar gestelde begrotingskrediet van € 500.000, erg nodig.

Schepen Delwart antwoordt dat het college erg bewust is van de moeilijkheden waarmee horecazaken, sportzalen of kappers- en schoonheidssalons geconfronteerd worden. De

diensten van de schepen werken aan de premie 2021 die niet gewoon een verdubbeling van de premie 2020 mag zijn, aangezien het uiteraard niet gaat om het terugbetalen van een deel van een nog niet betaalde OV. Het nieuwe reglement zal echter binnen de budgettaire marge van de premie 2020 blijven en zal proberen rekening te houden met de specifieke cashflowproblemen van bepaalde categorieën handelaars. Zonder voorziening in de begroting zou een begrotingswijziging nodig zijn waardoor het college niet snel zou kunnen handelen.

De steun van de gemeente voor sectoren in moeilijkheden is verre van schaars: als het Gewest premies van € 1.000 toekent, is de gemeentelijke steun van € 500 verre van verwaarloosbaar. De 1400 bedrijven in Ukkel die van deze premie kunnen genieten, hebben een brief van de gemeente ontvangen. Dit nam enige tijd in beslag omdat de databank van de Kruispuntbank van Ondernemingen moest worden gekruist met die van bedrijven die een gewestelijke premie hadden ontvangen. Van de 204 ingediende dossiers hebben er 144 betrekking op huurders.

Schepen Delwart begrijpt de nood aan heropening van de horeca maar herinnert eraan dat dit geen gemeentelijke bevoegdheid is maar een beslissing van het overlegcomité. Volgens de laatste beschikbare informatie zou de horeca de komende weken niet weer opengaan.

Mevrouw Culer uitte de bezorgdheid van dr. Zygas over de risico's van de heropening van de horeca aangezien het aantal ziekenhuisopnames verontrustend toeneemt.

De h. Cools weet dat de gemeente hier geen beslissingsbevoegdheid heeft maar het college kan wel, naar het voorbeeld van de burgemeester van Elsene, de bezorgdheden van de horeca overmaken die een echte ramp vreest zonder geen uitzicht op heropening, zelfs gedeeltelijk (bepikt tot bijvoorbeeld het openen van terrassen onder bepaalde voorwaarden) op 1 april.

De h. De Bock vindt dat de steun doelgericht toegekend moet worden aan degenen die deze het hardst nodig hebben, te meer daar er reden is om zich vragen te stellen over de bijdragecapaciteit van premieaanvragers die geen eigenaar van hun goed zijn en die bovendien twee derde van de beroepsbevolking vertegenwoordigen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cohen - primes métiers de contact et restaurants.docx

25.02.2021/A/0054 **Question orale de M. Cools : la réouverture des restaurants.**

M. Cools approuve la proposition de M. Cohen. Vu que les établissements horeca auront subi au moins deux mois de fermeture en 2021, il est légitime de leur octroyer cette année-ci une prime équivalente à celle qui a été accordée l'année dernière.

Mais ce dont les restaurants ont le plus besoin, c'est d'une perspective de réouverture, en ce d'autant plus que de nombreux établissements ont été contraints de fermer environ 9 mois au cours des 12 derniers mois et que l'organisation d'un service « take away » n'a pas été suffisante pour les tirer d'affaire.

Le Collège devrait relayer les demandes insistantes de ce secteur, où les faillites ont tendance à se multiplier.

Selon M. Cools, une réouverture pourrait être envisageable moyennant le respect du protocole sanitaire strict imposé pour la réouverture le 8 juin 2020 après le premier confinement.

Le Collège est-il prêt à soutenir la demande visant à rouvrir les restaurants avant le 1^{er} avril 2021 ?

Le Collège compte-t-il s'associer à l'appel du Bourgmestre d'Ixelles en faveur de la levée des restrictions dès la fin du programme de vaccination des personnes à risque ?

M. le Bourgmestre est-il disposé à relayer ces doléances au sein du Conseil régional de sécurité ?

Mme l'Echevin Delwart répond que le Collège est très conscient des difficultés que les établissements horeca, les salles de sport ou les salons de coiffure et d'esthétique doivent affronter.

Les services de l'échevinat travaillent à l'élaboration de la prime 2021, qui ne peut consister en une simple duplication de la prime 2020, puisqu'il ne s'agira évidemment pas de rembourser une part d'un précompte immobilier qui n'a pas encore été payé.

La proposition de règlement qui sera présentée lors de la prochaine séance du Conseil restera néanmoins dans la fourchette budgétaire de la prime 2020 et s'efforcera de prendre en compte les problèmes de trésorerie particuliers auxquels sont confrontées certaines catégories de commerçants.

Si une ligne budgétaire n'avait pas été prévue, il aurait fallu recourir à des modifications budgétaires qui n'auraient pas permis au Collège de répondre à l'urgence de la situation.

Le soutien de la commune aux secteurs en difficulté est loin d'être chiche : lorsque la Région accorde des primes de 1.000 €, une aide communale de 500 € est loin d'être négligeable.

Les 1.400 commerces ucclois susceptibles de bénéficier de cette prime ont reçu un courrier de l'administration communale. Cette démarche a nécessité un certain temps car il a fallu croiser la banque de données Carrefour des entreprises avec celle des entreprises ayant bénéficié de la prime régionale. Sur les 204 dossiers introduits, 144 concernent des locataires.

Mme l'Echevin Delwart comprend très bien les aspirations à la réouverture de l'horeca mais rappelle qu'il ne s'agit pas d'une compétence relevant des autorités communales. Il appartient au Comité de concertation de prendre ce type de décisions.

Mais selon les dernières informations disponibles, il ne faut guère s'attendre à une réouverture de l'horeca dans les prochaines semaines.

Mme Culer fait part des inquiétudes du Dr Zygas, relayées en commission par M. l'Echevin Hublet, quant aux risques d'une réouverture de l'horeca alors que les hospitalisations pour cause de covid augmentent de façon inquiétante.

M. Cools est bien conscient du fait que la commune ne dispose pas d'un pouvoir de décision en ce domaine mais cela n'empêche pas pour autant le Collège de s'inspirer de l'exemple du Bourgmestre d'Ixelles pour relayer les inquiétudes du secteur horeca, qui redoute une véritable catastrophe si aucune perspective de réouverture, même partielle (limitée par exemple à l'ouverture des terrasses sous certaines conditions), n'est envisageable à l'horizon du 1^{er} avril prochain.

M. De Bock insiste sur la nécessité de cibler les aides en visant à accorder davantage à ceux qui en ont le plus besoin, et ce d'autant plus qu'il y a lieu de s'interroger sur la

capacité contributive des demandeurs de la prime qui ne sont pas propriétaires de leur bien et qui, de surcroît, représentent deux tiers des effectifs.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de heropening van de restaurants.

De h. Cools steunt het voorstel van de h. Cohen. Aangezien de horeca in 2021 minstens twee maanden gesloten zal zijn, is het legitiem om dit jaar een bonus toe te kennen zoals vorig jaar. Maar wat restaurants het meest nodig hebben, is een vooruitzicht op heropening, vooral omdat veel etablissementen de afgelopen 12 maanden voor ongeveer 9 maanden moesten sluiten en de organisatie van een 'take away'-service onvoldoende was om stand te houden. Het college zou de dringende verzoeken van deze sector moeten doorgeven omdat er erg veel faillissementen zouden kunnen volgen. Een heropening kan mogelijk zijn mits naleving van het strikte gezondheidsprotocol dat werd opgelegd voor de heropening op 8 juni 2020 na de eerste lockdown.

Zal het college de heropening van restaurants vóór 1 april steunen ? Zal het college zich aansluiten bij de oproep van de burgemeester van Elsene om de beperkingen op te heffen zodra het vaccinatieprogramma voor risicogroepen afloopt ? Is de burgemeester bereid deze grieven door te geven aan de Gewestelijke Veiligheidsraad ?

Schepen Delwart antwoordt dat het college erg bewust is van de moeilijkheden waarmee horecazaken, sportzalen of kappers- en schoonheidssalons geconfronteerd worden. De diensten van de schepen werken aan de premie 2021 die niet gewoon een verdubbeling van de premie 2020 mag zijn, aangezien het uiteraard niet gaat om het terugbetalen van een deel van een nog niet betaalde OV. Het nieuwe reglement zal echter binnen de budgettaire marge van de premie 2020 blijven en zal proberen rekening te houden met de specifieke cashflowproblemen van bepaalde categorieën handelaars. Zonder voorziening in de begroting zou een begrotingswijziging nodig zijn waardoor het college niet snel zou kunnen handelen.

De steun van de gemeente voor sectoren in moeilijkheden is verre van schaars: als het Gewest premies van € 1.000 toekent, is de gemeentelijke steun van € 500 verre van verwaarloosbaar. De 1400 bedrijven in Ukkel die van deze premie kunnen genieten, hebben een brief van de gemeente ontvangen. Dit nam enige tijd in beslag omdat de databank van de Kruispuntbank van Ondernemingen moest worden gekruist met die van bedrijven die een gewestelijke premie hadden ontvangen. Van de 204 ingediende dossiers hebben er 144 betrekking op huurders.

Schepen Delwart begrijpt de nood aan heropening van de horeca maar herinnert eraan dat dit geen gemeentelijke bevoegdheid is maar een beslissing van het overlegcomité. Volgens de laatste beschikbare informatie zou de horeca de komende weken niet weer opengaan.

Mevrouw Culer uitte de bezorgdheid van dr. Zygas over de risico's van de heropening van de horeca aangezien het aantal ziekenhuisopnames verontrustend toeneemt.

De h. Cools weet dat de gemeente hier geen beslissingsbevoegdheid heeft maar het college kan wel, naar het voorbeeld van de burgemeester van Elsene, de bezorgdheden van de horeca overmaken die een echte ramp vreest zonder geen uitzicht op heropening, zelfs gedeeltelijk (beperkt tot bijvoorbeeld het openen van terrassen onder bepaalde

voorwaarden) op 1 april.

De h. De Bock vindt dat de steun doelgericht toegekend moet worden aan degenen die deze het hardst nodig hebben, te meer daar er reden is om zich vragen te stellen over de bijdragecapaciteit van premieaanvragers die geen eigenaar van hun goed zijn en die bovendien twee derde van de beroepsbevolking vertegenwoordigen.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0055 **Question orale de M. De Bock : l'état des lieux des primes du précompte immobilier pour cause de COVID.**

M. De Bock approuve aussi la proposition de M. Cohen, quoiqu'il soit partisan d'un remboursement plus généreux, car la majorité s'est montrée, selon lui, un peu trop chiche en ce domaine.

Il faut supprimer le plafond de 1.000 €, vu que des structures telles que, par exemple, les centres de fitness paient un précompte immobilier qui excède largement ce montant de 1.000 €.

Quel est le pourcentage de commerçants éligibles ayant introduit une demande de primes ? Quelles sont parmi les demandeurs les parts respectives des locataires et des propriétaires ? Les commerçants locataires sont davantage confrontés à des problèmes de liquidités car ils doivent rembourser au propriétaire le précompte immobilier payé par ce dernier avant d'être en mesure de percevoir une prime.

Il faudrait adopter le système promu par la Région bruxelloise, en vertu duquel, à un moment donné, la commune rembourse à due concurrence les propriétaires qui ont payé la part communale du précompte immobilier et établit le document attestant que le précompte immobilier a bien été payé et n'est plus dû par le locataire.

Pourquoi certains commerçants sont-ils davantage aidés que d'autres ? Le Collège a eu tendance à se focaliser sur les petits commerces, alors que les commerces dotés de surfaces importantes ont davantage subi l'impact de la crise. Selon M. De Bock, l'aide devrait être proportionnelle à la contribution de chacun.

Mme l'Échevin Delwart répond que le Collège est très conscient des difficultés que les établissements horeca, les salles de sport ou les salons de coiffure et d'esthétique doivent affronter.

Les services de l'échevinat travaillent à l'élaboration de la prime 2021, qui ne peut consister en une simple duplication de la prime 2020, puisqu'il ne s'agira évidemment pas de rembourser une part d'un précompte immobilier qui n'a pas encore été payé.

La proposition de règlement qui sera présentée lors de la prochaine séance du Conseil restera néanmoins dans la fourchette budgétaire de la prime 2020 et s'efforcera de prendre en compte les problèmes de trésorerie particuliers auxquels sont confrontées certaines catégories de commerçants.

Si une ligne budgétaire n'avait pas été prévue, il aurait fallu recourir à des modifications budgétaires qui n'auraient pas permis au Collège de répondre à l'urgence de la situation.

Le soutien de la commune aux secteurs en difficulté est loin d'être chiche : lorsque la Région accorde des primes de 1.000 €, une aide communale de 500 € est loin d'être négligeable.

Les 1.400 commerces ucclois susceptibles de bénéficier de cette prime ont reçu un courrier

de l'administration communale. Cette démarche a nécessité un certain temps car il a fallu croiser la banque de données Carrefour des entreprises avec celle des entreprises ayant bénéficié de la prime régionale. Sur les 204 dossiers introduits, 144 concernent des locataires.

Mme l'Echevin Delwart comprend très bien les aspirations à la réouverture de l'horeca mais rappelle qu'il ne s'agit pas d'une compétence relevant des autorités communales. Il appartient au Comité de concertation de prendre ce type de décisions.

Mais selon les dernières informations disponibles, il ne faut guère s'attendre à une réouverture de l'horeca dans les prochaines semaines.

Mme Culer fait part des inquiétudes du Dr Zygas, relayées en commission par M. l'Echevin Hublet, quant aux risques d'une réouverture de l'horeca alors que les hospitalisations pour cause de covid augmentent de façon inquiétante.

M. Cools est bien conscient du fait que la commune ne dispose pas d'un pouvoir de décision en ce domaine mais cela n'empêche pas pour autant le Collège de s'inspirer de l'exemple du Bourgmestre d'Ixelles pour relayer les inquiétudes du secteur horeca, qui redoute une véritable catastrophe si aucune perspective de réouverture, même partielle (limitée par exemple à l'ouverture des terrasses sous certaines conditions), n'est envisageable à l'horizon du 1^{er} avril prochain.

M. De Bock insiste sur la nécessité de cibler les aides en visant à accorder davantage à ceux qui en ont le plus besoin, et ce d'autant plus qu'il y a lieu de s'interroger sur la capacité contributive des demandeurs de la prime qui ne sont pas propriétaires de leur bien et qui, de surcroît, représentent deux tiers des effectifs.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : stand van zaken op het gebied van de premies voor de onroerende voorheffing in het kader van COVID.

Ook **de h. De Bock** steunt het voorstel van de h. Cohen, al was hij wel voorstander van een ruimere premie, aangezien de meerderheid naar zijn mening op dit gebied iets te gierig was geweest. Het plafond van € 1.000 zou moeten verdwijnen omdat zaken zoals fitnesscentra een OV betalen die veel hoger is dan € 1.000.

Welk percentage van de in aanmerking komende handelaren heeft premies aangevraagd? Over hoeveel huurders en eigenaren gaat het daarbij? Huurders hebben meer liquiditeitsproblemen omdat ze de verhuurder de door de verhuurder betaalde onroerende voorheffing moeten terugbetalen voordat ze een premie kunnen ontvangen.

Het door het Brusselse Gewest gepromoot systeem moet worden aangenomen, waarbij de gemeente de eigenaars terugbetaalt die het gemeentelijk aandeel in de OV hebben betaald en het document opstelt dat bevestigt dat de onroerende voorheffing is betaald en niet langer verschuldigd is door de huurder. Waarom krijgen sommige handelaars meer hulp dan andere? Het college heeft de neiging zich te concentreren op kleine bedrijven, terwijl grote bedrijven meer worden getroffen door de crisis. Hulp moet in verhouding staan tot ieders bijdrage.

Schepen Delwart antwoordt dat het college erg bewust is van de moeilijkheden waarmee horecazaken, sportzalen of kappers- en schoonheidssalons geconfronteerd worden. De

diensten van de schepen werken aan de premie 2021 die niet gewoon een verdubbeling van de premie 2020 mag zijn, aangezien het uiteraard niet gaat om het terugbetalen van een deel van een nog niet betaalde OV. Het nieuwe reglement zal echter binnen de budgettaire marge van de premie 2020 blijven en zal proberen rekening te houden met de specifieke cashflowproblemen van bepaalde categorieën handelaars. Zonder voorziening in de begroting zou een begrotingswijziging nodig zijn waardoor het college niet snel zou kunnen handelen.

De steun van de gemeente voor sectoren in moeilijkheden is verre van schaars: als het Gewest premies van € 1.000 toekent, is de gemeentelijke steun van € 500 verre van verwaarloosbaar. De 1400 bedrijven in Ukkel die van deze premie kunnen genieten, hebben een brief van de gemeente ontvangen. Dit nam enige tijd in beslag omdat de databank van de Kruispuntbank van Ondernemingen moest worden gekruist met die van bedrijven die een gewestelijke premie hadden ontvangen. Van de 204 ingediende dossiers hebben er 144 betrekking op huurders.

Schepen Delwart begrijpt de nood aan heropening van de horeca maar herinnert eraan dat dit geen gemeentelijke bevoegdheid is maar een beslissing van het overlegcomité. Volgens de laatste beschikbare informatie zou de horeca de komende weken niet weer opengaan.

Mevrouw Culer uitte de bezorgdheid van dr. Zygas over de risico's van de heropening van de horeca aangezien het aantal ziekenhuisopnames verontrustend toeneemt.

De h. Cools weet dat de gemeente hier geen beslissingsbevoegdheid heeft maar het college kan wel, naar het voorbeeld van de burgemeester van Elsene, de bezorgdheden van de horeca overmaken die een echte ramp vreest zonder geen uitzicht op heropening, zelfs gedeeltelijk (beperkt tot bijvoorbeeld het openen van terrassen onder bepaalde voorwaarden) op 1 april.

De h. De Bock vindt dat de steun doelgericht toegekend moet worden aan degenen die deze het hardst nodig hebben, te meer daar er reden is om zich vragen te stellen over de bijdragecapaciteit van premieaanvragers die geen eigenaar van hun goed zijn en die bovendien twee derde van de beroepsbevolking vertegenwoordigen.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0056 **Interpellation de M. Cools : les projets de logements sociaux à Uccle.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. Cools : toekomstplannen voor sociale huisvesting te Ukkel.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools sur les projets de logements sociaux.docx

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : Aanbrengen van een spandoek.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

M. De Bock rappelle que la commune compte un grand nombre de casse-vitesse dont certains, particulièrement abrupts, causent des dommages aux véhicules et génèrent des nuisances sonores très pénibles pour les riverains.

De nombreux riverains ont écrit à l'administration communale pour se plaindre de ces bruits.

M. De Bock remarque avec satisfaction que certains casse-vitesse ont été rectifiés, notamment avenue de Foestraets et avenue du Bourgmestre Jean Herinckx.

Le Collège a-t-il procédé à une évaluation des casse-vitesse sur le territoire communal ?

Pourquoi certains ouvrages ont-ils été construits sans que l'on ne vérifie leur conformité ?

Les remises en conformité ont-elles été opérées par les entreprises chargées de la construction ? Sinon, pourquoi ? Quel a été le coût des remises en état ?

Un état des lieux a-t-il été établi afin de recenser le nombre des casse-vitesse déjà modifiés et celui des casse-vitesse qui doivent encore l'être afin d'être en conformité avec la législation ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que les dispositifs ralentisseurs ont toujours été installés dans le respect des règles en vigueur, qu'il s'agisse des casse-vitesse classiques, des coussins berlinois ou des trottoirs traversants.

Vu que les normes applicables en ce domaine évoluent avec le temps, il a fallu procéder à la correction de certains dispositifs. Ce fut notamment le cas à hauteur du n° 63 de l'avenue de Foestraets, du n° 273 de la rue Victor Allard, ou des carrefours entre l'avenue de Foestraets et l'avenue Blücher ou entre l'avenue de Messidor et l'avenue du Bourgmestre Jean Herinckx.

Lorsque le dispositif a été préparé en usine, comme c'est le cas pour la rue Victor Allard, il y a un moins grand risque de mauvaise surprise. Mais la déclivité du terrain est effectivement susceptible d'avoir un impact sur la circulation automobile.

Cependant, chaque fois que des plaintes parviennent aux services communaux par rapport à un dispositif ralentisseur, la situation est analysée et donne lieu à une adaptation du dispositif si nécessaire.

Depuis le début de la nouvelle mandature, le Collège a opté plutôt pour des coussins berlinois que pour des casse-vitesse traditionnels.

L'administration communale ne dispose pas d'un inventaire cartographique recensant les caractéristiques géométriques de chacun des dispositifs ralentisseurs placés sur le territoire communal.

Le Collège demeure toujours ouvert au dialogue afin de sécuriser l'espace public pour le plus grand profit des usagers.

M. De Bock signale que le casse-vitesse aux abords de la gare de Moensberg est

particulièrement abrupt.

De plus, le casse-vitesse de l'avenue Hamoir n'est pas bien indiqué.

M. l'Echevin Wyngaard précise que le casse-vitesse de l'avenue Hamoir a fait l'objet d'une vérification. Il va néanmoins reparler de ce cas avec les services de son échevinat. Il précise toutefois que la réglementation ne prévoit pas le placement d'une signalisation pour les casse-vitesse installés en zone 30.

M. De Bock se demande si des peintures devant le casse-vitesse ne seraient pas plus opportunes qu'un panneau de signalisation.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de niet-reglementaire snelheidsremmers te Ukkel.

De h. De Bock geeft aan dat er in de gemeente veel snelheidsremmers zijn, waarvan sommige, schade aan voertuigen veroorzaken en veel geluidsoverlast voor bewoners die hierover klagen bij de gemeente. Sommige snelheidsremmers werden met succes aangepast zoals in de de Foestraetslaan en de Burgemeester Jean Herinckxlaan.

Heeft het college een evaluatie uitgevoerd van de snelheidsremmers in de gemeente? Waarom werden sommige constructies gebouwd zonder te controleren of ze aan de eisen voldoen? Werden de aanpassingen uitgevoerd door de ondernemingen die ze hebben aangelegd? Indien niet, waarom? Wat is de kostprijs van deze aanpassingen? Is er een inventarisatie van de reeds aangepaste snelheidsremmers en hoeveel moeten er nog aangepast worden om te voldoen aan de wetgeving?

Schepen Wyngaard antwoordt dat elk type snelheidsremmer altijd volgens de wetgeving wordt geplaatst. Omdat de geldende normen in dit domein evolueren, moesten sommige voorzieningen worden aangepast zoals in de de Foestraetslaan 63, de Victor Allardstraat 273 en het kruispunt tussen de Foestraetslaan en Blücherlaan of tussen Messidorlaan en de Burgemeester Jean Herinckxlaan. In geval van klachten wordt de situatie geanalyseerd en de snelheidsremmer zo nodig aangepast.

Sinds de start van de nieuwe legislatuur kiest het college eerder voor Berlijnse kussens i.p.v. traditionele snelheidsremmers.

Het gemeentebestuur beschikt niet over een cartografische inventaris van de geometrische kenmerken van elke snelheidsremmer in Ukkel.

Het college staat steeds open voor dialoog om de openbare ruimte te beveiligen ten bate van de gebruikers.

De h. De Bock wijst erop dat de snelheidsremmer vlakbij het station Moensberg bijzonder steil is en de snelheidsremmer in de Hamoirlaan niet goed is aangeduid.

Schepen Wyngaard zegt dat de snelheidsremmer in de Hamoirlaan gecontroleerd werd. Hij zal dit echter opnieuw met zijn diensten bespreken. Hij geeft nog aan dat de reglementering niet voorziet in de plaatsing van signalisatie voor een snelheidsremmer in een zone 30.

De h. De Bock vraagt zich af of verfmakering vóór een snelheidsremmer gepaster is dan

een verkeersbord.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0059 **Question orale de M. Cools : la création d'un 10ème centre de vaccination à Bruxelles.**

Voir point 3.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : inrichting van een 10de vaccinatiecentrum te Brussel.

Zie punt 3.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0060 **Question orale de Mme Culer : le fonctionnement de l'application "Fix My Street".**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van Mevr. Culer : werking van de app "Fix My Street".

Het punt wordt verdaagd.

25.02.2021/A/0061 **Question orale de Mme Czekalski : bilan des actions entreprises par le service Propreté ces derniers mois.**

Mme Czekalski estime que des politiques efficaces ont été menées au cours des dernières années dans le domaine de la gestion des déchets mais il reste encore beaucoup d'efforts à accomplir, eu égard à la fréquence des comportements inciviques et notamment des dépôts clandestins.

Des agents communaux ont encore dû récemment nettoyer un terrain relevant de la SNCB, à proximité de la gare de Calevoet. Le personnel communal est ainsi amené à pallier les défaillances de Bruxelles-Propreté ou d'autres propriétaires de terrains.

Il faut absolument être attentif à la propreté publique, qui constitue une des principales préoccupations des citoyens.

Les agents du service de la Propreté publique travaillent sans relâche pour améliorer la qualité de vie des citoyens ucclois.

Mme Czekalski souhaiterait que le Collège dresse un bilan des actions menées par ce service au cours des derniers mois.

Comment sont effectuées la répartition des tâches et la collaboration entre le service communal et l'Agence Bruxelles-Propreté ?

Depuis le mois de janvier, après les interventions de Vivaqua, la STIB et la Région ont entamé le réaménagement de façade à façade et le renouvellement des voies de tram sur la chaussée d'Alseberg entre le Globe et la rue Xavier De Bue. La circulation automobile y est interrompue pour une durée de trois mois. Cette situation a entraîné des modifications dans la collecte des déchets et des poubelles. Des commerçants se sont exprimés sur les réseaux sociaux pour émettre des plaintes sur les dépôts sauvages, l'absence de ramassage des immondices. Pourquoi l'Agence Bruxelles-Propreté ne ramasse-t-elle pas ses déchets ? Le Collège pourrait-il faire le point sur les améliorations opérées par les services communaux ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que la compétence en ce domaine relève de différentes instances : la collecte des déchets ménagers est un monopole de Bruxelles-Propreté ; celle des déchets générés par l'activité commerciale incombe soit à Bruxelles-Propreté soit aux sociétés choisies par les commerçants considérés ; l'entretien des voiries régionales, et donc des rails de tram installés sur ces dernières, relève de la Région ; la gestion des voiries communales est évidemment une responsabilité qui incombe à la commune.

L'expérience des travaux déjà entrepris sur la portion comprise entre le Globe et la gare de Calevoet montre que la rénovation de la chaussée d'Alseberg est un processus long et difficile.

Des réunions fréquentes ont eu lieu avec Bruxelles-Propreté et la STIB afin d'élaborer un programme qui réduise au maximum les inconvénients subis par les habitants et commerçants.

Des points de collecte ont ainsi été établis au bord de chacune des rues où le camion de Bruxelles-Propreté n'est plus en mesure de passer : il s'agit non seulement de la chaussée d'Alseberg mais aussi de la rue Jean-Baptiste Labarre, de la rue De Broyer, de la rue des Fidèles, etc.

Lorsque le système des points de collecte a été instauré, les riverains concernés n'étaient guère enthousiastes mais depuis lors, ils en ont compris le principe.

Tous les jours, deux agents et un inspecteur sont sur le terrain jusqu'à 7 heures du matin et, les jours de collecte, ils sillonnent les secteurs concernés pour voir tout ce qui resterait éventuellement après le passage de Bruxelles-Propreté.

Ces agents effectuent également un travail d'information auprès des riverains, les documents distribués n'ayant manifestement pas été lus par leurs destinataires.

Au début, les agents communaux avaient décidé de ramasser eux-mêmes les sacs toujours déposés par les riverains devant leur domicile quoique celui-ci ne fût plus l'objet d'une intervention de Bruxelles-Propreté, mais il ont résolu d'aller au-devant des habitants pour les renseigner sur les points de collecte où ils sont censés se rendre.

Ces points de collecte sont contrôlés par les services communaux car ils ne peuvent être utilisés par tout le monde à n'importe quelle heure du jour et de la nuit.

Cette solution est loin de constituer une panacée universelle mais s'avère néanmoins suffisamment efficace.

Bruxelles-Propreté a fourni une aide grâce à ses « jumpers » : il s'agit de petits camions qui peuvent emporter les poubelles de la chaussée d'Alseberg et les déposer aux points de collecte afin d'y être enlevées par les camions compacteurs.

Mme l'Echevin Gol-Lescot est bien consciente de problèmes causés par les incivilités. Toutefois, la mobilisation permanente de trois agents sur le terrain démontre l'engagement du Collège en faveur de la propreté publique.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : balans van het werk van de dienst Reinheid

tijdens de laatste maanden.

Mevr. Czekalski is van mening dat er de afgelopen jaren effectief beleid is gevoerd op het gebied van afvalbeheer maar er moet nog veel gebeuren, gelet op de frequentie van asociaal gedrag waaronder sluikstorten.

Gemeenteambtenaren moesten onlangs een terrein van de NMBS vlakbij het station Kalevoet opruimen. Het gemeentepersoneel werd dus opgeroepen om de tekortkomingen van Net Brussel of andere grondeigenaars te verhelpen. De openbare reinheid is essentieel voor de burgers en de dienst Reinheid werkt permanent aan de verbetering van de levenskwaliteit van de Ukkelaars.

Mevr. Czekalski zou graag zien dat het college de balans opmaakt van de acties die deze dienst de afgelopen maanden heeft ondernomen. Hoe verloopt de taakverdeling en de samenwerking tussen de gemeente en Net Brussel ?

Sinds januari zijn de MIVB en het Gewest begonnen met de herinrichting van gevel tot gevel en de vernieuwing van de tramsporen in de Alsebergstesteenweg tussen Globe en de Xavier De Buestraat. Het autoverkeer is er voor een periode van drie maanden onderbroken. Dit heeft geleid tot aanpassingen in de ophaling van afval en vuilnisbakken. Handelaars klagen op sociale media over sluikstorten en het gebrek aan ophalingen. Waarom haalt Net Brussel zijn afval niet op ?

Kan het college de balans opmaken van de verbeteringen die door de gemeentediensten zijn aangebracht ?

Schepen Gol-Lescot antwoordde dat de bevoegdheid op dit gebied bij verschillende instanties ligt : huishoudelijk afval is een monopolie van Net Brussel; afval van commerciële activiteiten van Net Brussel of bedrijven die door de betrokken handelaars werden aangesteld; onderhoud van gewestwegen en tramrails die erop zijn geïnstalleerd vallen onder de verantwoordelijkheid van het Gewest en gemeentewegen van de gemeente. De ervaring met de reeds uitgevoerde werken in de Alsebergsteenweg toont aan dat de renovatie van de steenweg een lang en moeizaam proces is. Er zijn geregelde ontmoetingen met Net Brussel en de MIVB om de overlast voor bewoners en handelaars tot een minimum te beperken. Er werden inzamelpunten voorzien vlakbij de plaatsen waar de vrachtwagen van Net Brussel niet meer kan passeren (Alsebergsesteenweg, Jean-Baptistestraat Labarre, De Broyerstraat, Gelovigenstraat, enz.). De betrokken bewoners waren hier niet erg enthousiast over maar inmiddels begrijpen ze het principe.

Elke dag zijn twee ambtenaren en een inspecteur op het terrein om te controleren wat na de doortocht van Net Brussel niet werd opgehaald. Zij informeren ook omwonenden omdat de verspreide documenten duidelijk niet werden geraadpleegd. De gemeenteambtenaren hebben de omwonenden geïnformeerd over de inzamelpunten waar ze gebruik van moeten maken. Deze inzamelpunten worden gecontroleerd door de gemeente omdat ze niet door iedereen op elk moment van de dag of nacht gebruikt mogen worden. Deze oplossing is geen wondermiddel maar het blijkt toch voldoende effectief te zijn.

Net Brussel bood assistentie met zijn "jumpers", nl. kleine vrachtwagens die vuilnisbakken van de Alsebergsesteenweg ophalen en afzetten op de inzamelpunten voor ophaling door de vuilniswagens.

Ze is zich terdege bewust van de problemen veroorzaakt door asociaal gedrag. De permanente mobilisatie van drie ambtenaren op het terrein is een bewijs van de aandacht van het college voor de reinheid.

25.02.2021/A/0062

Question orale de M. Cools : le marché par procédure négociée pour l'élaboration du plan communal de mobilité.

Mme la Présidente du Conseil rappelle qu'une demande de reformulation de cette question orale avait été demandée à M. Cools. Elle demande donc à ce dernier s'il a procédé à cette reformulation.

M. Cools n'est pas disposé à reformuler sa question, et ce d'autant plus qu'il n'aurait pas été contraint d'émettre cette question orale si le citoyen qui a demandé il y a plusieurs semaines la transmission d'informations les avait bien reçues, conformément à la loi sur la transparence administrative.

S'il n'obtient pas une réponse à ses questions, M. Cools sollicitera officiellement demain le droit de consulter l'ensemble du dossier administratif relatif à ce marché public.

Le 17 décembre dernier, le Conseil communal a approuvé le financement à 50 % par la Région d'une révision du Plan communal de mobilité (PCM). Le bureau d'études Traject a été désigné via un marché de procédure négociée sans publicité, où il a été le seul bureau à soumissionner parmi les 7 qui ont été consultés.

Le bureau Tritel, qui a élaboré le Plan communal de mobilité de 2006, a-t-il été consulté ? Sinon, pourquoi ?

Le cahier des charges de ce marché prévoyait-il une grille de pondération pour les critères d'attribution et, le cas échéant, quelle est la composition de cette grille ?

Quel est le montant exact de l'offre déposée par l'unique soumissionnaire ? Cette offre a-t-elle fait l'objet d'une négociation ? Quelles sont les dates de début et de fin de la mission confiée à Traject ?

Les bureaux qui ont renoncé à déposer une offre ont-ils exposé les raisons de leur attitude ?

Quel est le bureau spécialisé en participation citoyenne qui travaillera en collaboration avec Traject ? Celui-ci était-il mentionné dans l'offre déposée par Traject ?

Quand débutera le processus de participation citoyenne ? Celui-ci aura-t-il lieu quand les réunions en mode présentiel seront possibles ?

Dans quel délai le Collège répond-il aux demandes de communication de documents (cahier des charges, rapport d'évaluation, etc.) introduites par des citoyens ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que le bureau Tritel a manifestement mis fin à ses activités il y a plusieurs années.

Le montant initial de l'offre déposée par Traject s'élevait à 160.000 € et a atteint environ 164.700 € au terme d'une brève négociation.

Les critères d'attribution appliqués se répartissent de la manière suivante: 30 points pour le prix, 40 points pour la méthodologie d'étude, 15 points pour le processus participatif, 15 points pour le rapport d'incidence.

Le bureau spécialisé en participation citoyenne retenu, en l'occurrence Faciliyo, était mentionné dans l'offre déposée par Traject.

Des discussions sont en cours avec Faciliyo pour établir le processus de participation citoyenne, qui veillera à garantir un équilibre entre présentiel et distanciel grâce à un grand forum, des ateliers participatifs et une plate-forme en ligne.

Le Collège a insisté auprès de Faciliyo pour que la communication atteigne le maximum de public.

Deux citoyens ont sollicité des informations. L'administration communale a été en mesure de répondre aux questions du premier.

Le second souhaitait obtenir des renseignements beaucoup plus détaillés, qui exigeaient un travail considérable de la part des services.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que les citoyens n'ont pas un accès aussi absolu aux documents administratifs que les mandataires. Toute demande de document émanant d'un particulier requiert donc au préalable l'examen minutieux du droit à sa divulgation.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas possible de répondre du jour au lendemain à ce type de demande.

M. Cools estime que l'administration communale doit s'organiser pour transmettre les informations dans un délai raisonnable, vu que le nombre de citoyens sollicitant ce type de renseignements est limité.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : opdracht via de onderhandse procedure voor het opstellen van het gemeentelijk mobiliteitsplan.

De voorzitter van de raad herinnert eraan dat de h. Cools werd verzocht deze mondelinge vraag te herformuleren. Ze vraagt hem of deze herformulering werd gemaakt.

De h. Cools is niet bereid zijn vraag te herformuleren, vooral omdat hij deze mondelinge vraag niet zou hebben moeten stellen indien de burger die enkele weken geleden om informatie had gevraagd, deze had ontvangen, in overeenstemming met de wet op de administratieve transparantie. Als zijn vragen niet worden beantwoord, zal de h. Cools morgen officieel het recht vragen om het volledige administratieve dossier met betrekking tot deze overheidsopdracht in te kijken.

Op 17 december verleende de gemeenteraad zijn goedkeuring aan de financiering aan 50 % door het Gewest van de revisie van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP). Het studie bureau Traject werd aangesteld via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en was het enige bureau van de 7 geraadpleegde ondernemingen dat een inschrijving heeft ingediend.

Was er overleg met het bureau Tritel dat het GMP 2006 heeft opgesteld? Was er in het bestek bij de gunningscriteria een wegingsrooster voorzien? Met welke criteria? Wat is het exacte bedrag van de offerte van de enige inschrijver? Is er hierover onderhandeld? Wat zijn de begin- en einddata van de opdracht, toevertrouwd aan Traject? Hebben de bureaus die geen offerte hebben ingediend een reden hiervoor gegeven? Welk bureau gespecialiseerd in burgerinspraak zal samenwerken met Traject? Stond dit vermeld in de offerte van Traject? Wanneer start de burgerinspraak? Zal dit via fysieke ontmoetingen gebeuren? Hoe snel reageert het college op verzoeken van burgers om documenten (specificaties, evaluatieverslag, enz.) over te maken?

Schepen Wyngaard antwoordt dat Tritel enkele jaren geleden zijn activiteiten heeft stopgezet. De oorspronkelijke offerte van Traject bedroeg € 160.000 en na een korte onderhandeling € 164.700.

De gehanteerde gunningscriteria zijn als volgt verdeeld: 30 punten voor de prijs, 40 punten voor de studiemethode, 15 punten voor de inspraak, 15 punten voor het effectenrapport. Het geselecteerde bureau voor burgerinspraak (Faciliyo) werd vermeld in de offerte van Traject. Er wordt gesproken met Faciliyo om de burgerinspraak tot stand te brengen, dat zal zorgen voor een evenwicht tussen fysieke en virtuele ontmoetingen via een groot forum, participatieve workshops en een online platform. Het college drong er bij Faciliyo op aan dat de communicatie het maximale publiek zou bereiken.

Twee burgers vroegen om informatie. Het gemeentebestuur kon de vragen van de eerste burger beantwoorden.

De tweede burger wou erg gedetailleerde informatie krijgen, wat veel werk van de diensten vergde. Bovendien mogen we niet uit het oog verliezen dat burgers geen absolute toegang hebben tot administratieve documenten zoals mandatarissen. Elk verzoek om een document van een persoon vereist daarom een voorafgaand zorgvuldig onderzoek van het recht op openbaarmaking ervan. Om al deze redenen is het niet mogelijk om van de ene op de andere dag op dit soort verzoeken te reageren.

De h. Cools vindt dat het gemeentebestuur zich moet organiseren om informatie binnen een redelijke termijn door te geven, aangezien het aantal burgers dat om dit soort informatie vraagt beperkt is.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0063 **Question orale de M. Hayette : une vaccination trop lente.**

Voir point 3.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Hayette : te trage vaccinatie.

Zie punt 3.

De Raad neemt kennis.

25.02.2021/A/0064 **Question orale de M. Desmet : prévention des dangers liés aux réseaux sociaux.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : preventie van de gevaren van de sociale netwerken.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

25.02.2021/A/0065 **Question orale de M. De Bock : le choix des cadeaux offerts aux élèves des écoles communales à l'occasion de la Saint-Nicolas.**

M. De Bock souhaite que le Collège procède à un état des lieux précis du choix des cadeaux offerts aux enfants des écoles communales ucloises dans le cadre de la Saint-Nicolas.

De plus, il demande combien de livres de la collection de mangas « Naruto » ont été distribués.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que l'échevinat n'intervient pas directement dans le

choix des cadeaux offerts aux enfants des écoles pour la Saint-Nicolas.

Ce choix est opéré par les directions d'école, les enseignants et les animateurs de garderie. La fixation du budget requis pour ces achats relève des caisses d'écoles et des associations de parents.

Autrefois, on constituait un petit colis individualisé pour chaque enfant ; à présent, on procède à des achats groupés de jouets et de livres par classe afin de compléter les collections des bibliothèques scolaires.

Les seuls livres dont Mme l'Echevin Gol-Lescot serait en mesure de fournir la liste exacte sont ceux qui sont distribués à l'occasion des fins d'année car ils sont achetés directement via l'échevinat. Dans ce cadre, Mme l'Echevin Gol-Lescot a souhaité promouvoir les ouvrages d'auteurs et d'illustrateurs belges pour la jeunesse.

Elle répondra ultérieurement par écrit à M. De Bock à sa question relative à un manga japonais.

M. De Bock invite les équipes pédagogiques à faire preuve de discernement dans leurs choix car il est arrivé que des enfants de 10 ans aient reçu des livres qui ne soient pas appropriés pour leur âge à l'occasion de la Saint-Nicolas.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : keuze van de geschenken aan de leerlingen ter gelegenheid van Sinterklaas.

De h. De Bock wenst dat het college een nauwkeurige inventaris opmaakt van de keuze van geschenken die in het kader van Sinterklaas aan de kinderen van de Ukkelse gemeentescholen gegeven worden. Hij vraagt ook hoeveel boeken uit de mangacollectie "Naruto" werden verspreid.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat ze niet direct betrokken is in de keuze van geschenken voor Sinterklaas. Deze keuze wordt gemaakt door schooldirecties, leerkrachten en opvanganimatoren. Het budget hiervoor is de verantwoordelijkheid van schoolfondsen en ouderverenigingen. Vroeger werd er voor elk kind een individueel pakketje gemaakt. Nu worden er per klas groepsaankopen van speelgoed en boeken gedaan om de collecties van schoolbibliotheken aan te vullen.

De schepen Gol-Lescot kan enkel de exacte lijst geven van de boeken die voor eindejaar worden uitgedeeld omdat ze rechtstreeks via de schepen worden aangekocht. Werken van Belgische auteurs en jeugdillustratoren krijgen hierbij de nodige aandacht.

Ze zal later een schriftelijk antwoord geven op vraag over een Japanse manga.

De h. de Bock dringt er bij de onderwijsteams op aan gepaste keuzes te maken omdat het al is gebeurd dat 10-jarigen ter gelegenheid van Sinterklaas boeken hebben gekregen die niet geschikt zijn voor hun leeftijd.

De Raad neemt kennis.

permis d'urbanisme, la numérisation des archives et leur consultation online, ainsi que la base légale de l'interdiction de prendre des photos des plans et permis au service de l'Urbanisme.

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de democratisering van de toegang tot documenten en stedenbouwkundige vergunningen, de digitalisering van de archieven en hun on-lineconsultatie, alsook de wettelijke basis van het verbod tot het nemen van foto's van de plannen en vergunningen bij de dienst Stedenbouw.

Het punt wordt verdaagd.

25.02.2021/A/0067 **Question orale de M. De Bock : l'incendie de l'annexe de la Gare d'Uccle-Calevoet, des mises en demeure communales adressées à la suite de l'abandon de ce bâtiment et de la responsabilité dans l'incendie des propriétaires vu la négligence manifeste et le défaut d'entretien.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : brand in het bijgebouw van het station van Ukkel-Kalevoet, de gemeentelijke ingebrekestellingen ingevolge de leegstand van dit gebouw en de verantwoordelijkheid van de eigenaars gelet op de duidelijke verwaarlozing en gebrek aan onderhoud.

Het punt wordt verdaagd.

25.02.2021/A/0068 **Question orale de M. De Bock : le nettoyage du dépôt clandestin derrière la gare d'Uccle-Calevoet, son coût et la facture adressée à son propriétaire.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de kost van de opruiming van een sluikstort achter het station van Ukkel-Kalevoet en de factuur die aan de eigenaar werd gestuurd.

Het punt wordt verdaagd.

25.02.2021/A/0069 **Question orale de M. De Bock : le contrôle du chantier de la chaussée d'Alseberg de remplacement des rails de tram et la question des permis.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de controle op de werf van de Alsebergsesteenweg (vervanging van de tramsporen) en het probleem van de vergunningen.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 02:35
Opheffing van de zitting om 02:35

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

Le Collège,
Het College,

Laurence Vainsel

Laurence Anne Vandeputte